

## Le Waterloo du «condottiere»

Carlo De Benedetti a vécu son Waterloo, jeudi 14 avril, dans le combat qu'il menait pour la conquête de la Société générale de Belgique. A-t-il quelque chance de reprendre sa revanche ? Rien ne l'indique pour le moment, même si l'homme d'affaires italien compte sur le procédé pour se faire rendre justice.

Tout laisse à penser que l'on va parler encore longtemps de ce qui apparaît, en première analyse, comme un affrontement belgo-italien. En réalité, c'est une partie beaucoup plus importante qui se joue à Bruxelles autour d'un empire qui contrôle le tiers des activités économiques de la Belgique. Dans cette affaire, ce sont en premier lieu les réflexes nationalistes qui ont joué : un pays se sentait attaqué à travers les prétentions du «condottiere». On en oublie presque les querelles intestines, et les Wallons de la Société générale acceptaient sans barguigner le secours du Flamand Leysen, PDG de Gevaert.

Les dirigeants de la «vieille dame» ont fait jouer ce réflexe belge jusqu'au bout. Mais, en réalité et par la force des choses, l'essentiel du combat s'est livré sur le sol français. Carlo De Benedetti, opérant au travers de sa filiale Cerus, s'est trouvé opposé à un autre groupe français - celui de Suez, dont il est, ne l'oublions pas, l'un des actionnaires.

L'embroglio démontre la vanité des frontières dans le grand jeu des OPA. L'offre publique d'achat, dont les pays industrialisés sont aujourd'hui le théâtre. Vanité qui n'est toujours pas admise, puisque le ministre français de l'économie lui-même a pu prétendre qu'une telle chose ne se produirait pas dans l'Hexagone sans qu'il intervienne. Mais vanité tout de même, dont l'affaire de la Générale de Belgique donne l'exemple.

N'a-t-on pas vu, en effet, par la suite, Gevaert tourner casaque pour se rapprocher du clan italien et l'UAP se ranger sans détours aux côtés du groupe belge par fidélité à Suez ? Dieu sait pourtant que les sollicitations n'ont pas manqué pour faire entrer le président de l'UAP dans les vues de Carlo De Benedetti. C'est un nouvel empire des assurances qui aurait pu se constituer, de Turin à Bruxelles en passant par Paris, si le président Dromer s'était laissé convaincre.

Qu'il n'en ait rien fait prouve que d'autres intérêts ont été mis en balance, sans que soit posée, peut-être, la question essentielle. Faut-il encore, aujourd'hui, parler d'une lutte entre Etats dès lors qu'il s'agit d'opérations qui s'effectuent sur le territoire de la Communauté européenne ? Qui peut prétendre que nous soyons à la veille de l'instauration du marché unique si celui-ci est suspecté parce qu'il est italien et celui-là parce qu'il n'est pas belge ? A ce titre, la constitution de «cercles durs» destinés le plus souvent à défendre des sociétés nationales contre les attaques de l'étranger» risque d'apparaître comme un comportement surarmé, comme la survie d'un nationalisme économique qui, toutes les opérations en cours le prouvent, est de plus en plus anachronique.

(Lire nos Informations page 28.)

M 0147 - 04160 - 4,50 F



3790147004500 04160

## Le revers commercial américain

### Les marchés financiers sont à nouveau ébranlés

Les marchés financiers, déstabilisés le jeudi 14 avril par l'annonce d'un mauvais résultat du commerce extérieur américain - 13,8 milliards de dollars de déficit en février, - n'ont guère été convaincus par les fortes interventions concertées des banques centrales pour stopper la chute du billet vert. Paris ouvrait, le vendredi 15 avril, en baisse de 2 % et Londres de 1,3 %. Auparavant, Tokyo avait limité les dégâts de Wall Street.

Il aura suffi, une fois de plus, d'un mauvais résultat du commerce extérieur américain pour que le fragile équilibre né de la concertation internationale soit ébranlé. La chute du dollar et celle de Wall Street ont été les plus spectaculaires, le jeudi 14 avril. La perte de 101 points (- 4,8 %) du Dow Jones a ravivé les craintes d'un nouveau krach, entamées depuis celui d'octobre dernier par la persistance de la croissance mondiale. Les places européennes suivaient le mouvement : Paris et Londres perdaient plus de 1 %.

Pris en défaut de crédibilité après avoir assuré, dans un communiqué émis fin mars, que les déséquilibres mondiaux étaient en voie de résorption, le groupe des Sept passait à la contre-offensive. Les banques centrales matraquaient la spéculation et rachaient, dans une opération parfaitement orchestrée, pour quelque 2 milliards de dollars. La devise américaine terminait la journée très en deçà de ses niveaux du mercredi 13 avril. Une nouvelle alerte, à Tokyo, le vendredi 15 avril, était immédiatement contrée par la Banque du Japon, et le dollar se stabilisait dans la

matinée, en Europe, autour de 124 yens, contre 126,25 à la veille de l'annonce du revers commercial américain. Le billet vert s'échangeait à 165,10 DM, contre 168,7, et à 5,64 FF contre 5,73. Mais les places boursières ouvraient en baisse, de 2 % à Paris, de 1,3 % à Londres.

Les ministres des finances et les gouverneurs des Banques centrales, réunis à Washington à l'occasion du comité intermédiaire, la plus haute instance du Fonds monétaire international, ont tenté de minimiser ce coup de tabac. La tendance fondamentale reste bonne, ont-ils tous assuré et, en dépit de la chute de février, le déficit commercial américain s'amenuisera cette année. Convaincus de l'impasse des gouvernements, paralysés par l'élection présidentielle américaine notamment, les opérateurs pourraient cependant tester à nouveau la détermination du groupe des Sept. L'évolution des marchés, lundi, donnera une sérieuse indication.

(Lire page 27, les articles de FRANÇOISE CROUJIGNEAU et de CHARLES LESCAUT.)

## L'élection de Franche-Comté et le débat sur le vote des immigrés

### Les socialistes accusent M. Chirac de complaisance envers le Front national

A la suite de l'élection du président de la région Franche-Comté avec les voix du Front national et des déclarations du premier ministre sur le vote des immigrés, les socialistes accusent M. Chirac de complaisance envers l'extrême droite.

M. Jean-Marie Le Pen juge, pour sa part, qu'en matière d'immigration, M.M. Mitterrand et Chirac, «c'est bonnet rose et rose bonnet».



Loin d'être exclus du «débat politique national», comme s'en attristaient, la semaine dernière, certains donateurs de conseils travaillant pour M. Jacques Chirac (le Monde du 15 avril), les socialistes du Front national sont, au contraire, en campagne de la campagne. Deux facteurs l'expliquent : le niveau d'intentions de vote dans les sondages crédité à M. Jean-Marie Le Pen ; la stratégie de M. François Mitterrand, qui, se posant à la fois en rassembleur de la gauche et en défenseur du pacte social, a pris pour cible, dans un premier

temps, la «tentative de mainmise sur l'Etat», dont il a accusé le RPR, puis, dans un deuxième temps, le courant gauchiste et xénophobe, à l'adresse duquel il a adopté une position «personnelle» quasi-provocatrice en faveur du droit de vote des immigrés aux élections locales.

PATRICK JARREAU.

(Lire page 7 la suite et en continuation avec Jean-Marie Le Pen, ainsi que «Étrangers sans travail» par Robert Solé, page 6.)

## Un appel de Moscou au mouvement communiste international

### La «glasnost» à la conquête des PC étrangers

MOSCOU de notre correspondant

Loin de reculer devant la pression idéologique des conservateurs, M. Gorbatchev et ses amis viennent au contraire d'élargir le débat sur l'état réel du mouvement communiste à l'ensemble des partis qui s'en réclament à travers le monde.

Alors que les adversaires de la «perestroïka» sont, depuis dix jours, quotidiennement dénoncés par la totalité de la presse soviétique, le secrétaire du comité central chargé des questions internationales, M. Anatoli Dobrynine, a

en effet appelé, cette semaine, plus de quatre-vingt-dix partis communistes de tous les continents à une discussion «ouverte, légitime et indispensable» sur les «causes de la situation contradictoire et compliquée» qu'ils traversent (le Monde du 15 avril).

Diplomate de carrière, M. Dobrynine a su choisir ses mots pour décrire ce temps «des recherches courageuses, des réflexions, des doutes et des espoirs». Mais le moins qu'on puisse dire est que son diagnostic est alarmant pour le malade. Première des trois grandes difficultés exposées par le dirigeant sovié-

que, mardi 12 avril à Prague, à l'occasion du trentième anniversaire de la revue Questions de la paix et du socialisme : la classe ouvrière, la base sociale sur laquelle s'était construit le mouvement communiste dans les pays industrialisés, subit en ce moment des transformations marquées, «ce qui pose des problèmes pas si faciles que cela».

M. Dobrynine n'est pas allé jusqu'à dire, comme de nombreux sociologues occidentaux, que la classe ouvrière telle qu'elle s'était formée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle était en train de disparaître, mais il estime que «la révolution scientifique et technique» a pro-

voqué «de profonds changements sociaux» qui ont modifié le «caractère de la base de masse» du communisme.

Ce n'est qu'une question de nuance ou presque, et cela est d'autant plus grave pour le mouvement communiste, que parallèlement, «la plupart des pays en voie de développement se sont trouvés devant la nécessité de lutter pour la voie du développement démocratique progressiste dans les conditions du capitalisme» - et non pas, sous-entendu, pour le socialisme.

BERNARD GUETTA. (Lire la suite page 4.)

## L'avenir du Théâtre de l'Europe

### La tempête de Giorgio Strehler

A Milan, tandis que s'achèvent les représentations de son spectacle Come tu mi vuoi, de Pirandello, que l'on verra à Paris à partir du 23 avril, Giorgio Strehler sort de sa réserve et dénonce la «politique hypocrite» qui menace l'avenir du Théâtre de l'Europe, dont il est le directeur depuis sa création, en 1983. Il prépare une lettre ouverte qu'il adressera à M. François Mitterrand dans les prochains jours.

La diminution des subventions et la réduction de la saison du Théâtre de l'Europe à Paris de six à quatre mois, la proposition, en janvier dernier, de son transfert du théâtre national de

l'Odéon - désormais dévolu à la seule Comédie-Française - au théâtre de l'Athénée : telles sont les récentes mesures prises par M. François Létard à l'encontre du Théâtre de l'Europe créé par son prédécesseur, M. Jack Lang, en 1983. Mesures auxquelles il convient d'ajouter la fin de non-recevoir opposée au projet d'école que Giorgio Strehler avait déposé pour le théâtre du Vieux Colombier, M. Létard ayant choisi d'attribuer l'ancien théâtre de Jacques Copeau à la Comédie-Française.

Jusqu'à présent, Giorgio Strehler avait peu commenté ces décisions, et l'on s'en étonnait. En janvier dernier (le Monde daté 17-18 janvier) il se déclarait «personnellement optimiste, techniquement pessimiste» sur le

transfert du théâtre de l'Europe à l'Athénée, mais prêt à étudier cette proposition. Il demandait alors compte tenu des «nombreux problèmes artistiques, techniques et financiers» que possédait ce déménagement, que soit menée une étude préalable de quatre ou cinq mois sans sa responsabilité. En effet, si le théâtre de l'Athénée, qui fut celui de son maître Louis Jouvet, n'était pas a priori pour lui déplaire, il lui est apparu, dès sa première visite «officielle», que ce théâtre n'était pas adapté - quant à son plateau, ses dégagements - à la plupart des productions internationales accueillies par le Théâtre de l'Europe au théâtre national de l'Odéon.

ODILE QUIROT.

(Lire la suite page 20.)

Cartier

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les boutiques Cartier et les boutiques Must de Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

7 PLACE VENDÔME, PARIS. 42.61.55.55

سكزا من الاجل

سكنا من الاصل

# Etranger

## ISRAËL : la révolte dans les territoires occupés

### La vague de manifestations s'amplifie en Cisjordanie et à Gaza

Deux Palestiniens, âgés d'une vingtaine d'années, ont été tués par l'armée israélienne, le jeudi 14 avril, lors d'une série d'incidents à Naplouse (Cisjordanie). Selon des sources palestiniennes, au moins quatre autres personnes auraient été blessées par balles lors d'affrontements au moment des obusques des deux hommes. Cependant, les commandants de Cisjordanie ont observé jeudi une grève totale pour protester contre les arrestations massives de Palestiniens.

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

C'est devenu une des rubriques quotidiennes du « soulèvement » : il ne se passe guère de jours sans que les médias israéliens et les autorités annoncent « de nouvelles arrestations » - souvent opérées de nuit - dans les territoires occupés. Cette vague d'incarcérations sans précédent en Cisjordanie et à Gaza a été amorcée fin décembre, puis a redoublé d'ampleur ces dernières semaines. Elle est difficile à quantifier parce qu'interrompte, mais le ministre de la Défense citait récemment le chiffre de quatre mille huit cents Palestiniens emprisonnés depuis le début du « soulèvement » (cinq mille, selon la presse).

### « Humilier » les détenus

Cette estimation englobe différentes catégories de détenus : ceux qui purgent une peine prononcée en décembre, ceux qui sont en attente de jugement, ceux qui sont en garde à vue prolongée (dix-huit jours) et les centaines de condamnés à une peine de détention administrative prononcée par les autorités militaires sans intervention d'un magistrat.

Pour parer à cet afflux de détenus, les autorités ont dû parfois transformer des écoles en centres de détention et aménager d'urgence, en plein désert du Néguev, une nouvelle prison, en fait un camp de tentes, appelé Anzar-3. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme israéliennes et plusieurs formations de gauche (le Ratz, notamment), ont dénoncé les conditions d'entassement et de détention faites aux Palestiniens. Elles ont relevé une volonté quasi systématique d'« humilier » les détenus. Visant, il y a plusieurs semaines, le plus grand prison de Gaza, Anzar-2, le ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin (travailliste), a vertement rejeté ces critiques, assurant qu'« il n'avait pas connu mieux » lorsqu'il avait été emprisonné par les Britanniques à Gaza en 1946.

Un ancien détenu de la prison de Dahariya (dans la région de Hébron, en Cisjordanie) nous relate la scène suivante, dont il affirme avoir été le témoin à plusieurs reprises : « Dès la sortie de l'autobus, les prisonniers qui venaient d'être conduits au centre de détention, yeux bandés et mains liées derrière le dos, passaient entre deux groupes de soldats qui leur assenaient une volée de coups de matraques. Cela durait une à deux minutes et les prisonniers devaient ensuite s'agenouiller dans la cour, où ils pouvaient parfois rester vingt-quatre heures dans cette position. Certains soldats obligeaient les détenus à scander en chœur : « Arafa est très mauvais, Yassir Sarif [un député du Ratz] est très mauvais » ; selon la même source, « d'autres soldats, écumés par cette scène, ont eu une altercation avec leurs camarades ».

A Gaza, le camp d'Anzar-2 a été présenté par le *Jerusalem Post* (25 mars) comme « une véritable école de la haine », une prison où les brutalités ne sont pas rares et où les détenus « ressentaient avec la trempe de militants nationalistes endurcis ».

A Anzar-3, qu'une organisation palestinienne de défense des droits de l'homme a pu visiter fin mars, il est arrivé que des adolescents, sans avoir eu aucun contact avec un avocat ou leur famille, ne savaient ni où ils se trouvaient ni qu'ils avaient été condamnés à une peine de détention administrative.

Dans une lettre adressée cette semaine à M. Rabin, un député du Ratz, M. Dedi Zucker, estimait que mille deux cents peines de détention administrative avaient été prononcées en quelques mois.

ALAIN FRACHON

## Le détournement du Boeing koweïtien

### Les pirates ont libéré un passager à Alger

ALGER  
de notre correspondant

21 h 45, jeudi 14 avril. Le calvaire prend fin pour M. Djamas Abdallah Ech Chatty, un Koweïtien âgé d'environ soixante-dix ans. Il a du mal à marcher, mais il est libre. Vêtu d'une chemise blanche, il descend les marches de la passerelle, accompagné de l'un des pirates de l'air porteur cagoule. Aussitôt arrivé au sol, il prend place dans une voiture en compagnie du docteur Mehdi, spécialiste en médecine légale qui avait eu la possibilité d'examiner les otages malades dans l'après-midi. Peu après que deux hommes eurent été autorisés par le commando à nettoyer l'intérieur de l'appareil. Après un bref passage dans une pièce du salon d'honneur de l'aéroport international d'Alger, où il a pu s'entretenir avec la presse algérienne, le vieillard, qui est diabétique, a quitté l'aéroport en ambulance à 22 h 10.

Un faux espoir avait été soulevé par l'agence officielle Algérie Presse Service (APS), qui avait annoncé vers 17 heures la libération de deux otages, avant de démentir peu tard, se contentant d'un début de panique parmi les quelque deux cents journalistes cloîtrés sur place depuis plus de quarante-huit heures.

La preuve a bien été administrée qu'il n'y a pas de fumée sans feu : la presse officielle a juste anticipé un peu. La visite du médecin devait être suivie d'effet, comme l'espéraient les Algériens, qui négociaient en fait la libération de cinq personnes âgées.

Les preneurs d'otages font apparemment une assez grande confiance aux autorités. Ils ont accepté, après un entretien rapide avec M. Mohammed Tahar, spécia-

liste des services algériens pour les questions proche-orientales, la visite à bord du docteur Mehdi ainsi que de l'équipe de nettoyage, et que des repas chauds soient dorénavant servis aux otages. Ils ont surtout accepté que le Boeing-747 des Koweïtiens soit déplacé, vers l'été le matin, de la place centrale qu'il occupe face au bâtiment principal de l'aéroport international vers la zone de maintenance, à plus de 1 kilomètre du salon d'honneur où les médias du monde entier sont postés. En effet, le chef de l'Etat zambien, président en exercice de l'OUA, était attendu à Alger pour une brève escale. Le président Kenneth Kaunda a bien été accueilli à son arrivée par le président Bendjedid Chadli, qui avait profité de sa présence à l'aéroport pour recevoir longuement dans la matinée le ministre d'Etat koweïtien aux affaires étrangères, M. Saad Hussein El-Oussaily.

### Un message de l'émir du Koweït

Le ministre koweïtien a remis au président Chadli un message de l'émir du Koweït, dont la teneur n'a pas été divulguée. Il s'est également entretenu plus tard dans la journée avec son homologue algérien, M. Ahmed Taleb Ibrahimi. De toute évidence, les dirigeants algériens souhaiteraient beaucoup que les Koweïtiens assomèrent leur position. Car, jusqu'à présent, chacune des deux parties campe sur ses positions. Les Koweïtiens restent inflexibles et les preneurs d'otages sont toujours aussi déterminés dans leur revendication. L'un d'entre eux s'est du reste inquiété, dans un dialogue radio avec M. Mohammed Tahar, de ce que le message qu'il avait dicté mercredi à l'arabe, lors de l'arrivée du Boeing à l'aéroport Houari-Boumediène, n'ait pas été

transmis à la presse. Les Algériens ont simplement répondu que la question allait être examinée. Les liaisons radio entre les pirates de l'air - qui parlent au nom de l'« avion martyr » - sont écoutées par certains journalistes occidentaux qui disposent de récepteurs sophistiqués. C'est ainsi que quelques privilégiés ont pu entendre vers 14 heures (13 heures GMT) l'un des otages demander en arabe aux autorités koweïtiennes de libérer les prisonniers détenus au Koweït : « Bonjour, je m'appelle Ahmed Zayed. Bonjour à ma famille. Je suis en bonne santé. Je demande la libération des dix-sept prisonniers du Djihad islamique par le gouvernement [koweïtien], sinon ils nous tueront tous », a-t-il dit.

### Une négociation sur deux fronts

Les Algériens négocient sur deux fronts : d'un côté avec les Koweïtiens - le dialogue est permanent entre le ministre algérien de l'Intérieur, M. El-Hadi Khezzari, et le chef de la délégation koweïtienne, M. Saad Hussein El-Oussaily ; de l'autre avec les pirates de l'air, dont le chef, un certain Djamil, serait, selon des sources arabes, monté à bord de l'appareil à Mechhed en Iran. Les mêmes sources affirment que le commando est en fait composé de huit hommes : deux Libanais, deux Irakiens, deux Arabes et deux autres personnes dont le nationalité ne peut être définie car ils utilisent indifféremment plusieurs dialectes arabes. Toujours selon les mêmes sources, les pirates seraient porteurs de passeports bahreïnais. Aucune de ces informations n'a pu être confirmée auprès des autorités algériennes, qui affirment également ignorer si le chef Hezbollah Imad Maghnieh se trouve bien à bord de l'avion, comme le prétend la

presse koweïtienne. Les responsables algériens reconnaissent simplement en privé que « cette affaire est plus compliquée que les précédentes ». Jeudi en fin d'après-midi, le Boeing koweïtien retrouvait sa place à 300 mètres de l'aéroport et à portée des télé-objectifs des journalistes pour lesquels les services de sécurité ont planté trois tentes. Tout le monde semble s'installer dans un « provisoire » qui pourrait durer. Une longue barrière métallique a été installée entre le 747 des Koweït Airways et l'aéroport, ainsi que des batteries de projecteurs supplémentaires. Un groupe électrogène a également été mis au service au pied de l'appareil - à la demande des pirates cette fois - pour éviter de maintenir en marche les réacteurs de l'avion qui fournissent jusqu'à présent la climatisation à bord.

FREDERIC FRITSCHER

● KOWEÏT : manifestation de fermiers lors des obusques de deux otages tués. - Près de deux mille Koweïtiens ont manifesté, le jeudi 14 avril, aux funérailles nationales des deux passagers tués par les auteurs du détournement du Boeing des Koweït Airways, beaucoup exprimant leur colère et leur soutien au refus gouvernemental de céder aux exigences des pirates. Alors qu'une trentaine de Koweïtiens restent détenus en otage à Alger, dans l'avion détourné, aucune des personnes emprisonnées dans la fusée ne s'est prononcée en faveur d'une acceptation de l'exigence des pirates sur la libération de dix-sept terroristes emprisonnés au Koweït. « Ce devrait être une leçon pour le peuple et le gouvernement américain, comme quoi on ne devait jamais céder aux exigences des terroristes », affirmait M. Faisal Al-Jumaili, rédacteur en chef du journal koweïtien *Al-Anbas*. - (AP.)

## La guerre du Golfe

### L'ONU se heurte de nouveau à l'intransigeance de l'Irak et de l'Irak

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

Après une nouvelle série de négociations entre deux émissaires iraniens et irakiens et le secrétaire général des Nations unies, l'application rapide de la résolution 598 sur le paix dans le Golfe semble plus éloignée que jamais. Venu à New-York séparément, les représentants des deux belligérants ont déçu le secrétaire général et la majorité des membres du Conseil de sécurité par une attitude intransigeante et, en ce

qui concerne l'Irak, plus dure qu'auparavant.

Après M. Mohammad Larjani, vice-ministre iranien des affaires étrangères, son homologue irakien, M. Wissam Zahawi, vient de séjourner à New-York, où il a longuement rencontré M. Perez de Cuellar et plusieurs membres du Conseil de sécurité. Sa réponse aux questions relatives à l'application de la résolution (adoptée en juillet) n'a pas varié : l'Irak exige que le texte soit respecté à la lettre, c'est-à-dire qu'un cessez-le-feu intervienne sans conditions et que le retrait de l'armée iranienne des territoires qu'elle occupe en Irak se fasse « sans délai ».

De son côté, M. Larjani a durci le ton en exigeant qu'un cessez-le-feu n'intervienne qu'à la fin des travaux du comité chargé de déterminer les responsabilités dans le déclenchement de la guerre. « Le cessez-le-feu et le travail du comité doivent constituer un processus concomitant, ce qui veut dire que l'Irak ne mettra fin aux hostilités qu'après la publication des conclusions du comité », nous a déclaré M. Larjani. Dans un langage plus direct, cela veut dire qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu sans une condamnation officielle de l'Irak alors que, jusqu'ici, Téhéran acceptait de faire taire les armes le jour du début des travaux du comité.

Le durcissement iranien est généralement expliqué par le fait que les dirigeants de Téhéran éprouvent moins de craintes devant la menace d'éventuelles sanctions militaires. La reprise de la « guerre des villes »

## LIBAN

### Une grève largement contestée

BEYROUTH  
de notre correspondant

Grève « occasionnelle » - la formule émise des syndicats libanais - dans un climat lourd et de forte incertitude sur son opportunité, y compris parmi les salariés, qui ne savent trop quoi en penser. Depuis trois ans qu'il dure la guerre, le grève au Liban, se déroulait dans une atmosphère bon enfant et se terminait souvent à une journée de congés, passée sur la plage.

Cette fois, le climat est différent. Tout d'abord les syndicats ont décidé de faire prendre à leur grève... « l'aspect » : deux jours cette semaine, vendredi et samedi (après un jour la semaine dernière) ; trois jours la semaine prochaine, quatre jours la suivante et théoriquement ainsi de suite... De plus, alors qu'en général le patronat suivait - lorsqu'il ne se joignait pas carrément au mouvement - si bien que l'on ne savait plus très bien qui était en grève contre qui. Aujourd'hui, il est contre. Fortement, en secteur chrétien et dans certaines régions de pro-

vinces, où les entreprises ont décidé que le travail se poursuivait.

Ensuite et surtout, tout le monde, à commencer par les salariés, se demande s'il vaut mieux obtenir une grève non-matrimoniale, au risque d'une flambée vertigineuse du dollar, et donc des prix, ou se contenter de peu dans l'espoir que la lente remontée de la livre libanaise se poursuivra. Celle-ci avait, en cinq mois, de novembre 1987 à avril 1988, repris les deux tiers du terrain perdu pendant ces cinq mois précédents.

Le mouvement est-il déjà cessé et est-ce vraiment l'effet des exigences syndicales ? Toujours est-il que le dollar, qui s'était stabilisé autour de 360 livres libanaises, est remonté en quarante-huit heures à 400 LL.

Le patronat propose 50 % d'augmentation, les syndicats en demandent 310 ; le gouvernement a plus ou moins tranché, avec l'aval du Parlement, pour 75 % jusqu'à 10000 LL, et 60 % au-delà.

LUCIEN GEORGE

## Un navire américain endommagé par l'explosion d'une mine

### Dix marins blessés

Dix marins américains ont été blessés, jeudi 14 avril, dans le Golfe lorsque la frégate *Samuel-Roberts*, a été touchée par une explosion sous la ligne de flottaison, provoquée par une mine. « Le *Samuel-Roberts* venait juste de repérer plusieurs mines dans l'eau et avait arrêté ses machines avant l'explosion », a indiqué le porte-parole du Pentagone. L'incident a eu lieu à 70 milles à l'est de Bahreïn. Le porte-parole américain a précisé que l'explosion avait endommagé la coque du navire - qui ne risque pas de couler, a-t-il précisé - et provoqué une inondation dans la salle des machines ainsi que des incendies, qui ont pu être maîtrisés. Le *Samuel-Roberts* (3 740 ton-

neaux) est du même type que la frégate *Stark*, qui avait été touchée par un missile irakien le 17 mai dernier. Trente-sept marins américains avaient alors été tués. Après ce drame, Washington avait décidé d'envoyer une armada dans la région du Golfe, où elle est notamment chargée de la protection de pétroliers koweïtiens passés sous pavillon américain. Par ailleurs, l'Irak et l'Iran ont poursuivi leur « guerre des villes » au cours des derniers jours, tirant des missiles contre les principales cités de l'adversaire. Téhéran et Bagdad ont notamment été touchés, faisant de nouvelles victimes dans la population civile. - (Rus-ter.)

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 639772 F  
Télécopier : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Robert Benoit-Méty (1946-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Larroque (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M.M. André Fontaine, gérant, et Robert Benoit-Méty, fondateur.  
Administrateur général : Bernard Wozniak.  
Rédacteur en chef : Daniel Verdet.  
Correspondant en chef : Claude Sala.

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 280 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F  
ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 388 F  
IL - SUISSE, TUNISIE  
594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez adresser vos commandes d'abonnement à nos bureaux de vente et de distribution.  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN : 0395 - 2037

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télécopieur MONDIPUB 206 136 F

**ABONNEMENTS PAR MINITEL**  
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO  
365 jours par an. 24 heures sur 24

- Tu sais, je suis à moitié arabe, dit-elle, et la moitié alexandrine de mon cerveau est celle dont dépend la créativité. C'est pourquoi, si je t'aime d'un amour de juive, quand j'écris sur cet amour je le fais dans un style arabe. J'écris d'ailleurs à mon père en arabe. Lui me répondait en français, comme une chose allant de soi, mais on sentait derrière ses mots les parfums des plages d'Alexandrie, les odeurs de la cuisine de ma mère.

**Anton Shammas**  
**ARABESQUES**  
roman traduit de l'hébreu par Guy Sériak

UNE SAGA PALESTINIENNE ÉCRITE EN HÉBREU

ACTES SUD

# Asie

## La signature de l'accord sur le retrait soviétique d'Afghanistan

« C'est un accord, un point c'est tout. Ce n'est pas un règlement. » Cette réflexion de M. Robert Feck, le diplomate américain qui a suivi les négociations de Genève, résume assez bien les réactions enregistrées à la suite de la signature, le jeudi 14 avril, de l'accord sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan : tout en se félicitant de l'événement, on souhaite que la merie, entre Afghans cette fois, ne dure pas trop longtemps et, du moins, que le conflit perde même sa dimension régionale.

Les premiers intéressés, les résistants — qui n'ont jamais participé à plus de six ans de négociations à Genève, — s'en tiennent à leur rejet de l'accord. L'alliance formée par les sept principaux mouvements de moudjahidés organisés, samedi à Peshawar (Pakistan), une manifestation montre de protestation. Mais, déjà, l'un des partis les plus modérés de cette alliance, le Jabba (Front de libération nationale) de M. Mojadidi, a fait savoir qu'il boycotterait ce rassemblement parce que l'accord, à ses yeux, comprend des « bons points ». « Au moins, a déclaré son porte-

parole, cet accord assure le retrait soviétique, qui était notre principal objectif. »

Si les réfugiés, interrogés au Pakistan, n'envisagent pas de retour au pays avant la fin du retrait soviétique, ils ont commencé à racheter, au marché noir, de la monnaie afghane contre des roupies pakistanaises. La résistance va continuer de se battre, a réaffirmé l'un de ses représentants à Paris, mais le porte-parole de l'ancien roi Zahir Shah, exilé à Rome, a déjà lancé un appel à la négociation d'un « gouvernement de transition acceptable par la majorité du peuple afghan ».

Dans l'autre camp, celui de Kaboul, on continue d'affecter la sérénité. Le président Najibullah a décrété le 14 avril « Jour de la paix », a remercié les signataires d'un accord qui « permet aux réfugiés de rentrer chez eux » et annoncé « la mise en place dans la plus brève délais d'un gouvernement intérimaire ».

En Asie, soulignant le « développement positif » que constitue l'accord de Genève, la Chine voit fondre les « obstacles » qu'elle a opposés à

une normalisation de ses relations avec l'Union soviétique. Après la réduction du potentiel militaire soviétique sur la frontière chinoise, il n'en reste plus véritablement qu'un seul, le soutien soviétique à l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge. L'agence Chine nouvelle ajoute, pour sa part, que cet accord « est également un signe du réajustement soviétique de sa politique étrangère pour la promotion de nouvelles idées ». La dénonciation de l'« hégémonisme » soviétique n'est plus du tout de mise.

La réaction de New-Delhi est également instructive. Tout en se félicitant de l'accord, New-Delhi « estime qu'il entraînera une baisse des tensions dans la région et la suppression de la raison d'être de l'introduction d'armes sophistiquées dans cette zone ». En d'autres termes, l'Inde invite les Etats-Unis à ralentir le flot d'armes livrées ces dernières années au frère ennemi pakistanais.

L'OTAN, dont la satisfaction est « très vive », espère « une nouvelle amélioration » des relations Est-Ouest. L'Europe des Douze se féli-

cite également. Pour sa part, dans un communiqué, le Quai d'Orsay réaffirme son « souhait d'un règlement politique global » qui, seul, permettra « une paix véritable » et le retour des réfugiés. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a déclaré, de son côté, au micro d'Europe 1 : « Une crise importante a été réglée par la seule intervention des Etats-Unis et de l'Union soviétique. C'est une raison de plus pour moi de dire « attention ! ». Ce qui est arrivé à l'Afghanistan pourrait un jour arriver à l'Europe, c'est-à-dire qu'on puisse régler nos problèmes en-dehors de nous. »

Quant aux Soviétiques, ils estiment, selon l'agence Tass, que « l'accomplissement du processus diplomatique pour un règlement politique sur l'Afghanistan crée des conditions favorables à la poursuite de la politique de réconciliation nationale dans ce pays ». « Un événement énorme », a déclaré le physicien Andreï Sakharov, qui corrige « l'erreur horrible faite par la direction soviétique et qui a eu des conséquences abominables pour le peuple afghan ».

### Les quatre points

Voici les principaux points de l'accord entre l'Afghanistan et le Pakistan signé le jeudi 14 avril à Genève avec la garantie des Etats-Unis et de l'Union soviétique :

1. Accord bilatéral entre l'Afghanistan et le Pakistan sur les principes des relations normales, en particulier sur la non-interférence et la non-intervention :

Le Pakistan et l'Afghanistan s'engagent :

- A conduire les relations entre les deux parties contractantes en strict accord avec les principes de non-interférence et de non-intervention par des Etats dans les affaires d'autres Etats ;
- A respecter la souveraineté, l'indépendance politique, l'intégrité territoriale, l'unité nationale, la sécurité et le non-alignement de l'autre partie, ainsi que son identité nationale et l'héritage culturel de son peuple ;
- A s'assurer que leur territoire n'est pas utilisé de quelque façon que violerait la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale (...) de l'autre partie ;
- A s'abstenir de toute intervention armée, de subversion, d'occupation militaire (...) dirigées contre l'autre partie ;
- A empêcher sur leur territoire l'entraînement, l'équipement, le financement et le recrutement de mercenaires qui se livrent à des activités hostiles envers l'autre partie ;
- A empêcher toute assistance (...) à des groupes terroristes, à des saboteurs ou agents subversifs agissant contre l'autre partie ;
- A empêcher l'usage de mass media et le transport d'armes par des individus, des groupes politiques, ethniques et autres agissant dans des buts de subversion, de désordre et de troubles sur le territoire de l'autre partie ;
- Le présent accord entrera en vigueur le 15 mai.

SIGNÉ PAR LE PAKISTAN ET L'AFGHANISTAN.

2. Accord bilatéral entre l'Afghanistan et le Pakistan sur le retour volontaire des réfugiés :

Tous les réfugiés afghans présents temporairement sur le territoire du Pakistan se verront offrir la possibilité de revenir volontairement dans leur patrie ;

Tous les rapatriés doivent avoir le libre choix de domicile et la liberté de mouvement dans la République d'Afghanistan ;

Tous les rapatriés doivent avoir le droit de participer sur un pied d'égalité aux affaires civiles de la République d'Afghanistan ;

L'Afghanistan s'engage à fournir toute l'assistance nécessaire au processus de rapatriement ;

Le Pakistan doit faciliter le rapatriement volontaire, ordonné et pacifique de tous les réfugiés qui se trouvent sur son territoire ;

Des commissions mixtes seront mises en place en vue d'organiser les opérations de rapatriement. Elles devront déterminer des points de passages de la frontière et établir les centres de transit nécessaires ;

3. Déclaration sur les garanties internationales :

Les Etats-Unis et l'URSS, exprimant leur soutien à la conclusion par l'Afghanistan et le Pakistan d'un accord politique négocié destiné à normaliser leurs relations et promouvoir des relations de bon voisinage ;

S'engagent à s'abstenir invariablement de toute forme d'interférence ou d'intervention dans les affaires internes de l'Afghanistan et du Pakistan et à respecter les engagements contenus dans l'accord bilatéral ;

4. Accord sur les relations non-intervention et la non-interférence :

Appellent tous les autres Etats à agir de même ;

SIGNÉ PAR L'URSS ET LES ETATS-UNIS.

5. Accord sur les relations internationales :

Conformément au calendrier sur lequel l'Union soviétique et l'Afghanistan se sont mis d'accord, un retrait échelonné des troupes étrangères interviendra à la date d'entrée en vigueur du 15 mai 1988. La moitié des troupes sera retirée au 15 août 1988 et le retrait de toutes les troupes sera achevé en neuf mois ;

A partir du 15 mai 1988, il n'y aura ni interférence ni intervention dans les affaires des parties contractantes. Les garanties internationales fonctionneront. Le retour volontaire des réfugiés vers leur patrie commencera (...).

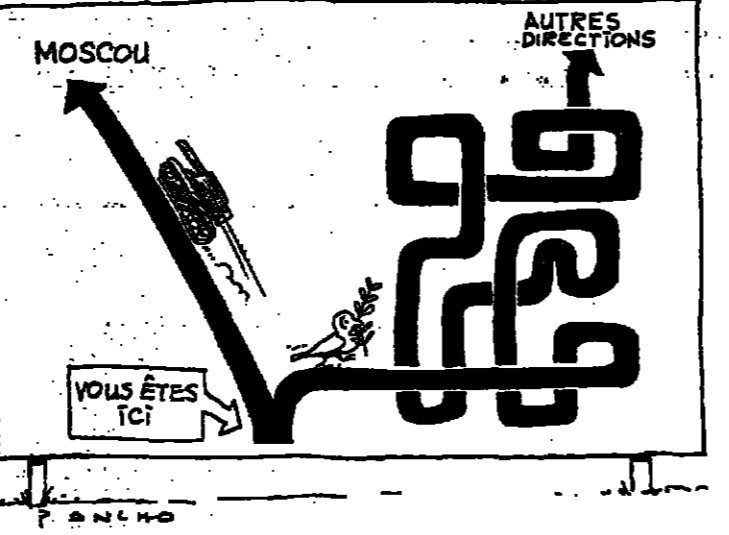
Un représentant du secrétaire général des Nations unies offrira ses bons offices aux parties contractantes pour organiser des rencontres chaque fois que cela sera nécessaire (...), pour étudier des accusations de violations des accords et trouver des solutions aux questions qui pourraient être soulevées dans la réalisation des accords bilatéraux.

SIGNÉ PAR L'AFGHANISTAN, LE PAKISTAN, L'URSS ET LES ETATS-UNIS.

Annexe :

Le secrétaire général des Nations unies nommera un officier de haut rang qui sera stationné dans la région comme chef de deux petits quartiers généraux, l'un à Kaboul, l'autre à Islamabad, comprenant chacun cinq officiers et un personnel civil en petit nombre ;

Les deux quartiers généraux vérifieront sur le terrain toute violation des instruments de l'accord. Si nécessaire, ils pourront demander une équipe supplémentaire de quarante officiers.



### Le régime actuel de Kaboul « ne tiendra pas longtemps » estime le président du Pakistan

ISLAMABAD de notre envoyé spécial

Un content enjoué, affable, confiant, en ce « jour historique », de se livrer à « une leçon d'histoire » sur le processus de Genève, l'Afghanistan et le combat pour la liberté des moudjahidés et qui laissera passer toute une longue conversation à propos de la résistance afghane, avant de lâcher lui aussi sa « bombe » médiatique : « Ça ne peut être rien d'autre qu'un sabotage. Balaies donc, tout à la fois, le rapport de la commission d'enquête sur la terrible explosion du dépôt de munitions qui a ravagé Rawalpindi et Islamabad, et les premières explications embarrassées des autorités pakistanaises, forcées d'admettre de grandes négligences dans les rangs de l'armée, pilier du régime ; sans fondement, enfin, la campagne rapidement lancée par les partis politiques d'opposition pour demander la démission du chef de l'Etat et de son premier ministre M. Jinnah, puisqu'il s'agit d'un « sabotage ».

Le général Zia Ul Haq, qui recevait, le jeudi 14 avril, un groupe de journalistes, s'est refusé à aller plus avant et chacun a reconnu, sans qu'il soit besoin de le nommer, les auteurs de cet attentat : les agents du KHAD, les services secrets afghans. L'explication, bien que rituelle, est sans doute la bonne (même si elle a l'inconvénient de confirmer que les services soviéto-afghans peuvent frapper n'importe où au Pakistan), d'autant que les dépôts de munitions sautent beaucoup depuis quelques jours : diman-

che, les explosions de Rawalpindi et Lahore, et, mercredi, un nouvel attentat près de Quetta. Cette fois, c'est un dépôt de munitions de la résistance afghane, situé à Jirga, à cent quinze kilomètres au nord de la capitale du Baloutchistan, qui a explosé, détruisant de nombreux bâtiments.

Le président Zia, qui a dit que le dépôt du camp Ojri à Rawalpindi contenait beaucoup d'armes destinées à la résistance afghane, a affirmé sans beaucoup de conviction qu'il ne voyait pas de lien direct entre le sabotage de dimanche et la signature de l'accord de Genève. Refusant avec une grande sérénité d'envisager que les moudjahidés mécontents de l'accord de Genève, puissent se livrer à des actes de terrorisme contre leurs hôtes pakistanais, le général Zia a reconnu que l'objectif de la résistance — le renversement du régime communiste de Kaboul — n'était pas atteint alors que, pour sa part, le Pakistan est satisfait : le départ des troupes soviétiques (ce « miracle du vingtième siècle ») est acquis ; et les deux autres objectifs d'Islamabad, la création en Afghanistan des conditions permettant le retour des réfugiés et l'autodétermination du peuple afghan, sont en passe d'être réalisés.

Optimiste donc sur le moyen terme, le président pakistanais ne se fait guère d'illusions sur l'immédiat. « Les difficultés et les troubles » vont se poursuivre en Afghanistan, ne serait-ce que parce que les moudjahidés, qui ne sont pas liés par l'accord de Genève, n'ont aucune raison d'arrêter les combats. En un

« cordiales » que devront avoir dans l'avenir l'Union soviétique et l'Afghanistan, la première étant — selon lui — l'alliée naturelle — du second pour des raisons géographiques, historiques et économiques (le gaz naturel afghan est exporté — pour l'instant, il est surtout détourné — vers l'Union soviétique).

Le Pakistan, pour sa part, a toujours eu dans le passé les meilleures relations avec son voisin et le général Zia ne voit pas de raisons pour qu'il ne soit différemment à l'avenir. Les moudjahidés, a-t-il affirmé, savent que nous avons agi « dans leur intérêt ».

LAURENT ZECCHINI.

« Les réfugiés »

M. Noorani, de son côté, n'a pas perdu un instant pour rendre publique la lettre qu'il venait d'adresser à M. Pérez de Cuellar pour lui signifier qu'il ne reconnaissait pas « le régime de Kaboul » et qu'il souhaitait la mise en place d'un gouvernement acceptable par tous, notamment par les moudjahidés. Face à la presse, il a qualifié ces grands absents de « combattants de la paix ».

Même si l'accord conclu n'apporte pas la paix — aucun cessez-le-feu n'est prévu, — un représentant du secrétaire général (sans doute M. Cordovez) a reçu carte blanche pour tenter l'impossible : réconcilier les Afghans. Par ailleurs, M. Jean-Pierre Hocké, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a reçu mission d'organiser un rapatriement volontaire, ordonné et pacifique « des quelques millions de réfugiés au Pakistan. L'ONU, enfin, doit contrôler l'ensemble du processus. Il faut faire comme si...

Il reste que l'accord n'a pas pris en compte le sort de près de deux millions d'Afghans exilés en Iran. En outre, M. Shultz a confirmé que les Etats-Unis, bien que garants de l'accord, ne s'interdisaient pas le « droit de fournir une aide militaire à la résistance », tandis que M. Chevènement déclarait, au même moment, dans une autre salle, que des fournitures d'armes américaines aux rebelles afghans compromettraient un règlement politique du conflit, mais « n'affecteraient pas la situation de manière décisive ».

ISABELLE VICHNIAC.

### Lugubre cérémonie à Genève...

GENÈVE de notre correspondante

Dans un lieu comme le Palais des Nations de Genève, tout le monde ne devrait que se féliciter d'un accord dont le point essentiel est la fin d'une intervention militaire étrangère qui a fait plus d'un million de morts. Or, rien n'a paru plus lugubre que la cérémonie qui s'est déroulée le jeudi 14 avril dans la salle du Conseil, celle-là même où, en 1954, Pierre Mendès France s'était lancé à corps perdu dans la course contre la montre pour signer l'accord sur l'arrêt de la guerre d'Indochine.

A 14 h 25, soit avec vingt-cinq minutes de retard, la délégation de Kaboul, avec le ministre des affaires étrangères Abdul Wakil à sa tête, puis la délégation soviétique, menée par M. Edouard Chevènement, ont pénétré dans cette salle solennelle aux murs décorés de fresques allégoriques de José-María Sert sur fond or (Espérance, Solidarité entre les peuples, Progrès de la science, Progrès social, etc.).

Par une autre porte, faisant face, sont entrés MM. Zain Noorani, ministre des affaires étrangères du Pakistan, et M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain. Tous prirent place en silence autour d'un octogone d'une parfaite symétrie, formé des quatre tables des signataires séparées respectivement par celle qu'occupaient M. Pérez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, et ses collaborateurs, dont le médiateur, M. Diego Cordovez, et par trois tables vides. Après avoir écouté la brève allocution du secrétaire général de l'ONU, qui a exprimé sa confiance en l'avenir, message qu'il devait réitérer à la fin de la cérémonie dans un bref discours de clôture, les quatre ministres des affaires étrangères apposèrent leurs signatures sur les instruments de l'accord, rédigés en anglais, russe, pachou et ourdou, tous enserrés dans un maroquin vert.

Beaucoup, parmi les centaines de journalistes, venus pour l'événement, se sont demandé si M. Pérez de Cuellar n'était pas le seul optimiste. Tous étaient frappés par le côté aléatoire de l'accord et avaient l'impression de vivre une journée de dupes. Toujours est-il que la cérémonie, qui a duré moins d'un quart d'heure, a été dominée dans l'ombre par une Artésienne de taille : les résistants afghans, présentés uniquement dans les textes comme des réfugiés dont on priait le retour volontaire dans un pays pacifié... Pas une poignée de main, pas même un regard ne furent échangés entre

Pakistaneis et Afghans, aussi figés et glacials que possible. Américains et Soviétiques ont de bonnes raisons de tenir à cet accord et ont manifesté leur satisfaction au cours de conférences de presse séparées. Mais le régime avec lequel M. Wakil a signé l'accord a d'autant plus étonné qu'on peut, sans prendre trop de risques, considérer ce texte sinon comme son arrêt de mort, du moins comme l'acceptation de sa fin politique. Il a même déclaré aux journalistes que le retrait des Soviétiques présenterait l'avantage de mettre fin à « la propagande erronée portant sur une prétendue occupation ». Quant à ce qui se passera après le 15 mai, cela s'inscrira dans une série d'accords bilatéraux avec l'URSS et, par conséquent, une assistance militaire ne présenterait « rien que de traditionnel ». Interrogé par un journaliste suisse sur la libération éventuelle de notre confrère Alain Guillo, M. Wakil a répondu que la question n'était « pas pertinente ».



### MARIE-FRANÇOISE HANS Les femmes et l'argent

« Nous avons peur que l'argent nous défémine. Mais non, l'argent n'est pas un attribut viril. Mais non, il n'appelle pas la malchance en amour. »

Dominique Desanti / Marie Claire

« Un remarquable livre, sur un sujet essentiel. »

Jacques Attali / Le Nouvel Observateur



GRASSET

سكزا من الاجل

سكزا من الاصل

# Asie

## CORÉE DU SUD : après l'arrestation de son frère pour corruption

### L'ancien président Chun Doo Hwan démissionne de toutes ses fonctions officielles

TOKYO de notre correspondant

En démissionnant, mercredi 13 avril, de ses fonctions de président du conseil des anciens et de président honoraire du Parti pour la justice et la démocratie (majorité), l'ancien président Chun Doo Hwan a cherché à se démarquer de l'affaire de corruption de grande ampleur dans laquelle est impliqué son jeune frère, M. Chun Kyung Hwan (le Monde du 14 avril).

Au cours d'une conférence de presse, l'ex-président a annoncé qu'il renonçait à ses fonctions afin d'assurer la responsabilité de n'avoir pas surveillé les activités de son cadet qui avait nommé en 1981 à la tête du mouvement Saemaul. Créé au milieu des années 60 afin de promouvoir le développement et le bien-être dans les campagnes, ce mouvement était rapidement devenu une puissante machine électorale.

Si l'ancien président était et demeure impopulaire, son jeune frère, « le petit Chun », comme on dit en Corée, est carrément détesté. Depuis des années, les plus sombres histoires (détournement des fonds considérables du Saemaul, utilisation de sa position pour obtenir des faveurs et pots de vin) courent sur son compte. Mais, tant que son frère fut au pouvoir, il était intouchable, comme au demeurant le reste de la famille présidentielle : la femme de l'ancien président, ainsi que des proches parents de celles-ci, ont aussi été impliqués dans des scandales prestement étouffés.

A peine un mois après son arrivée à la présidence, M. Roh Tas Woo, qui cherche à se démarquer du régime Chun, a donné le feu vert à la justice, talonnée par une presse usant de la nouvelle liberté d'expression qui lui a été accordée, pour poursuivre M. Chun Kyung Hwan. Inculpé et arrêté il y a une dizaine de jours, alors que son frère se trouvait en voyage aux Etats-Unis, il est accusé d'avoir détourné plusieurs millions de dollars des caisses du Saemaul et de les avoir utilisés dans

les opérations de spéculations boursières et foncières.

En mettant sur le compte d'une négligence — due à une confiance mal placée, mais non coupable, en son frère — dont il assume la responsabilité en renonçant à toute fonction officielle, l'ancien président cherche surtout à prendre ses distances avec une affaire qui risque fort de le compromettre lui aussi. Une enquête est en effet actuellement en cours pour savoir s'il a couvert les activités de son jeune frère. L'opposition demande en outre une autre enquête sur les activités de la prospère fondation Ilhae, liée au régime Chun.

#### Une volonté d'assainissement

Derrière ce qui paraît une volonté d'assainissement du fonctionnement du pouvoir par le nouveau président, qui respecte en cela les promesses de sa campagne électorale, il y a en réalité une manœuvre parfaitement orchestrée de ce dernier pour assoir son autorité et évincer M. Chun et ses fidèles. Les fonctions de l'ex-président étaient certes honorifiques mais, grâce aux appuis qu'il a conservés dans l'armée et au sein du parti gouvernemental, il entendait continuer en coulisses à influencer la politique. Sa récente démission le laisse sans position officielle.

Au sein du Parti pour la justice et la démocratie, M. Roh s'est d'autre part employé à évincer les fidèles de son ancien compagnon d'armes. L'affaire de corruption du « petit Chun », habilement utilisée en période électorale, était d'autre part l'occasion rêvée pour M. Roh d'étouffer dans l'œuf les ambitions affirmées de son prédécesseur de jouer les éminences grises, sinon les « parrains » du nouveau pouvoir. Vraisemblablement, M. Roh fera en sorte d'éviter l'implication de M. Chun Doo Hwan dans ce scandale mais il a désormais sérieusement barré sur lui.

PHILIPPE PONS.

# Europe

## Un appel de Moscou au mouvement international

### La « Glasnost » à la conquête des PC étrangers

(Suite de la première page.)

En un mot, les conditions objectives sont aussi mauvaises dans le monde développé que dans celui qui ne l'est pas, alors même, deuxième difficulté soulignée par M. Dobrynine, que « la force d'attraction du socialisme s'est affaiblie ». Pourquoi ? Parce qu'« à l'étape actuelle de son développement le socialisme n'a pas laissé voir à fond la totalité de ses avantages et n'a pas, pour le moment, donné aux masses des pays occidentaux d'exemple convaincant de démocratisation de la société et de solution radicale des problèmes économiques ».

Troisième difficulté enfin : il n'y a plus de « coopération internationale » des différents partis communistes, alors même que les autres grands courants politiques « sociaux-démocrates, verts, chrétiens, conservateurs et libéraux » multiplient au contraire les initiatives communes. « On peut affirmer que le sort de notre mouvement dépend de la manière la plus directe du dépassement de ce retard », a donc déclaré M. Dobrynine en expliquant que, l'indépendance de chaque parti étant désormais « irréversible », « polémiques » et « ruptures » pouvaient céder la place à l'« interaction ».

#### Défection italienne

D'ores et déjà, le plus important des PC occidentaux, le parti italien, vient de marquer ses distances à l'égard de cet appel à la redéfinition d'une stratégie commune en annonçant qu'il rompt ses liens avec Question de la paix et du socialisme, qui joue, de fait, le rôle de revue théorique du mouvement communiste international. Outre cette défection de taille, bien d'autres obstacles se dressent contre la réactivation d'une réelle internationale communiste, mais l'esquisse de programme qu'a proposée M. Dobrynine à Prague marque une évolution idéologique à côté de laquelle la « perestroïka » fait figure de réformette.

Premier point développé par l'ancien ambassadeur soviétique à Washington : il est temps d'inverser radicalement les priorités car, si, en théorie, la mission historique du prolétariat est de libérer l'humanité de la guerre, de l'exploitation et de l'aliénation, il n'en est pas moins vrai que ce sont « précisément la classe ouvrière et les travailleurs qui souffrent le plus des difficultés économiques et des guerres. En conséquence, « les travailleurs sont avant tout intéressés à régler les problèmes de caractère humaniste universel », ceux-là mêmes dont « les marxistes estimaient auparavant que la libération du joug de classe précéderait le règlement ».

Si ce n'est pas là la revanche historique des sociaux-démocrates après soixante-dix ans de révolution bolchevique, cela y ressemble fort, et la conséquence tirée par M. Dobrynine de ce demi-aveu est singulièrement importante : « On ne peut pas aujourd'hui compter sur le succès dans la lutte de classe sans s'armer de slogans et d'objectifs humanistes universels ».

L'accent prioritaire mis depuis trois ans sur la paix, le désarmement, la dénucléarisation, la détente et la coopération internationale, toutes les tentatives aussi de rompre avec la désastreuse image de l'URSS dans le domaine des droits de l'homme, trouvent ainsi leur justification idéologique et politique : celle de relever de la plus haute nécessité. Et M. Dobrynine d'enchaîner sur la nécessité, dans cette nouvelle stratégie humaniste, « de respecter les particularités nationales et le droit de chaque peuple à la libre détermination de son sort ».

#### Dialoguer avec les sociaux-démocrates

Le dirigeant soviétique n'a pas précisé si ce respect devait aussi s'appliquer aux démocraties populaires, mais il a, en revanche, longuement insisté sur la nécessité de mettre au point une « culture de

la discussion » au sein du mouvement communiste, d'abandonner la pratique des dénégations, de ne pas « rester en arrière sur la vie » et de ne pas craindre, enfin, de se pencher sur l'histoire du mouvement communiste « et en premier lieu de notre parti et de notre pays ».

Autrement dit, M. Dobrynine a demandé aux partis communistes du bloc soviétique et à ceux du reste du monde de se mettre également à cette « glasnost » qui provoque tant de remous en Union soviétique même. Justification de cet appel : « La restauration de la vérité historique est une défense du léninisme (...). Une base sur laquelle avancer et l'une des garanties les plus importantes de ce que les moments négatifs du passé ne se répéteront pas. » Certes, s'il ajoutait, nos adversaires idéologiques utilisent notre transparence vis-à-vis de notre passé mais est-ce nouveau ? Les idéologues bourgeois cherchaient avant à nous dénigrer en se référant à tel ou tel événement réel de notre passé que nous avions passé sous silence [et] maintenant ils cherchent à nous dénigrer parce que nous en parlons ouvertement. »

M. Dobrynine a conclu en soulignant que l'ambiance était « favorable » à un « approfondissement du dialogue avec l'autre courant principal du mouvement ouvrier » : les sociaux-démocrates — ceux qu'on appelait les « sociaux-traites » il n'y a pas si longtemps que cela.

A en juger par les premiers comptes rendus des débats qui ont suivi, le dirigeant soviétique a oublié de mentionner une quatrième cause d'affaiblissement du mouvement communiste : le consternant niveau intellectuel de ses représentants, dont les interventions décourageaient toute citation. Il reste cependant à voir ce qu'en ont dit les porte-parole des partis au pouvoir. En attendant, la presse soviétique bombarde littéralement les conservateurs d'articles, éditoriaux et lettres de lecteurs approuvant le cours nouveau.

La place qui est donnée à cette campagne, l'humanité qui la marque désormais, donnent ainsi l'impression que les conservateurs sont allés trop loin en faisant publier, le mois dernier, dans Sovetskaja Rossia, « une page d'attaques contre la « glasnost » ». La semaine dernière, la Pravda a très fermement répondu en dénonçant la publication d'un « manifeste » des adversaires de la « perestroïka » et, depuis, non seulement les conservateurs n'ont plus la parole dans les colonnes des journaux, mais des points de vue réformateurs radicaux trouvent à s'exprimer et à être — comme si un front spontané s'était formé des contrastes de direction jusqu'aux intellectuels les plus audacieux.

#### Front réformiste

Rien ne dit que ce front puisse tenir très longtemps et que les conservateurs se laisseront durablement museler. Il n'en reste pas moins, que du départ des troupes soviétiques d'Afghanistan en passant par le prochain sommet soviéto-américain de Moscou et les cérémonies du millénaire du baptême de la Russie, le chemin qui mène à la dix-neuvième conférence du parti, en juin, semble particulièrement bien balisé pour M. Gorbatchev. Or c'est à cette conférence qu'on doit attendre tout pour la poursuite des réformes, maître de la démocratisation interne du parti.

Signe des temps ? Le patron du KGB, M. Tchebrikov, vient de faire publier par la Pravda un discours dans lequel il dit en substance que les excès, ce n'est pas bien, mais que « le processus d'extension de la démocratie et de la transparence crée les conditions les plus favorables (...) ».

BERNARD GUETTA.

### Le comité central du parti pourrait être remanié

La conférence du PC soviétique qui s'ouvrira le 26 juin prochain sera habilitée à réaménager le comité central, a indiqué un responsable soviétique cité jeudi 14 avril par l'hebdomadaire Tempo nouveau. M. Wassili Bondar, chef de département à l'institut du marxisme-léninisme auprès du comité central du PCUS, précise que la conférence « a le droit d'exclure du comité central ceux de ses membres qui ne remplissent pas leurs obligations » et de remplacer ceux-ci par des membres supplémentaires, « les plus compétents », lors du prochain congrès. La tradition veut, ajoute-t-il, que de nouveaux candidats soient élus pour remplacer ceux qui sont promus au rang de membres titulaires. Le même auteur avait précisé, en mars 1987, que des transferts ne devaient pas excéder le cinquième de l'effectif du comité central.

Recevant, le mois dernier, M. Netta, chef du PC italien, M. Gorbatchev avait laissé entendre qu'il n'y aurait pas de remaniement du comité central lors de la conférence du parti (le Monde du 31 mars).

# Amériques

## CORRESPONDANCE

### NICARAGUA

#### Le choix des mots...

Nous avons reçu de M.M. G. Couffignal et L.-A. Lavandeyra deux lettres dans lesquelles ils s'indignent de l'emploi du mot « résistance », pour qualifier les rebelles antisandinistes, dans un article sur les récents pourparlers entre la Contra et le gouvernement nicaraguayen (le Monde du 7 avril).

M. Couffignal écrit : (...) « Votre journal connaît le poids des mots. La Résistance luttait contre une occupation étrangère. La Contra dirigée par l'essentiel par d'anciens gardes somozistes, dont les troupes sont stationnées hors du territoire nicaraguayen, combat un gouvernement dont la légitimité a été ratifiée par les urnes. Qualifiez-vous de résistance les guérillas salvadoriennes ou guatemalèques. (...) Le mot « résistance » est celui que la Contra emploie en parlant d'elle-même. Aucun grand quotidien ou périodi-

que nord-américain ne l'a repris à son compte, malgré l'emploi réitéré du vocable par M. Reagan. »

M. Lavandeyra estime, pour sa part, que l'emploi de ce mot « est une insulte à la Résistance française entre 1940 et 1945. (...) L'emploi abusif du mot « résistance » à propos des « contras » nicaraguayens semble s'inscrire dans le cadre de la désinformation plus que de l'information. »

[Le plus souvent appelé « contras », une abréviation provenant de « contre-révolutionnaires » employée par les autorités de Managua, les rebelles antisandinistes ont pris le nom de Résistance Nicaraguayenne lors de leur dernier rassemblement l'année dernière. Il s'agit donc, non pas d'un quelconque jugement de valeur à leur endroit, mais de leur désignation officielle, d'ailleurs employée par les autorités nicaraguayennes elles-mêmes, lors de dernier accord à Sapoq.]

## ARGENTINE

### Nouvelle grève générale contre la politique économique du président Alfonsín

BUENOS-AIRES de notre correspondant

Pour la onzième fois en quatre ans, l'Argentine a été paralysée jeudi 14 avril par une grève générale lancée à l'appel de la CGT (Confédération générale du travail), unique centrale ouvrière d'obédience péroniste. Ce mouvement survient alors que des secteurs de plus en plus nombreux de la société protestent contre la politique économique du gouvernement du président Raul Alfonsín. Les enseignants du secteur public entament ainsi leur cinquième semaine de grève et la rentrée scolaire n'a toujours pas eu lieu pour les enfants des classes primaires et secondaires. Les postes et

télécommunications continuent pour leur part une épreuve de force avec le pouvoir qui dure depuis plus d'un mois.

Dans un communiqué publié jeudi dans la soirée, la CGT estime que la grève générale de jeudi constitue un « plébiscite » du peuple marquant le rejet « de la gestion économique et sociale du gouvernement ». Alors que l'inflation a frôlé le chiffre de 15 % pour le seul mois de mars, tous les secteurs de la société réclament des augmentations de salaires pour rattraper la perte de leur pouvoir d'achat. Face à l'accroissement du mécontentement, le chef de l'Etat se trouve dans une situation de plus en plus difficile.

Soutenant que « la rigueur est la seule politique économique possible », le président Alfonsín affirme qu'il « n'en changera pas ». Il expliquait la semaine dernière qu'il manquait « un milliard cinq cents millions de dollars pour boucler le budget de l'année conformément à l'accord intervenu avec le FMI et, comme il est impossible de réduire les frais généraux, il ne reste qu'à couper dans le budget des différents ministères ». M. Alfonsín a d'autre part réaffirmé son soutien au ministre de l'économie Juan Surrouille, inventeur du « plan austral » (du nom de la monnaie) et présenté comme le responsable de la politique d'austérité.

Dans ce contexte l'opposition péroniste, qui, si l'on en croit les sondages, remporterait aujourd'hui l'élection présidentielle, se contente de proposer comme solution le moratoire de la dette extérieure, n'ayant pas de plan original ; la droite ne pense qu'à une « relance », sans plus de précision ; et l'Eglise, qui n'a pas pardonné au président Alfonsín la loi autorisant le divorce, profite du marasme ambiant pour dénoncer la

corruption du gouvernement, la dégradation des mœurs, et constater « le manque de confiance du peuple dans ses dirigeants politiques et syndicaux », tout en réaffirmant son soutien à l'ordre constitutionnel.

Même si cette grève générale ne donne pas plus de résultats concrets que les précédentes, elle affaiblit un peu plus un chef de l'Etat attaqué de toutes parts et usé par ces quatre années de pouvoir aux affaires de marathons.

CATHERINE DERIVERY.

## EN BREF

● ETATS-UNIS : exécution d'un condamné à mort en Virginie. — Earl Clinton, trente-trois ans, condamné à mort en 1981 pour avoir étranglé sa voisine qu'il voulait dévaliser, est mort sur la chaise électrique jeudi 14 avril, à la prison de Richmond en Virginie. Clinton est le quatre-vingt-dix-huitième condamné à mort exécuté depuis qu'en 1976 la peine de mort a été de nouveau applicable aux Etats-Unis. — (AFP.)

● ETATS-UNIS : le maire de New-York appuie son soutien au candidat démocrate Albert Gore. — M. Edward Koch, maire de New-York, a déclaré, jeudi 14 avril, qu'il soutiendrait la candidature du sénateur de Tennessee, M. Albert Gore, pour l'investiture démocrate. M. Gore reçoit ainsi un appui dont il a bien besoin à quelques jours des primaires de New-York le 19 avril. En effet les sondages le donnent bon troisième et dernier chez les démocrates derrière MM. Dukakis et Jackson. — (AFP.)

● ETATS-UNIS : mort de James Deming, avocat de la culture française en Louisiane. — Passionné de culture française, James Deming est mort le 11 avril à Lafayette en Louisiane. Avocat reconnu et ancien représentant au Parlement de Louisiane et au Congrès à Washington, il affirmait parler « la française manvaise ». « Mais c'est ajoutait-il, parce qu'à l'école, on me donnait des coups sur la tête quand j'essayais de parler français... »

Notre plus grande réussite a été de rendre aux gens la fierté de la langue. » Dépassant ses efforts sans compter pour la promotion du français, il avait créé en 1988 le Conseil pour le développement du français en Louisiane (CODOFIL) et continuait, à quatre-vingt-un ans, à le présider. En grande partie grâce à lui, cinquante mille enfants louisianais étudient, à l'heure actuelle, la langue française dans les écoles de l'Etat. James Deming était commandeur de la Légion d'honneur. — (AFP.)

VIENT DE PARAITRE  
Spécial élections  
**LE DROIT DE VIVRE**  
Directeur Pierre-Bloch  
Avril 1988 — n° 528

Questionnaire de la LICRA  
aux candidats à la présidence de la République sur le racisme, l'antisémitisme, l'immigration, etc.

En vente dans les Drugstores Publics et à la LICRA, 40, rue de Paris — 75010 PARIS

Grand Hôtel Du Jour  
Télé: 600061 Donjon Jumeat

1 - 04022 GUILMANOVA - Marzocco - Italie - En face de la mer - Plage privée - Parking privé - Tous les confortables - Piscine - Grand jardin - Air conditionné - Climatiseur - Cuisine avec menu à la carte - Petit déjeuner à buffet - Salle de réunion - Salle de billard - Animation pour enfants - Service - Eau - Piscine - Tennis - Prix à partir de Lit. 50.000/60.000 par semaine complète. TEL: 04022/2741 - Télé: 04022/2741

# Europe

**ITALIE : attentat anti-américain**

## L'explosion d'une voiture piégée fait cinq morts et seize blessés à Naples

**ROME**  
de notre correspondant

Cinq morts - trois hommes et deux femmes - et seize blessés, dont un grave : tel est le bilan de l'attentat commis, le jeudi 14 avril vers 20 heures, contre un cercle d'officiers et sous-officiers américains de Naples, FUSO (United States Organisation).

Vendredi matin à Rome, l'action criminelle a été revendiquée dans un appel téléphonique à une agence de presse par un correspondant anonyme se réclamant de l'Organisation des brigades du Djihad. La police fait observer que l'événement sanglant est survenu exactement deux ans après le bombardement de Tripoli, par l'aviation américaine. Toutefois, les enquêteurs italiens qui collaborent avec les services secrets américains, estiment que l'attentat pourrait avoir été commis par un terroriste japonais membre de l'Armée rouge.

L'homme, Okudaira Kazuo, âgé de trente-neuf ans, est déjà recherché pour l'attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Rome en juin dernier. Il était depuis quelques jours à Naples.

L'attentat a été provoqué par l'explosion d'une voiture piégée, une Ford Fiesta immatriculée à Milan, garée vers 19 h 30, selon certains témoignages, devant le cercle USO, qui se trouve à proximité immédiate

de la place de la mairie, au cœur de la capitale napolitaine.

La police a diffusé un portrait-robot d'un homme ayant été vu par un soldat américain en train d'ouvrir et de fermer le coffre du véhicule une demi-heure avant l'explosion. L'une des victimes est une citoyenne américaine originaire de Porto-Rico, employée au quartier général de l'OTAN pour la Méditerranée occidentale, installé un peu au nord de Naples. Le procureur adjoint de Salerne a également été tué. Parmi les blessés figurent des Italiens, tous originaires de Naples, deux militaires américains, deux femmes sénégalaises et une espagnole.

Une centaine de personnes environ se trouvaient dans le local à l'heure de l'explosion pour une réception donnée en l'honneur de l'arrivée d'un nouveau navire américain à Naples. La déflagration a été extrêmement violente, provoquant, en outre, l'incendie de plusieurs voitures et des dégâts importants.

Le précédent attentat « étranger » en Italie avait été commis le 27 décembre 1985 à l'aéroport de Rome-Fiumicino. Quatre personnes d'origine palestinienne avaient, au nom du groupe Abu Nidal, mitraillé une file de passagers se préparant à l'embarquement pour des vols des compagnies El Al et TWA. Il y avait eu seize morts, dont trois des quatre terroristes, et soixante-quinze blessés.

## DANEMARK Une querelle sur les problèmes de sécurité pourrait provoquer la chute du gouvernement

**COPENHAGUE**  
de notre correspondant

Le Danemark est entré brusquement dans une crise politique qui pourrait aboutir à des élections législatives anticipées au cours du printemps. Un conflit ouvert sur les problèmes de défense et de sécurité a éclaté le jeudi 14 avril entre le gouvernement minoritaire de centre-droit, de M. Paul Schlüter et l'opposition de gauche. Les socialistes, démocrates, soutenus par d'autres formations, ont fait adopter au Parlement une résolution obligeant à l'avenir tous les navires des flottes militaires étrangères désirant mouiller dans un port danois à « informer les autorités de Copenhague sur la nature des armes qu'ils font à bord ». Ce texte, très bien accueilli dans les bâtiments porteurs d'engins nucléaires.

Pour des raisons de sécurité, les états-majors alliés occidentaux se refusent à donner la moindre indication en ce domaine. C'est un principe qui ne connaît pas d'exception. Cette discussion n'est pas nouvelle mais la doctrine des dirigeants du Danemark, membre de l'OTAN, a toujours été que « les pays appartenant à l'Alliance atlantique, connaissant la position danoise qui n'accepte pas le stationnement d'armes nucléaires sur son sol en temps de paix, ne pouvaient qu'en tenir compte loyalement ». D'après M. Paul Schlüter, le premier ministre, M. Roul Schlüter, ne s'attendait pas à un tel coup de théâtre. A la suite de la conversation qu'il avait eue la veille avec le leader du parti social-démocrate, M. Svend Auken, il croyait, sincèrement semble-t-il, que les sociaux-démocrates n'iraient pas aussi loin - du moins dans l'immédiat.

Après le vote, M. Schlüter a réuni ses ministres et les chefs des quatre partis qui composent son cabinet pour examiner la situation. Il a ensuite annoncé à l'Assemblée qu'il allait prendre contact avec les pays de l'OTAN pour savoir comment ceux-ci jugeaient la situation. Il fera part de ses décisions - son éventuelle démission et des élections anticipées - le 25 ou 26 avril. Le chef du gouvernement n'a pas caché en l'occurrence que cette résolution sur les navires alliés visitant les ports danois mettait en question, à ses yeux, la position et l'avenir du Danemark au sein de l'OTAN.

La discussion actuelle inquiète déjà, semble-t-il, les Américains. Il y a quelques jours, l'ambassadeur des Etats-Unis au Danemark n'avait pas hésité à mettre en garde M. Schlüter contre les risques auxquels il exposait son pays s'il se lançait dans des initiatives aussi inconsidérées. Jeudi, la Bourse de Copenhague a subi les conséquences de ce chaos politique. Les cours des obligations se sont effondrés en l'espace de quelques heures.

CAMILLE OLSEN.

**RFA : la préparation du congrès de Wiesbaden**

## Priorité à l'Europe ou à la réunification ? le débat continue au sein de la CDU

**BONN**  
de notre correspondant

La préparation du congrès du Parti chrétien-démocrate ouest-allemand (CDU), qui doit se dérouler au mois de juin prochain à Wiesbaden, continue de donner lieu à une très vive controverse interne sur la manière dont le parti doit envisager, dans l'avenir, la question nationale. Le projet de rapport initial du secrétaire général du parti, M. Heiner Geissler, dans lequel il était affirmé que la réunification de l'Allemagne ne pourrait s'effectuer qu'avec la participation des partenaires de l'Ouest comme de l'Est, avait suscité une levée de boucliers dans l'aile la plus nationaliste du parti. Les porteurs de cette tendance, dit des « caques d'acier », soupçonnaient M. Geissler de vouloir concéder aux partenaires européens de la République fédérale un « droit de veto » sur une éventuelle réunification du pays.

Le texte, qui sera dans les prochains semaines, proposé à la discussion des militants de la CDU, a dû être modifié pour tenir compte de la sensibilité des intégristes de la question allemande de la CDU. C'est ainsi qu'en disparaît l'affirmation selon laquelle « la formation des Etats-Unis d'Europe est l'objectif le plus important du parti ». Au lieu de cela, on désigne « la réunification de l'Allemagne dans la liberté » comme le but le plus pressant à atteindre. Dans le texte remanié, il n'est plus question de demander aux voisins de l'Allemagne leur « assentiment » à la réalisation de l'unité du pays ; on leur demande simplement leur « compréhension et leur soutien ». Enfin, sur la question des frontières, le texte a également été « durci » puisqu'il exige « la suppression des frontières arbitraires en Allemagne, et pas seulement une politique visant à les rendre plus perméables ».

Dans ce contexte, on attendait avec intérêt une prise de position du chancelier Helmut Kohl. Ce dernier s'est exprimé sur le sujet à l'occasion

d'une conférence nationale de la CDU consacrée aux questions de politique étrangère et de sécurité, résumée à Bonn jeudi 14 avril, où l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Richard Burt, et celui d'Union soviétique, M. Youli Kvitzinski, avaient été invités à prendre la parole.

### Une approche réaliste

Sur la question allemande, le chancelier a apporté un appui sans équivoque aux questions de politique étrangère et de sécurité par M. Geissler. « Tous les démocrates dans notre pays, a-t-il déclaré, doivent être d'accord pour admettre que la solution de la question allemande ne peut être atteinte par les moyens d'une politique de force, comme ce fut le cas au dix-neuvième siècle (...). Nous ne devons pas nous laisser entraîner dans le faux débat consistant à se demander dans quelle mesure nos objectifs concernant la politique allemande sont compatibles avec l'intégration européenne ». Ce plaidoyer pour une approche réaliste, ne fait, en fin de compte que confirmer, au niveau des principes, l'orientation adoptée par le gouvernement de coalition chrétien-démocrate libéral depuis son arrivée au pouvoir en 1982.

La poursuite et l'approfondissement de l'ouverture à l'Est - inaugurée par les gouvernements précédents des chanceliers Brandt et Schmidt mais violemment combattue en son temps par le parti chrétien-démocrate - exigent que soit effectué un aggiornamento des principes du parti. Celui-ci ne va pas sans quelques grincements de dents.

L'influence des « caques d'acier » semble en net recul et leurs principaux porte-parole sont soit très discrets comme le chef du groupe parlementaire CDU/CSU, M. Alfred Dreger, soit marginalisés, comme M. Jürgen Todenhöfer. Il n'en demeure pas moins que le renvoi au calendrier de l'unité du pays, l'abandon d'une politique « offensive » vis-à-vis de l'Est, crée un certain malaise à la base du parti.

Les honneurs réservés à M. Erich Honecker lors de sa visite à Bonn au mois de septembre dernier n'ont pas été encore totalement digérés par une fraction non négligeable des militants CDU. Les thèmes de la « réunification dans la liberté », du « droit à l'autodétermination du peuple allemand », martelés pendant plusieurs décennies, restent, pour certains militants et responsables chrétiens-démocrates, l'Alpha et l'Oméga de leur conscience politique. Comme le faisait remarquer un des conseillers du chancelier : « La CDU a fait l'économie d'un débat de fond sur la question allemande du temps où elle se trouvait dans l'opposition. Il faut aujourd'hui mettre la théorie et la pratique en accord tout en évitant des responsabilités... c'est beaucoup plus difficile... ». Le chancelier Kohl veut, d'évidence, « réussir » sa politique à l'Est. Deux voyages périlleux sont programmés : l'un à Moscou en l'automne prochain, et l'autre à Berlin-Est, sur l'invitation de M. Erich Honecker. Il tient par dessus tout à éviter que ses interlocuteurs orientaux ne tirent, comme ce fut le cas dans le passé, prétexte des propos « revanchistes » des ultras de la CDU pour couper les ponts.

LUC ROSENZWEIG.

**POLOGNE : l'anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie**

## Deux mille jeunes juifs participent à une « marche pour les vivants » à Auschwitz

Près de deux mille jeunes juifs, venus des quatre coins du monde, ont pris part jeudi 14 avril à une « marche pour les vivants » de 3 kilomètres entre les anciens camps de concentration de Birkenau et d'Auschwitz, en Pologne. Parmi eux se trouvaient notamment 700 Israéliens, 300 Américains, une centaine de Canadiens et de Français et une cinquantaine d'Allemands de l'Ouest.

Organisée à l'occasion du quarante-cinquième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie, cette marche était conduite par M. Yitzhak Navon, ancien président d'Israël et vice-premier ministre du gouvernement actuel, accompagné du ministre israélien de la Justice et de six membres de la Knesset. Elle coïncidait avec la commémoration en Israël du jour de l'Holocauste, marquée par deux minutes de

silence à la mémoire des six millions de victimes juives du nazisme.

« Tous juif, où qu'il soit, doit se souvenir de l'Holocauste et chaque juif a deux tâches dans sa vie : une de passage à Auschwitz et une permanente en Israël », a dit M. Navon au cours de son allocution.

A Varsovie, le gouvernement polonais, qui se tient à l'écart des commémorations, a, pour la deuxième fois en trois jours, critiqué la politique israélienne face au soulèvement palestinien dans les territoires occupés.

Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, avait déclaré mardi que le comportement d'Israël en Cisjordanie et à Gaza constituait une insulte à la mémoire des combattants du ghetto de Varsovie. (AFP, Reuters.)

# Afrique

**AFRIQUE DU SUD**

## Le procès des « six de Sharpeville » pourrait être rouvert

Une bombe de forte puissance, placée dans un bac à fleurs, a explosé, jeudi soir 14 avril, sur les marches de l'hôtel de ville de Johannesburg, endommageant des bâtiments, mais sans faire de victime. Le dernier attentat à la bombe perpétré dans la région de Johannesburg remonte au 17 mars, date à laquelle une voiture piégée avait sauté dans la ville-satellite de Krugersdorp, faisant trois morts, dont un policier. La police avait imputé l'attentat au Congrès national africain (ANC, interdit).

**JOHANNESBURG**  
de notre correspondant

L'avocat des « six de Sharpeville », M. Prakash Dair, devait soumettre, vendredi 15 avril, sa demande de réouverture du dossier. Les six condamnés à mort pour le meurtre d'un conseiller municipal noir, le 3 septembre 1964, avaient obtenu, le 17 mars, un mois de sursis à l'exécution. La date butoir avait été fixée au 18 avril. Une fois la demande déposée, l'accusation dispose de trois semaines pour présenter ses arguments. La date de l'examen contradictoire de la requête n'a pas encore été fixée. Les débats n'auront sans doute pas lieu avant la deuxième quinzaine de mai.

En attendant, les « six de Sharpeville » resteront dans le quartier des condamnés à mort de la prison centrale de Pretoria. Si le réexamen de l'affaire est obtenu, ils quitteront sans doute l'antichambre de la mort et pourront, selon leur avocat, assister à un nouveau procès.

Concrètement, donc, ceux que les Noirs appellent « les six patriotes » bénéficient d'un nouveau délai, même si la peine capitale est toujours suspendue. Leur sort dépend de la décision de la Cour suprême de Pretoria concernant un témoin à charge, dont les accusations se sont révélées entachées d'irrégularités. Celui-ci, Joseph Manete, s'était rétracté après avoir été « incité » par la police à mettre en cause deux

des prévenus dont les noms lui avaient été « soufflés ».

Reste désormais à savoir si, aux yeux de la cour, cette rétractation constitue un élément nouveau motivant la réouverture du dossier et si elle est susceptible de faire échapper à la potence ces cinq hommes et cette femme condamnés pour complicité de meurtre alors que les auteurs directs du crime n'ont jamais pu être identifiés. En fait, cette accusation forcée et fabriquée ne concerne que deux des six. Mais la défense va s'attacher à démontrer que la révélation de ce témoignage truqué jette le doute sur la validité d'un autre témoignage qui, lui, a été décisif pour étayer la culpabilité des condamnés.

Si l'est possible juridiquement de faire échapper à la corde deux d'entre eux, il n'est pas sûr que les avocats obtiennent gain de cause pour tous, bien que leur sort puisse apparaître lié. On voit mal, cependant, comment la justice pourrait à nouveau conduire devant le bourreau ceux devant qui la mort a reculé une première fois, quinze heures avant l'échéance fatale. Il faudra, de toute façon, attendre de nombreux mois avant que les « six de Sharpeville » soient définitivement fixés sur leur sort.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Manifestation à Paris. - « Pour sauver les six de Sharpeville », environ un millier de personnes, rassemblées à l'appel de la Jeunesse communiste, ont manifesté jeudi 14 avril à Paris, de la place Saint-Germain-des-Près au Panthéon. Lundi, deux autres manifestations sont prévues pour faire une ultime pression sur le gouvernement sud-africain de Pretoria. Le Parti communiste français appelle à un défilé de la Bastille à la République à 18 h 30, et le Parti socialiste à un rassemblement, une demi-heure plus tôt, devant l'ambassade d'Afrique du Sud. Enfin, vendredi, l'ambassadeur d'Afrique du Sud, devait recevoir, à sa demande, le « groupe d'études sur l'apartheid », qui comprend des parlementaires du PCF, du PS, du RPR et de l'UDF.

**NIGERIA**

## Six morts lors d'émeutes contre la hausse des prix

Les émeutes sanglantes de Jos, dans le centre du Nigeria, qui font suite à l'augmentation gouvernementale du prix des carburants, ont fait six morts, tués par balles, et de nombreux blessés. Le couvre-feu a été décrété de 19 heures à 7 heures du matin, à Jos, capitale de l'Etat du Plateau, et l'université locale a été fermée, tout comme plusieurs autres établissements d'enseignement supérieur dans d'autres villes du pays.

C'est par des mouvements d'étudiants, lundi et mardi, contre les nouveaux tarifs affichés dimanche dernier 10 avril dans les stations-

service que les incidents avaient commencé à Jos. Ils se sont transformés en émeute mercredi matin, quand la police a voulu disperser les manifestations, où vendeurs du marché et chauffeurs de poids lourds avaient rejoint les étudiants, selon les journalistes présents. Outre le couvre-feu décrété « jusqu'au rétablissement de la paix », par le gouverneur de l'Etat du Plateau, l'université de la ville a été fermée.

Selon les autorités, le calme est revenu, jeudi, à Jos. (AFP.)

# LIQUIDE

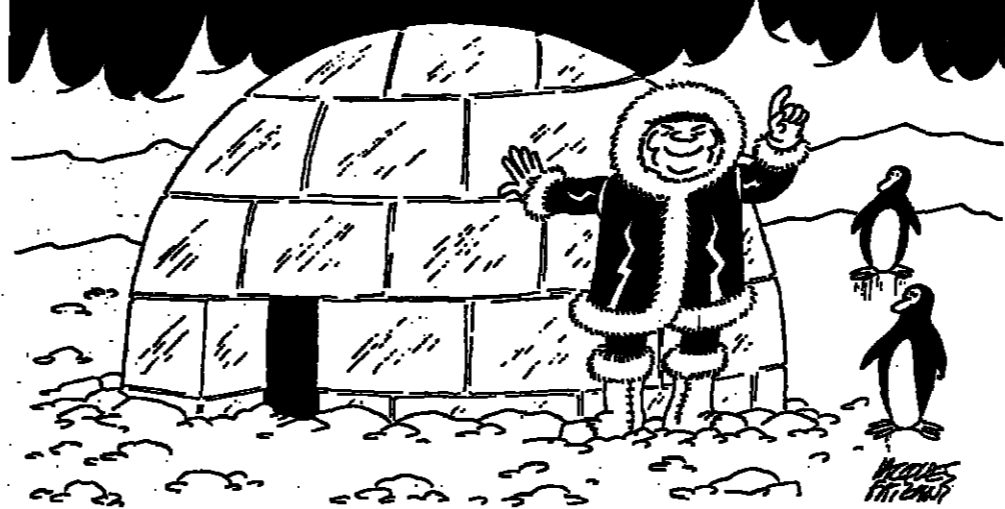
Les transactions les plus importantes après les titres d'Etat

mais...

# SOLIDE

Les plus sûres garanties Emprunteurs de premier ordre Garantie Pierre Garantie de l'Etat

Les obligations hypothécaires simples, liquides et garanties.



**CAISSE DE REFINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE**

41, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris  
Tél. : 42.89.49.10 - Téléx : Eurofin 648618

سكزا من الاجل

صحة من الاجل



# Politique

## Le débat sur l'immigration et l'électorat du Front national

- M. Mitterrand dénonce les « frères jumeaux » RPR et FN
- M. Barre met en garde M. Chirac

L'élection de M. Pierre Chantelat (UDF-PR) à la présidence du conseil régional de Franche-Comté grâce aux voix du Front national ne serait qu'un épiphénomène, une péripétie locale en somme. La Franche-Comté (où la droite parlementaire est à égalité de voix avec la gauche) n'est pas la France... pas plus que l'Aquitaine, la Haute-Normandie, le Languedoc-Roussillon, la Picardie (où droite et extrême droite doivent faire cause commune pour contrer une gauche qui détient la majorité relative), pas plus que la région Champagne-Ardenne, la Corse, l'île-de-France, le Midi-Pyrénées, la Provence-Alpes-Côte d'Azur (où la droite, qui ne détient qu'une majorité relative, doit se concilier au minimum l'abstention bienveillante de l'extrême droite).

Pour la gauche, cette affaire de Franche-Comté est pain béni. Les accords régionaux « préfigurent les grandes manœuvres » entre M. Jacques Chirac et M. Jean-Marie Le Pen en vue du deuxième tour, observe M. Pierre Mauroy. Mieux, pour M. Thierry de

Beaucq, membre de l'état-major de campagne du candidat-président, M. Jacques Chirac : « ne se contentent pas de tractations souveraines, il se fait pas à pas le porteur de thèmes du Front national ». C'est ce que M. Jack Lang appelle la « danse du ventre à Le Pen » du premier ministre-candidat.

« La véritable campagne » commence donc avec l'affrontement Mitterrand-Chirac sur l'immigration, s'est réjoui à Lyon M. Le Pen. M. Mitterrand, qui avait prévu ce moment, peut désormais contempler les ravages que sa prise de position personnelle sur le vote des immigrés aux élections municipales provoque dans le camp adverse. Devant les étudiants de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le chef de l'Etat a déclaré, le jeudi 14 avril, que les attaques lancées mercredi à Lyon par le premier ministre montrent que ce thème est « un des moyens » qu'il a « offerts, pas innocemment, au RPR et au Front national, de se retrouver frères jumeaux ». Il a ajouté : « Ils en sont tout

contents. Ça leur fait des voix. Moi j'ai accumulé des risques, je cherche à défendre une certaine conception de la démocratie et de la République en face de partis qui ne respectent pas les lois fondamentales ».

Le président de la République sortant « sent très bien » que la participation aux municipales des immigrés lui « fera perdre des voix ». « Mais un candidat à la présidence de la République doit se placer au regard de l'histoire, d'un devenir d'une société et pas seulement carresser dans le sens du poil », a assuré M. Mitterrand. Et de déplorer « personnellement que l'état des mœurs ne permette pas cette évolution qui ne figure pas dans son projet », n'a-t-il pas manqué de préciser dans une interview accordée au *Provençal* et à *Var Matin*.

Que cette question du vote des immigrés soit actuellement au centre du débat électoral est « fâcheux », a reconnu M. Chirac, jeudi, sur Europe 1. Le premier ministre agit un éponatant : « Si vous donnez le droit de vote aux immigrés, vous leur don-

nez aussi le droit d'être éligibles, parce que l'on ne peut pas faire des Français à deux vitesses. (...) Vous imaginez, par exemple, M. Khomeiny qui serait devenu conseiller municipal de Neauphle-le-Château ? »

Selon lui, les déclarations de M. Mitterrand sont « une sorte de clin d'œil à une fraction d'extrême gauche... tandis que lui-même multiplie les œillades à l'adresse de l'extrême droite. Dans un entretien publié par *Sud-Ouest*, vendredi, il affirme : « Il appartient aux électeurs de juger qui est mieux à même de conduire les affaires du pays, et en particulier à ceux du Front national de juger les actions des uns et des autres dans les domaines qui ont compté : le chômage, la sécurité, l'immigration clandestine ».

Le président du Front national accuse le président du RPR de ne « manger ni de soufflé ni de culot » en cherchant ainsi à « récupérer son électorat ». Et, à son tour, il a lancé un « appel » aux électeurs de M. Chirac.

Reste que c'est un UDF, dans cette Franche-Comté qui n'est pas la France, qui a bénéficié de cet « accord politique FN-RPR-UDF » permettant d'« écarter le risque socio-communiste », selon la formule de M. Jean-Yves Le Gallou, président du bureau de liaison des élus du Front national. Les jeunes démocrates sociaux se sont déclarés « indignés » par un accord qui assure aussi mal de ce qui pourrait se passer si Raymond Barre n'était pas en tête de la majorité au soir du 24 avril.

Simone Veil assure de son côté qu'il n'y aura pas de négociations entre le 24 avril et le 8 mai entre l'actuelle majorité et le Front national. Il n'empêche que M. Barre lui-même a cru nécessaire de lancer une mise en garde contre toute éventualité de « tractations ou d'arrangements au niveau national » qui occasionneraient « des concessions peut-être moins acceptables » que l'élection d'un président de conseil régional.

### L'élection du président du conseil régional de Franche-Comté

#### M. Pierre Chantelat (UDF-PR) nie qu'il y ait eu un « pacte » avec le FN

BESANCON de notre correspondant

Ce serait donc par le plus grand des hasards que les trois représentants du Front national ont joint, le jeudi 14 avril, leurs voix à celles de l'UDF et du RPR pour élire à la tête du conseil régional de Franche-Comté M. Pierre Chantelat (UDF-PR), député de Haute-Saône et maire de Vesoul, (« suppléant du ministre RPR *Bergelin* », comme ne s'est pas privé de le rappeler M. Chevènement).

Le même hasard a fait qu'aucune candidature ne s'est présentée à droite contre celle de M. René Mars (Front national) pour la cinquième vice-présidence déléguée, équivalant à un portefeuille de « ministre régional ». « Il n'y a, à en croire M. Chantelat, pas eu de pacte », entre la droite traditionnelle et les amis de M. Le Pen ; tout au plus des « discussions », à quand même admis le successeur d'Edgar Faure qui, après tout, ne s'est peut-être pas mêlé directement de la « cuisine ».

#### Règlements de comptes personnels

Néanmoins, et quel que soit le poids des états-majors parisiens dans ces « discussions », il faut bien admettre qu'elles ont eu pour résultat de montrer que les rapprochements entre la droite et l'extrême droite ne sont pas exclus.

Les quelques élus gaullistes du conseil régional de Franche-Comté qui, il n'y a pas si longtemps, condamnaient publiquement le président du FN pour sa sortie sur le « détail » n'ont pas cru devoir présenter un autre candidat en face de M. René Mars, ni même s'abstenir lors de son élection à la vice-présidence. Et M. Chantelat, qui se veut l'héritier naturel d'Edgar Faure, aura vite oublié le vote négatif du Front national sur les crédits demandés par le comité du bicentenaire de la Révolution dont l'académicien assurait la présidence...

Certes, il a bien été dit que certains élus régionaux du Parti répu-

blicain ou du CDS étaient furieux de constater au moment du dépouillement que les suffrages de l'extrême droite s'étaient mêlés aux leurs. Mais leurs remords paraissent bien tardifs car ils n'ont - pas d'avantage que les gaullistes - fait défection lors de la désignation des premiers membres du bureau, pour les aider à retrouver leurs sièges de vice-présidents. Il n'a pas manqué, à M. Louis Souvet, Michel Bidoux, Yves-Marie Lehmann (tous trois RPR) et André Cuirot (UDF) une seule des vingt-trois voix qui s'étaient portées sur M. Chantelat.

Seul M. Jean Perraudin (UDF-PR) n'a pas fait le plein, un des vingt-trois ayant oublié de voter pour lui. Pour autant qu'il soit volontaire, cet « oubli » semble montrer qu'à défaut de considérations idéologiques, des petits règlements de comptes personnels pourraient rompre l'union réalisée à Besançon.

Déjà, M. Jean-François Humbert (UDF-PR), président du groupe UDF de l'assemblée régionale, s'est démis, jeudi après-midi, de ses fonctions de président en vue de fonder un groupe « libéral » au sein de l'assemblée. Invitant d'autres élus de la majorité à venir le rejoindre, M. Humbert, également secrétaire national du Parti républicain, a déclaré qu'« au sein d'une formation libérale (le PR), il faut accepter qu'il y ait plusieurs opinions qui s'expriment ». « Il faudra compter, a poursuivi M. Humbert, dans l'avenir avec certains élus de la majorité qui ne souhaitent pas que les choses se passent comme elles se passent depuis toujours ».

La suite de l'élection des autres membres du bureau régional relève de l'anecdote. Quant à la séance peu après l'élection de M. Mars (l'unique représentant de la gauche resté dans la salle étant M. Jacques Maroselli (MRG), socialistes et communistes se sont réjouis à être reconduits dans leurs fonctions de simples membres de l'exécutif régional.

CLAUDE FABERT.

### Etrangers sans isoler

REVOILA donc les immigrés ! Ils sont, comme prévu, au rendez-vous de l'élection présidentielle, mais pas exactement où on les attendait. Depuis deux ans, le débat politique sur l'immigration était focalisé sur le code de la nationalité. Or c'est autour du droit de vote que s'affrontent aujourd'hui les candidats.

Une précision de vocabulaire n'est peut-être pas inutile dans ce débat confus où certains finissent par affirmer qu'il n'importe quoi : contrairement à ce que disent toutes les affiches, il ne s'agit pas d'accorder un « droit de vote aux immigrés ». La question posée est celle du droit de vote aux « étrangers » : en effet, beaucoup d'immigrés, ou leurs enfants, ont déjà la nationalité française et, pour eux, la question ne se pose plus. Le débat ne porte que sur les quelques trois millions de personnes majeures, titulaires d'une nationalité étrangère seulement.

Aujourd'hui, en France, les étrangers jouissent des droits syndicaux et du droit d'association. Ils sont électeurs mais non éligibles aux élections prud'homales. Pierre Juquin propose de franchir un pas considérable en leur accordant un droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections politiques, sous condition d'une résidence de trois à cinq ans en France.

Personne ne le suit aussi loin. Le Parti communiste ne réclame qu'un droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections municipales. Plus prudent, le Parti socialiste est favorable à « la participation des étrangers aux élections locales », en souhaitant que « des expériences » soient entreprises dans les municipalités pour « préparer » la mise en œuvre de cette réforme. Quant à François Mitterrand, il n'évoque même pas de telles expériences (déjà conduites à Amiens et Mont-en-Barrois) dans sa *Lettre à tous les Français* : le président-candidat se contente de dire qu'il est personnel-

● M. Krouach pour M. Chirac. — M. Ali Krouach, Français d'origine tunisienne, qui avait souhaité se présenter à l'élection présidentielle en février, et avait retiré sa candidature le 5 avril, a indiqué, le jeudi 14 avril, qu'il a décidé « de se prononcer dès le premier tour en faveur de Jacques Chirac ». Il estime que M. Chirac « est capable de garantir le développement économique et de conduire une politique d'intégration sociale harmonieuse ».

lement favorable au droit de vote municipal mais que l'opinion française n'y est pas prête.

Jacques Chirac fait semblant d'ignorer cette distinction, attaquant son adversaire bille en tête. Des affiches sauvages ont fait leur apparition sur les murs des villes, affirmant : « Mitterrand, c'est le droit de vote aux immigrés ». Bref, le débat se focalise sur une non-proposition du candidat socialiste qui, lui-même - pressé par certains à gauche d'être plus ambitieux - entretient l'ambiguïté.

Le droit de vote des étrangers « à toutes les élections » est une absurdité : en l'état actuel des législations et des mentalités, cette proposition n'a aucune chance d'être prise en compte. On peut débattre, en revanche, d'une forme de citoyenneté locale, indépendamment de la nationalité, dans laquelle se sont déjà engagés plusieurs pays européens : la Suède (depuis 1976), la Norvège (1978), le Danemark (1981) et les Pays-Bas (1985).

#### Un seul objectif : intégration

Les partisans de cette réforme - que M. Chirac lui-même jadis soutenait en 1980 - ont un argument de poids : toutes les personnes qui vivent dans une commune et qui y paient des impôts devraient avoir leur mot à dire sur le fonctionnement de celle-ci. En leur donnant un droit de vote, on les rend plus responsables ; en leur accordant un poids politique, on les rend moins vulnérables à une discrimination raciale. Et la paix dans les FLM serait mieux garantie.

Mais une telle réforme est moins simple à réaliser qu'elle n'en a l'air. Selon l'article 3 de la Constitution, « la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants ». En étant associés aux choix d'élus locaux, les étrangers participeraient indirectement à l'élection des sénateurs et même... à la désignation du chef de l'Etat puisque le président du Sénat risque à tout moment de devenir président par intérim. Mais on peut faire confiance aux juristes pour trouver une solution.

Autre question, encore plus délicate : logiquement, un électeur doit

être éligible. Imagine-t-on aujourd'hui que le maire de Marseille ou de Roubaix n'ait pas la nationalité française ? Pour surmonter cette difficulté, il faudrait inventer un système permettant aux étrangers d'accéder éventuellement aux postes de conseillers municipaux sans devenir pour autant les premiers magistrats de leur commune. Après tout, les électeurs français de dix-huit ans ne sont pas éligibles à toutes les fonctions politiques.

Un troisième argument mériterait d'être pris en compte, notamment par ceux qui souhaitent - à juste titre - intégrer les nombreux étrangers appelés à vivre définitivement en France. La participation à un scrutin local en est sans doute un moyen (dont on voit les effets positifs à Amiens et à Mont-en-Barrois, où des

députés étrangers élus siègent au conseil municipal, mais à titre purement consultatif).

Il ne faut cependant pas se faire d'illusions : aujourd'hui comme hier, le premier moyen d'intégration est l'acquisition de la nationalité française. Deux solutions peuvent être envisagées après cinq ans de résidence en France : autoriser un vote local ou favoriser l'acquisition de la nationalité française. Elles ne sont pas forcément contradictoires. D'ailleurs, personne n'est obligé de devenir français ni d'ailleurs de s'intégrer. Mais un pouvoir politique responsable ne peut avoir, pour sa part, qu'un seul objectif : l'intégration.

ROBERT SOLÉ.

#### M. Mitterrand : « Je suis pour, mais... »

Dans sa *Lettre à tous les Français*, M. François Mitterrand écrit, à propos du droit de vote des immigrés aux élections locales : « Quant à l'immigré en situation régulière, pourvu d'une carte de séjour et d'un contrat de travail, il est normal qu'il soit traité, sous tous les aspects de sa vie professionnelle et personnelle, salariale, conditions de travail, protection sociale, école pour les enfants, etc., comme le sont les travailleurs français. La Grande-Bretagne, les Etats-Unis, les pays scandinaves, sont même allés jusqu'à reconnaître à leurs immigrés un droit de regard - par le vote - sur des décisions politiques locales ou nationales. Même si je sais que vous êtes, dans votre grande majorité, hostiles à une mesure de ce genre, je déplore personnellement que l'état de nos mœurs ne nous la permette pas ».

« Quoi qu'il en soit, je vous conjure d'élargir de vous l'argument raciste. Les immigrés représentent 7% de notre population. Pas plus qu'en 1930. Je n'ignore pas l'extrême sensibilité à ce problème de ceux de nos compatriotes qui habitent dans des quartiers et les villes à forte immigration. Mais ce type de conflit se règlera si la sagesse est là plutôt que la violence ».

#### M. Chirac : on pourrait le concevoir, mais...

M. Jacques Chirac avait pris position, le 14 octobre 1979, devant l'Association des maires des capitales francophones, en faveur de la participation aux élections municipales des travailleurs immigrés résidant depuis au moins cinq années dans la commune d'accueil.

Interrogé par *le Monde* sur ces déclarations, le maire de Paris avait ensuite déclaré (*le Monde* du 25 janvier 1980) : « Il s'agit d'une erreur de compréhension d'un journaliste étranger. Cela dit, on pourrait imaginer que, l'administration municipale constate à gérer les conditions matérielles de la vie des habitants d'une cité, un travailleur immigré est concerné par les structures sociales et économiques de cette cité, au même titre qu'un Français. Par conséquent, on pourrait parfaitement concevoir que le droit de vote, pour l'élection des municipalités, soit donné, tout naturellement, aux résidents et non pas seulement aux nationaux ».

« Mais, hélas, les élections municipales sont aujourd'hui à l'origine de décisions politiques qui participent en tant que telles à l'expression de la volonté politique nationale. Dans ces conditions, il n'est pas possible de donner le droit de vote à ceux qu'on ne peut pas la nationalité française ».

En privé, M. Chirac nous avait à titre personnel, il s'agit néanmoins en faveur du vote des immigrés aux élections locales, mais qu'il se refusait à le proposer par crainte du « barouf » qu'une telle initiative ne susciterait pas de provoquer.

J.-M. C.

**L'information économique**  
CAHIERS FRANÇAIS

**SALON DU LIVRE DE PARIS**  
Stand 1L3 - 3M4

**L'INFORMATION ECONOMIQUE**  
découvrez les outils de base de l'économiste  
Pourcentages, indices, taux de variation...  
Recueils de données. Analyses et prévisions économiques.  
Collection LES CAHIERS FRANÇAIS 45 F

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7<sup>e</sup> TÉL.: (01) 40.15.70.00

**SCIENCE ET DROIT**  
De Pélagie au droit

**SALON DU LIVRE DE PARIS**  
Stand 1L3 - 3M4

**SCIENCE DE LA VIE DE L'ETHIQUE AU DROIT**  
Etude du Conseil d'Etat  
« Un apport fondamental et décisif dans le débat sur ces sujets essentiels »  
LE MONDE

Collection : NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES n° 4855 - 50 F

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7<sup>e</sup> TÉL.: (01) 40.15.70.00

**Pour les grands la vie est belle ils s'habillent chez CAPEL**

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes fins  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 7<sup>e</sup>  
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>  
• Centre Com. Seine-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>  
• 13, rue de la République, 69001 Lyon  
• 27, rue de Dôme, 67000 Strasbourg

**SCIENCE ET DROIT**  
De Pélagie au droit

**SALON DU LIVRE DE PARIS**  
Stand 1L3 - 3M4

**SCIENCE DE LA VIE DE L'ETHIQUE AU DROIT**  
Etude du Conseil d'Etat  
« Un apport fondamental et décisif dans le débat sur ces sujets essentiels »  
LE MONDE

Collection : NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES n° 4855 - 50 F

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7<sup>e</sup> TÉL.: (01) 40.15.70.00

**Mais oui ! CAPEL habille aussi les petits**

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes fins  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 7<sup>e</sup>  
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>  
• Centre Com. Seine-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>  
• 13, rue de la République, 69001 Lyon  
• 27, rue de Dôme, 67000 Strasbourg

# Politique

## au centre de la campagne pour l'élection présidentielle

### Le candidat de l'extrême droite s'en prend vivement au premier ministre

Plus de sept mille personnes se sont rassemblées, le jeudi 14 avril, dans le Palais des sports de Lyon pour écouter M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national, qui succédait à M. Jacques Chirac dans la capitale des Gaules, a fait salle comble. Beaucoup de jeunes dans une assistance qui n'a pas ménagé ses applaudissements dès que l'orateur abordait les questions de sécurité, d'immigration et de « préférence nationale ».

M. Le Pen a passé une bonne partie de la soirée à attaquer le premier ministre dont il a fait le nom à maintes reprises. « C'est un haineux et un menteur », a-t-il clamé en dénigrant la politique de « la droite courbe à la tête du pays depuis 1986. [...] Ce gouvernement manque de moralité et de volonté ».

Quant à l'attitude du premier ministre dans Le Pen « scandaleuse et honteuse », « C'est maintenant la Syrie, dont nous avons assuré jadis le protectorat, qui se pose en protectrice de la France ».

M. Le Pen a également expliqué, que loin d'être un facteur de tension dans le pays, le Front national « était le garant de la paix civile puisqu'il propose une solution ferme et humanitaire au problème de l'immigration. Qu'arriverait-il si cet espoir disparaissait ? C'est alors que l'on pourrait craindre des risques d'affrontement », a-t-il déclaré tandis que les voûtes de béton du Palais des sports résonnaient des cris « Le Pen, Le Pen », croscando. « Vous êtes la grande vague du peuple de France, leur a dit M. Le Pen. Le Front national est implanté dans le pays et, je vous le promets, il n'a pas fini de le faire ».

Dans l'après-midi, M. Le Pen avait tenu une conférence de presse. Interrogé sur l'accord intervenu en Franche-Comté entre sa formation et la majorité pour la succession du président Edgar Faure, M. Le Pen a estimé qu'il ne fallait pas donner à cette entente locale une valeur symbolique pour le report des voix du second tour de l'élection présidentielle.

### « Le comportement de Jacques Chirac ne peut que renforcer la méfiance de nos électeurs » nous déclare M. Le Pen

« Le report des voix des électeurs du Front national est la clé de l'élection présidentielle : c'est Alain Juppé qui fait ce constat. De votre côté, vous vous refusez pour l'instant à vous prononcer sur votre attitude pour le second tour. Mais avez-vous vraiment le choix ?

« La victoire de François Mitterrand, si victorieuse il y avait, ce serait d'abord le fait de François Mitterrand et de ses électeurs et, d'autre part, le fruit de l'attitude des candidats de la majorité et de leur électeur. Si est vrai qu'une partie des électeurs du Front national ne sont pas ceux qui viennent de la gauche — ne se reportent probablement pas sur l'un des candidats de la majorité, cela est vrai aussi d'une partie de l'électorat de M. Chirac et de M. Barre, l'un vis-à-vis de l'autre.

« Il y a aussi, au sein de votre parti, deux tendances : l'une autour de M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général, qui penche pour un « vote révolutionnaire », en faveur de M. Mitterrand ; une autre autour de M. Bruno Mégret, directeur de campagne, qui prône le déstabilisme sans ambiguïté pour le candidat de la droite classique. Avez-vous tranché ?

« Il n'y a pas de tendances organisées autour de Jean-Pierre Stirbois ou de Bruno Mégret.

« Il y a bien pourtant des sensibilités différentes.

« Personne ne s'est fait chez nous l'avocat d'un vote en faveur de François Mitterrand. Mais il y a des attitudes qui sont plus ou moins favorables ou hostiles au vote en faveur d'un candidat de la majorité. Il existe aussi beaucoup de nuances, et cela dépend pour beaucoup de

l'attitude du candidat du second tour.

« Qu'attendez-vous précisément de lui au second tour ? Les déclarations du premier ministre, M. Jacques Chirac, mercredi à Lyon, contre le droit de vote des immigrés, sont-elles de nature à vous rassurer ?

« Ce qui me satisfait, c'est que la politique française tienne compte des aspirations des Français que nous représentons, en termes d'immigration, de code de la nationalité, de préférence nationale. Quant à la déclaration de Jacques Chirac à Lyon, soyons sérieux ! Il essaie de faire du débanchage électoral. C'est une manœuvre extrêmement maladroite, et qui ne peut que renforcer la méfiance des électeurs du Front national ; cela leur apparaît comme une manœuvre parfaitement démagogique et déloyale. M. Chirac aurait limité son propos à souhaiter inviter les électeurs du Front national pour le 8 mai, cela, à la rigueur, se serait compris ; mais, pour le 24 avril, il se moque d'eux et, en plus, ce qui est grave, c'est qu'il s'en moque peut-être involontairement. C'est ainsi que l'on a de grandes déconvenues.

#### « Je ne me dérobe à aucun contact »

« Avez-vous eu des contacts avec un ou des membres de l'entourage du ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, en vue du second tour ? Connaissez-vous M. Jean-Michel Schoeler, chargé des affaires économiques place Beauvau, présenté par Libération comme étant l'un de vos contacts ?

« Je connais M. Schoeler ; je connais plusieurs membres du cabi-

net de M. Pasqua, ainsi que des collaborateurs de beaucoup de ministres de la majorité. Je les fréquente à l'occasion des travaux parlementaires.

« Mais, plus précisément, le RPR a-t-il tenté de prendre langue avec vous ces dernières semaines ?

« Non. Pour l'instant, non. Mais je crois que ces contacts se font plutôt par éditoriaux et petites nouvelles interposés que directement. Mais moi, je ne me dérobe à aucun contact.

« Avez-vous eu, comme l'affirme votre ex-épouse dans Globe, un dîner secret avec M. Raymond Barre au mois de juillet 1987 ?

« Cela fait partie des élucubrations de M<sup>me</sup> Pierrette Lalanne, qui ne méritent même pas un démenti tant les invraisemblances accumulées dans cette misérable histoire sont légions.

« Songez-vous à modifier le sigle du Front national, et éventuellement, son nom, après l'élection présidentielle ?

« Pour l'instant, non. De toute façon, cela appartiendrait au congrès national. S'il en était ainsi, il faudrait que cela ait été souhaité par la majorité de nos membres et que cela reflète un changement de stratégie ou de dimension.

« Les enquêtes d'opinion révélaient que vos électeurs, qui se sont agrégés autour de vous dans une sorte de « vote exotisme », ne vous méprisent pas dans leur grande majorité une stature de chef d'Etat...

« Tout d'abord, chaque fois qu'il y a un parti nouveau, il est forgé par la contestation d'un certain nombre d'électeurs contre les formes habituelles de la représentation politique. Mais vous comprenez bien qu'une des forces de l'établissement, c'est de faire croire qu'il n'y a que lui qui puisse être l'établissement. Vous seriez allé dire aux gens en Algérie que Ben Bella pouvait devenir président de la République algérienne, ils vous auraient ri au nez, même les fellagis. Si vous aviez expliqué aux gens que leur condisciple, Bonaparte, allait être empereur des Français ou que le marchand de pinard Murat allait devenir roi de Naples, vous auriez fait rigoler tout le village...

### Les VUES de Raymond Depardon



DEPARDON/MAGNUM

JEUDI 14 AVRIL, 12 H 30

Place Nationale à Billancourt  
Pierre Juquin  
Une centaine d'ouvriers de chez Renault l'écouter parler  
Il y a beaucoup de travailleurs immigrés

Un militant du PC le prend à partie  
Vif échange  
La foule semble gênée  
Tout se termine en face au Point du jour devant une merguez

### Les accusations de complaisance

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand a publié, le jeudi 14 avril, un bulletin de victoire en se félicitant d'avoir amené le RPR à se révéler, face à lui-même, « frère jumeau » du Front national. L'objectif du président-candidat était bien, en effet, d'inciter M. Jacques Chirac à épouser les réactions prévisibles de l'électorat de l'extrême droite, mais aussi d'une partie de la droite, face à la perspective dessinée par M. Mitterrand. Or tout ce qui peut être le signe d'un rapprochement ou d'une complaisance du premier ministre vis-à-vis du Front national, de ses hommes ou de ses idées, est pain béni pour le chef de l'Etat.

L'émergence que manifesta, jeudi, certains chiraquiens était l'expression éloquent de l'efficacité du piège tendu par le candidat socialiste. Leur indignation, lorsqu'ils rappellent les ambiguïtés de certains socialistes devant le phénomène Le Pen — qui, selon M. Laurent Fabius, appartenait de « mauvaises réponses » à de « bonnes questions » — et la façon dont M. Mitterrand en instaurant le scrutin proportionnel, avait offert au Front national une représentation et une respectabilité parlementaires, avec l'espoir de priver le RPR et l'UDF de la majorité à l'Assemblée, est à la mesure de l'habileté avec laquelle M. Mitterrand, dans une situation délicate, rejoue, au fond, la même carte. Mais qui lui a donné cet espoir ?

Trois éléments sont venus conforter la tactique du président de la République : les propos de M. Chirac, la rumeur de tractations, accordé au terme duquel la majorité a pu conserver la présidence du

conseil régional de Franche-Comté grâce aux voix des amis de M. Le Pen. Ce dernier fait, aussitôt exploité par les socialistes comme la « préfiguration » d'un futur accord national entre la droite et l'extrême droite. Il a été aussi, à sa manière, par M. Raymond Barre, qui y a vu comme M. Chirac, une « péripétie locale », mais a aussitôt mis en garde contre les « tractations ou arrangements au niveau national ».

#### La voix du cafetier de Marseille et celle de M<sup>me</sup> Delfosse

Le premier ministre a démenti toute discussion et écarté, de nouveau, l'éventualité d'une négociation avec qui que ce soit comme celle d'une participation du Front national au gouvernement si la majorité l'emporte le 8 mai. En formulant une mise en garde sur cette question, M. Barre commence à nouer l'une des principales intrigues du second tour, sinon la principale : comment récupérer la voix du cafetier de Marseille sans s'aliéner celle de M<sup>me</sup> Delfosse ? La candidate du CDS à l'élection partielle de Lille-Ouest, il y a quelques semaines, est en effet devenue, dans l'entourage de M. Chirac, le symbole de ce centrisme resté proche de son inspiration démocrate-chrétienne que M. Mitterrand cherche à séduire et qui ne saurait accepter dans l'indifférence toute concession à l'extrême droite.

La démarche suggérée par les conseillers du premier ministre, en vis-à-vis des partisans de M. Le Pen, est claire : il s'agit, purement et simplement, d'adopter le point de vue

de ces électeurs. Les « comprendre », c'est, aux yeux de ces stratèges, comprendre le Front national comme il se comprend lui-même. Ainsi M. Chirac a-t-il déclaré à l'AFP « comprendre le type de mécontentement » manifesté par les électeurs du Front national, même s'il n'est pas « d'accord avec la façon dont ce mécontentement s'exprime ». Il s'agit, selon lui, d'un « ras-le-bol », justifié par « le développement du chômage et de la nouvelle pauvreté, le laxisme à l'égard de l'immigration clandestine, l'accroissement de la délinquance, de la criminalité et du terrorisme de mai 1981 à mars 1986 ».

Cette compréhension du phénomène n'a pas seulement le défaut de faire la part belle à l'idéologie du Front national, qui invoque, précisément, ces mêmes arguments pour justifier sa dénonciation permanente et obsessionnelle — c'est son fonds de commerce — comme la cause de tous les maux. Est-ce vraiment la proportion de clandestins qu'il y a ou qu'il a pu y avoir parmi eux qui fait que les immigrés ofusquent la vue des électeurs de M. Le Pen ? En quoi l'insécurité — délinquance, criminalité, drogue, terrorisme — justifie-t-elle que les immigrés en soient tenus pour responsables ? Et pourquoi le ressentiment des chrétiens se tournerait-il particulièrement contre les immigrés ?

Il y a plus : le vote pour le Front national ne se réduit pas au racisme, même si, dans tous les cas, il conforte cette plaie que les partisans de l'ordre devraient dénoncer à l'égal de la délinquance ou de la criminalité. « Comprendre » le phénomène Le Pen implique de prendre en compte ce qu'il exprime de rejet du jeu et de la classe politique, qui explique, par exemple, qu'il puisse y avoir un mouvement d'une partie des électeurs de M. Barre vers M. Le Pen.

M. Mitterrand se prévaut d'avoir amené M. Chirac à se déporter vers la droite, élargissant ainsi le champ du président-candidat et des valeurs qu'il veut prétendre incarner. La partie, cependant, est-elle jouée ? Les ressources manœuvrières dont le candidat socialiste fait délibérément étalage peuvent se retourner contre lui.

PATRICK JARREAU.

#### La campagne officielle à la radio et à la télévision

VENDEDI 15 AVRIL  
FR 3, 17 heures - 17 h 30 : MM. Mitterrand, Bousset (rediffusion).  
A 2, 19 heures - 19 h 45 MM. Le Pen, Lajoie, Chirac.  
FR 3, à partir de 22 h 15 : MM. Le Pen, Lajoie, Chirac (rediffusion).  
France-Inter, 20 heures - 20 h 45 : MM. Juquin, Bousset, Wachter.  
SAMEDI 16 AVRIL  
FR 3, 7 h 30-8 h 15 : MM. Le Pen, Lajoie, Chirac (rediffusion).  
A 2, 9 heures-9 h 30 : MM. Mitterrand, Bousset (rediffusion).

**SALON DU LIVRE DE PARIS**  
Stand 1L3 - 3M4

Dans la collection des RAPPORTS OFFICIELS

- LA FISCALITÉ DU PATRIMOINE  
Commission présidée par M. AICARDI-60 F
- FISCALITÉ ET MARCHÉ UNIQUE EUROPÉEN  
Commission présidée par M. BOITEUX-50 F
- LA DUREE D'AMORTISSEMENT  
Groupe d'étude présidé par P. MENTRE 60 F

Propos recueillis par PIERRE SERVANT.

Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond Jouve

**LA FRANCOPHONIE S'ÉVEILLE**  
MICHEL GUILLOU  
ARNALD LITARDI  
15,5 x 24 cm - 284 p. - 120 F

Berger-Levrault  
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7<sup>e</sup> TÉL. : (1) 40.15.70.00

**SALON DU LIVRE DE PARIS**  
Stand 1L3 - 3M4

Dans la collection des RAPPORTS OFFICIELS

- LE CINÉMA FRANÇAIS FACE À SON AVENIR Jean-François COURT-60 F  
Comment remédier à la crise d'une industrie culturelle majeure ?
- LE LIVRE FRANÇAIS A-T-IL UN AVENIR ? Patrice CAHART-60 F  
Des propositions concrètes pour donner à l'édition un second souffle.

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7<sup>e</sup> TÉL. : (1) 40.15.70.00

سكزا من الاجل

سكزا من الاجل



# Politique

## La campagne pour l'élection présidentielle

**A**LJOURD'HUI, c'est la fête : Raymond Barre donne sa leçon d'agriculture. Il a pris son courage à deux mains, empoigné sa pétrolière et il s'en va, dans son émission de la campagne officielle, braconner dans la chasse gardée chiraquienne. Hier, c'était l'industrie. Demain (on nous en prévient obligatoirement à la fin de l'émission pour que nous n'allions pas au cinéma), ce sera la solidarité.

Sans même prendre le temps d'un petit clip, hop ! voici le marauder dans la place. Surprise : il y a trouvé des alliés. A ses côtés dans le studio, une jolie brune piquante, « mère de trois enfants et agricultrice », nullement intimidée — on la sent en terrain de connaissance face au Parisien qui flotte dans ses lourds sabots. Et elle n'est pas la seule. Au congédiement à images attendent les témoignages d'une

poignée de paysans, indiscutables comme l'attestent le feu de cheminée, le tracteur ou le plac de village. On n'est pas allé les chercher pendant le traite, mais c'est tout

on ne sait peut-être pas distinguer le meûtre de l'orge est toujours un exercice délicat. Avec insistance, il répète qu'il « parcourt la France » et « visite des régions agricoles ».

Il n'est normal que vous receviez l'aide de la collectivité. Elle doit se pincer. Nous aussi.

Arlette Laguiller, elle, ne bronche pas. Elle chasse à la loyale, en solitaire. Et le gros gibier. Pour une fois, elle défie le trio Chirac-Barre-Mitterrand et s'attaque à rien moins que La Par en personne. Elle n'a toujours ni faim, ni soif, ni peur. Elle n'a même plus de mains : on ne voit plus que son seul visage. Elle entonne à capelle son chant de guerre désespéré. « Je suis profondément attachée de voir que certains travailleurs s'apprêtent à voter pour Jean-Marie Le Pen ». quinze minutes sans reprendre son souffle. Sans cheval, sans carrouche, sans armée. « Elle a du cran, la petite », doit-il se dire la poignée de téléspectateurs réduits qui est en train de zapper chez Bouygues.

Révisé de service politique.

# Braconnage

Avant même d'avoir essayé le premier témoignage, forcément accablant, il opine déjà du chef, gravement, presque douloureusement.

Dans cette tête qui se balance doucement comme les épis au vent, quelles pensées peuvent bien se bousculer ? L'ambrosie satisfaction de se cramponner à son rôle de « candidat qui ne fait pas de promesses »

Maîtrise ses soixante-six ans, sa foi militante est intacte. Il n'a pas eu besoin de lire votre lettre pour vous créditer « de 36 à 40 % des voix au soir du premier tour de scrutin », loin devant M. Chirac, dont les partisans ont recueilli près de 34 % des suffrages aux législatives de mars 1986. Il ne fait pour lui aucun doute que les Dignois, dont le républicanisme est la première vertu politique, « se rendent compte aujourd'hui, même s'ils ne sont pas de gauche, que non seulement François Mitterrand est un homme capable et honnête qui rassemble au-delà des clivages politiques, mais un homme qui veut continuer de servir son pays aux dépens de sa vie personnelle... »

Quel qu'il en soit, vous pouvez compter, monsieur le président-candidat, sur vos parlementaires. Qu'il s'agisse de M. Fernand Tardif, le sénateur, de M. André Bellon, le député ou de M. François Mignot, l'ancien député, ils s'illuminent les canchons pour mobiliser l'électorat de gauche et d'ailleurs. Ah ! Si vous entendez M. Tardif vanter devant les électeurs ruzuz « le style Lunéville » de votre Lettre « de prise abord rébutante » ! Est-ce vraiment un problème si tout le monde a cru comprendre et, dit M. Tardif le premier, que certains électeurs allaient en français individuellement un exemplaire ?

Al ! Si vous voyez ce vaillant sénateur exalter l'esprit d'ouverture, appeler en « consensus avec les gens qui ne pensent pas comme nous ! ». Si quelqu'un vous a parfaitement lu, c'est bien lui ! N'en déplaise au son-dage...

Postscriptum : sur les affiches initialement prévues par vos amis pour inviter la population de Digne à voter dimanche, le samedi 16 avril, à la réunion publique que doit présider M. Michel Pezet, député des Bouches-du-Rhône, « avec la participation de nombreux personnalités socialistes et républicaines du département », « ou » a même fait supprimer le mot « socialistes ».

N'est-ce pas la preuve irréfutable, sans votre respect, que « ou » a lu aussi votre Lettre entre les lignes ?

ALAIN ROLLAT.

# Lettre des Dignois au président-candidat

**DIGNE**  
de notre envoyé spécial

Le statut d'envoyé spécial dans une ville-test impose des obligations. Celle qui nous incombe aujourd'hui n'est pas des plus faciles à assumer. Comment dire au président-candidat, de la part de tous les Dignois, que sa « Lettre à tous les Français » est ici, lettre morte ?

Telle est pourtant l'impression qui prévaut sur terrain du sondage effectué par nos soins le mercredi 13 avril entre le 16 h 30 et 17 h 30 auprès d'un échantillon local sélectionné dans l'annuaire téléphonique des Alpes-de-Haute-Provence, selon la méthode des tranches alphabétiques. Sur dix personnes interrogées (six femmes et quatre hommes) sept seulement ont « entendu parler » de la missive de M. François Mitterrand ; les trois autres tombent des nues. Et sur ces sept Dignois qui affirment être au courant, deux seulement ont lu ce document de référence. Cette enquête express autorise à penser que la prose présidentielle ne fait pas un tabac.

Ne mettons pas en cause le *Provençal*. Ce quotidien a publié la Lettre sous sa forme publicitaire, mais la vérité oblige à dire que, ce jour-là, ses ventes n'ont guère augmenté.

Les trois quotidiens diffusés à Digne — *Nice-Matin*, *le Méridional* et *la Marseillaise* — l'ayant négligé, l'éminent courrier a connu dès le départ un impact limité.

Poussé par notre conscience professionnelle nous avons aussitôt changé de méthode d'investigation et pratiqué le porte-à-porte afin d'affiner nos conclusions. Un sympathique infirmier d'origine niçoise installé à Digne depuis treize ans, M. Yves V..., nous a dit beaucoup de bien de vous, monsieur le président-candidat, bien qu'il n'ait pas encore, lui non plus, trouvé le temps de lire votre Lettre : « Je n'ai rien contre ce cher François », nous a-t-il dit, mais s'empressant d'ajouter que vous pratiquez trop « le double langage », que « Chirac aujourd'hui présente mieux » et que, personnellement, il aurait préféré voter « pour un homme nouveau, du style Mitterrand, car il est indépendant et loyal ». Nous l'avons donc classé parmi les indécis.

Nous avons fait de même pour l'aimable coiffeur de la rue de la Mairie, M. Emile M..., un ancien poujadiste qui ne vous a pas lu davantage. Lui, il reproche à tous les hommes politiques de « raconter des salades ». Il regrette que M. Barre « n'ait pas le look » et il pense que

« La Par a le mérite de secouer », tout en se déclarant sensible à la pression de ses enfants, qui votent pour vous...

De porte en porte, nous nous sommes retrouvés devant celle de l'Agence nationale pour l'emploi, 31, allée des Fontaines. Il y avait affluence. L'occasion était inespérée de sonder quelque-uns de ces « exilés » qui vous préoccupent tant.

**Le bonjour de Monique et Ibrahim**

Les larmes aux yeux, une jeune femme de trente-huit ans, M<sup>me</sup> Monique X..., demeurant H.L.M. du Figeonnier, nous a raconté son infernale descente dans ce que les experts appellent pudiquement la « précarité ». Statistiquement elle ne fait pas partie, en effet, des « nouveaux pauvres » parce que son mari, employé municipal, gagne 5 000 F par mois. Il n'en reste pas moins que depuis qu'elle a perdu son emploi de femme de ménage à la mairie, le couple n'a plus les moyens de faire face aux échéances. Une heure par jour M<sup>me</sup> Monique X... nettoie un local administratif pour gagner 500 francs par mois.

Elle n'a plus assez d'argent pour payer la poursuite des études de ses

deux filles dans l'enseignement catholique. Cette mère anglophobe ne vous tient pas rigueur, monsieur le président-candidat, « de ne pas avoir tenu toutes les promesses de 1981 ».

Cela lui a même « fait plaisir » de vous fassiez de nouveau acte de candidature et elle aimerait, de toute évidence, revoter pour vous. Mais elle est à bout de nerfs, presque au bord du divorce. Elle a envie d'abord de donner son suffrage « à celui, dit-elle, qui me garantira un emploi tout de suite ».

N'avez aucun espoir d'obtenir la voix de Ibrahim. Ce jeune « tucule » de vingt-deux ans n'a pas de mots assez durs pour stigmatiser les hommes politiques « qui commettent tous la pauvreté des jeunes ». Il n'a jamais eu d'emploi stable. Il y a quelque temps, il a téléphoné à un hôtel de la station de Pra-Loup qui cherchait un plongeur et on a accepté de l'embaucher... jusqu'à ce qu'il précise son prénom.

Sa famille est pourtant installée à Digne depuis plus de trente ans et tout le monde n'en dit que du bien. Lui-même est né à Digne. Il n'y est pourtant pas traité en toutes circonstances comme un Français à part entière. « Même la municipalité fait sentir à des gens de l'extérieur que vous occupez les postes les plus modestes, souligne-t-il. C'est aberrant et écoeurant. Ça me dégoûte ».

**Une campagne de sénateur**

Bref, le scepticisme nous aurait certainement évalué quant à vos chances de l'emporter à Digne si nous n'avions pas été réconfortés par les dirigeants locaux du Parti socialiste : le plus enthousiaste est M. Max Bonfil, ancien secrétaire général dans le département de la Convention des institutions républicaines, ce compagnon qui partage quelques-uns de vos repas privés à l'hôtel du Grand Paris, chez le fameux maître queux Jean-Jacques Ricard.

Le premier secrétaire fédéral du P.S., M. René Baras, est moins euphorique. Il se contenterait, au soir du 24 avril, de « deux points de plus qu'aux législatives », soit environ 34 %. Cet agent de l'EDF mesure bien que, parmi les électeurs comme parmi les militants, l'enthousiasme n'est pas aussi vif qu'il y a sept ans. Sa confiance en votre réaction se fonde sur quelques signifiants.

Plus de cinq cents personnes sur deux mille contactées ont accepté de participer au comité de soutien à votre candidature. Parmi les maires qui se sont prononcés en votre faveur, on note également la pré-

sence de certains élus qui n'avaient pas voulu prendre position en 1981. L'autre jour, trois jeunes gens — un étudiant, un employé des P.T.T. et un agriculteur — sont venus proposer leurs services bénévoles pour coller vos affiches. La semaine dernière, M. Baras a engagé les mêmes trois jeunes adhérents. Il y avait longtemps que cela ne lui était pas arrivé. Frémissements révélateurs ? Sans doute. M. Baras a mis néanmoins ses soins en garde contre tout excès d'optimisme.

Quel qu'il en soit, vous pouvez compter, monsieur le président-candidat, sur vos parlementaires. Qu'il s'agisse de M. Fernand Tardif, le sénateur, de M. André Bellon, le député ou de M. François Mignot, l'ancien député, ils s'illuminent les canchons pour mobiliser l'électorat de gauche et d'ailleurs. Ah ! Si vous entendez M. Tardif vanter devant les électeurs ruzuz « le style Lunéville » de votre Lettre « de prise abord rébutante » ! Est-ce vraiment un problème si tout le monde a cru comprendre et, dit M. Tardif le premier, que certains électeurs allaient en français individuellement un exemplaire ?

Al ! Si vous voyez ce vaillant sénateur exalter l'esprit d'ouverture, appeler en « consensus avec les gens qui ne pensent pas comme nous ! ». Si quelqu'un vous a parfaitement lu, c'est bien lui ! N'en déplaise au son-dage...

Postscriptum : sur les affiches initialement prévues par vos amis pour inviter la population de Digne à voter dimanche, le samedi 16 avril, à la réunion publique que doit présider M. Michel Pezet, député des Bouches-du-Rhône, « avec la participation de nombreux personnalités socialistes et républicaines du département », « ou » a même fait supprimer le mot « socialistes ».

N'est-ce pas la preuve irréfutable, sans votre respect, que « ou » a lu aussi votre Lettre entre les lignes ?

ALAIN ROLLAT.

**Cette semaine dans Politis**

La copie corrigée de François Mitterrand et aussi au sommaire du n° 13 : — Les carnets de voyage de Jean Chesneaux à Hong Kong — Lire quand même Heidegger, entretien avec Victor Farias.

**LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI**

**APPEL AUX CANDIDATS A L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE POUR UNE PERSONNALITÉ ANIMALE**

A l'initiative de la Ligue française des droits de l'animal, des réflexions sont menées depuis plusieurs années sur le statut de l'animal dans le monde moderne.

Ces travaux ont conduit à estimer nécessaire la création d'une catégorie juridique nouvelle au profit de l'animal, à côté des classiques personnalités civile et morale.

Hommes de lettres, philosophes, scientifiques, sociologues, juristes s'accordent également pour constater que le droit positif ne protège pas suffisamment l'animal, sauvage et domestique.

A la veille de l'élection présidentielle, nous avons l'honneur de vous demander si, au cours de votre mandat, vous seriez déterminé à faire accorder à l'animal le statut de personne juridique, ce qui constituerait une solution satisfaisant à la fois le cœur et la raison.

Votre réponse précise est attendue par les millions de citoyens désormais attachés au respect dû à la vie animale.

Ligue française des droits de l'animal  
reconnue d'utilité publique  
61, rue de Cherche-Midi  
75006 PARIS

Assistance aux animaux  
reconnue d'utilité publique  
23, avenue de la République  
75011 PARIS

**VIENDE DE PARAITRE**

**ENCYCLOPÉDIE BERBERE**

ANTHROPOLOGIE, linguistique, ethnologie, histoire, géographie, arts... l'ensemble des connaissances sur le monde berbère réunies pour la première fois. Un ouvrage unique de 1500 pages.

VOLUME 5, 16 x 24 cm, 160 p., 100 F.

RENSEIGNEMENTS  
LA GALADE  
13000 AIX-EN-PROVENCE

**PUBLICATION JUDICIAIRE**

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS**

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> chambre de la Cour d'appel de Paris du vendredi 5 février 1984, M. Max THOREZGER, né le 29 novembre 1925 à Vazovio (Pologne) domicilié 234, avenue de la Liberté à NICE (06) a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et à 20 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de présentation d'écritures.

La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel de la République française, le Figaro et le Monde et l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux affichés à l'édifice des publications officielles de la commune de Nice (06).

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général sur sa réquisition. Pour le greffier en chef.



CHAMPIONNAT DU MONDE DES RALLYES 88

# SAFARI RALLY. UNE COURSE IMPITOYABLE. LANCIA DECIDE DE GAGNER... ET A GAGNE. LANCIA DELTA HF INTEGRALE. VICTOIRE ABSOLUE.



**La Lancia Delta HF Intégrale triomphe au Safari Rally après 3 victoires consécutives en Europe.**



De victoires en victoires, Lancia a remporté 6 titres de Champion du Monde des Rallyes. Il ne lui manquait qu'une seule épreuve pour satisfaire son légitime orgueil : le Safari Rally. En gagnant, Lancia n'a pas seulement triomphé dans une grande course ; la marque peut désormais se prévaloir d'une victoire totale sur tous les terrains en inscrivant sur son livre d'or le palmarès le plus complet de l'histoire des Rallyes. C'est une épreuve réputée impossible, unique en son genre. Pour de nombreuses grandes marques, c'est le seul rendez-vous mondial, l'unique objectif monopolisant tous leurs efforts et leurs ressources durant une année entière. Lancia en a fait bien davantage en gagnant à Monte Carlo, en Suède, au Portugal et en affrontant le Safari Rally comme une autre épreuve du Championnat. Et malgré son engagement dans toutes les courses mondiales, Lancia a encore gagné. Là où d'autres ont investi toutes leurs ressources et toute leur énergie, Lancia a remporté la victoire avec l'aisance et la panache qui lui sont habituels.

Classement du Safari Rally : 1<sup>er</sup> Biasion / Siviero sur Delta HF Intégrale.

Ont participé à la Victoire : Bilsain, Brembo, Enso (carburant), Ferodo, Martini et Rossi, TRW Scheel, Spessline, Stry-Puch. Avec le patronage de : Borletti, Carello, Magneti Marelli, VSOtto Fiat, Teknocor, Weber.



La Delta HF Intégrale  
Martini Racing victorieuse  
est équipée de pneumatiques  
**MICHELIN**

**Lancia. Une suprématie technologique forgée dans les rallyes et qui se manifeste sur la route.**

سكدا من الاجل

صكذ من الاصل

Politique

Un sondage IPSOS-le Monde sur les choix des Français

Priorité à la formation et à l'Europe et refus de l'exclusion

Changement de plan, la caméra revient vers la foule : après l'enquête de BVA montrant comment, à travers un échantillon représentatif, les électeurs hiérarchisent les enjeux de l'élection présidentielle et jugent l'aptitude des candidats à les prendre en compte (le Monde du 15 avril), voici une autre approche de l'état de l'opinion avant la consultation. Proposée par IPSOS, elle tend à cerner les souhaits que les Français voudraient voir exaucer en priorité, dans les principaux secteurs de l'action politique, quel que soit le président élu le 8 mai prochain.

Un coup de sonde, donc, sur les attentes et les choix privilégiés par les électeurs. Ses résultats surprennent par rapport à la teneur des discours dominants de la campagne qui représentent, si l'on peut dire, l'offre. L'enquête illustre et confirme certains décalages de plus en plus ressentis entre ce qui est proposé par les candidats et ce qui est attendu par les électeurs, entre l'inertie idéologique des uns et la disponibilité et l'ouverture des autres, entre les publics répertoriés comme cibles et la réalité d'une différenciation très... différente des sensibilités et des choix qu'elles induisent.

Le consensus sur l'éducation

Ce sondage a été réalisé pour le Monde entre le 9 et le 11 avril, auprès de 1204 personnes constituant un échantillon représentatif de l'électorat, par téléphone et selon la méthode des quotas.

La première surprise surgit de la hiérarchie établie dans l'éventail des mesures immédiatement souhaitées. Deux d'entre elles font quasiment l'unanimité : la généralisation des

stages de formation en entreprises, pour toutes les personnes qui sont au chômage (souhaitées par 94 %) et la création d'un crédit-formation donnant droit à toute personne ayant arrêté trop tôt ses études de les reprendre plus tard (92 %). On retrouve là deux préoccupations dominantes dans toutes les enquêtes d'opinion, celles de l'emploi et de la formation, qui s'expriment ici en termes de mesures à prendre concrètement. Les électeurs des candidats incarnant les cinq grands courants politiques les privilégient dans la même proportion, toujours à plus de 90 %.

La demande de formation est très forte et très large et se traduit par d'autres choix dans le domaine de l'éducation en général. 76 % des personnes interrogées souhaitent une augmentation du budget de l'éducation nationale pour pouvoir mieux payer les instituteurs et les professeurs, et les électeurs potentiels de MM. Mitterrand, Barre et Chirac se situent, à cet égard, au même étage. 74 % souhaitent le maintien des subventions de l'Etat aux écoles privées (plus de 90 % à droite, 63 % dans le camp de M. Mitterrand et seulement 36 % dans l'électorat communiste). Une majorité plus courte, (53 %) se prononce pour l'instauration d'une sélection préalable pour l'entrée des bacheliers à l'université (68 % dans l'électorat de M. Chirac).

Ainsi se dégage, sur les thèmes de l'éducation et de la formation, un consensus qui laisse penser que « société » qui ont ébranlé le précédent septennat, celle de 1984 sur l'enseignement privé et le mouvement étudiant de 1986, n'auraient pas dû se produire si les responsables politiques, procédant de ma-

rités différentes, avaient eu une meilleure connaissance de l'opinion.

Impôt sur la fortune et taxe de solidarité

Dans le palmarès des souhaits les mieux partagés, on relève des mesures révélatrices d'une bonne perception de la logique économique et de l'attraction européenne. 78 % des personnes interrogées souhaitent « la diminution de l'impôt sur les sociétés pour relancer l'investissement ». Le vote est très marqué à droite mais reste fort dans l'électorat socialiste (75 %) et majoritaire (53 %) dans l'électorat communiste. L'obsession de l'emploi conduit à remettre en cause d'anciens critères de partage entre la gauche et la droite.

Le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes, loin de provoquer un mouvement de rejet, est souhaité par 65 % des gens : 90 % et plus à gauche, mais la droite est très partagée sur ce point. L'hostilité la plus grande venant de l'électorat de M. Chirac (57 % contre).

L'attachement à la Sécurité sociale se confirme à travers le souhait à 62 % de voir s'instaurer une taxe sur les revenus du capital (Bourse, immobilier) pour financer la couverture sociale et les sensibilités libérales le partagent à plus de 50 %, tandis que l'électorat de M. Le Pen le fait sien dans la proportion de 59 %.

Pour rester dans le domaine économique, relevons que les souhaits de voir se poursuivre les privatisations ou, à l'inverse, de reprendre les nationalisations ne font pas recette : 39 % dans un cas, et 30 % dans l'autre. Le partage gauche-droite réapparaît dans la répartition des réponses selon les électeurs, mais le

désir de privatisation ne reste fort que parmi les partisans de M. Chirac (67 %) et celui de renationalisation n'obtient que 40 % des suffrages de la gauche socialiste. Voilà qui relativise la portée et la nécessité de ces grandes réformes et contre-réforme du septennat précédent, les balancements symboliques de l'alternance ayant peut-être en des vertus pédagogiques. Toujours est-il que, dans l'opinion, cette querelle est devenue anachronique.

Une monnaie et une armée européennes

L'Europe est plébiscitée à travers plusieurs souhaits dont certains bousculent, là encore, des idées reçues. 79 % des personnes interrogées approuvent la création d'une monnaie unique européenne, le score le plus faible, relativement, étant celui de 71 % enregistré dans l'électorat communiste. Election d'un président de l'Europe au suffrage universel : 67 % pour ; création d'une armée européenne sous commandement multinational : 56 % pour. Sur ces deux dernières éventualités, la gauche est moins enthousiaste que la droite, mais la mouvance socialiste leur accorde une majorité de suffrages. Il y a, en revanche, un consensus harmonieusement partagé pour refuser une diminution des aides budgétaires européennes aux agriculteurs.

Si, comme on pouvait l'imaginer, la participation de la France aux négociations sur le désarmement est fortement et généralement souhaitée, le principe d'une augmentation de l'aide de la France au terrorisme est approuvé par 68 %, les partisans de MM. Mitterrand et Chirac se situant à cet égard au

même niveau (73 et 72 %). Les avis sur le budget militaire national sont très partagés (50 % souhaitent le réduire), ce qui amène, peut-être, la renouveau de vives débats après une phase de consensus.

Une autre lecture de cette enquête montre que le clivage gauche-droite reste marqué sur des mesures telles que celles concernant l'imposition de la fortune, le couple nationalisation-privatisation, les dépenses militaires et l'éventuelle renationalisation de l'ITER (souhaité par 40 % des personnes interrogées, mais nettement plus au sein de la gauche).

La perspective d'un gouvernement qui comprendrait des socialistes et des centristes est acceptée par 52 % des personnes interrogées, mais c'est une éventualité qui divise, évidemment, le camp de la gauche et celui de la droite car elle trouve surtout des adeptes chez les socialistes et les marxistes. Un autre facteur de division dans chaque camp se révèle à propos du code de la nationalité. Globalement, 48 % seulement des gens souhaitent le voir modifier dans un sens plus restrictif, mais, à gauche, les socialistes sont plus enclins à le faire que les communistes, et, à droite, les partisans de M. Chirac plus que ceux de M. Barre (ceux de M. Le Pen étant unanimes ou presque sur ce point). Un partage semblable se manifeste en réponse à la question de savoir s'il faut renvoyer dans leur pays d'origine les immigrés au chômage, mesure souhaitée par 43 % des gens (53 % des chiraquiens et 74 % des lepenistes, 41 % des socialistes et 34 % seulement des marxistes). Sur la base d'autres mesures, des parallèles entre les courants adverses, des équilibres de consensus, se dessinent : il en est ainsi de l'extension du

domaine du référendum (61 %), du raccourcissement de 7 à 5 ans du mandat présidentiel (59 %) et des questions déjà évoquées touchant à la formation, l'éducation, la croissance, la solidarité, l'Europe.

Une capacité de réflexion autonome

Au total, il semble que, en s'éloignant un peu plus des systèmes de pensée qui, à travers les courants idéologiques, contribuent à encadrer l'opinion, celle-ci acquiert une mobilité et une capacité de réflexion autonome. Elle s'affirme nettement dans des cheminement et des choix dont il serait excessif de dire que les responsables politiques les méconnaissent pas par rapport auxquels leurs propres projets apparaissent timorés ou en retard. Pas vraiment en phase, en tout cas. Ainsi s'éclaire, peut-être, la bonne cote de M. Mitterrand, si l'on considère qu'elle est celle d'un candidat soucieux de réfléchir les implications de ses concitoïens et de se situer, sinon au centre, du moins au carrefour de plusieurs sensibilités.

Cette attention, on retient de cette enquête le besoin exprimé de s'ouvrir à l'éducation et la formation, celle de s'ouvrir à un espace plus large, l'Europe, et le refus, marqué en plusieurs circonstances (chômeurs, immigrés, malades du SIDA), de s'enfermer dans une société qui exclut. Le réflexe de l'exclusion garde des adeptes, dont le nombre peut impressionner mais n'illustre qu'une crispation marginale et anachronique au regard de l'évolution générale des attitudes politiques.

ANDRÉ LAURENS.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

BIEN loin que la campagne électorale excite la verve des candidats, elle l'éteint. Du moins pour ce qui concerne l'actualité, alors que chacun d'eux vise à en être le phare dans son pays. La presse, et singulièrement la presse télévisée, est ainsi amenée, contrairement au reste du temps, à présenter des « unes » ou des « ouvertures » dont les thèmes ne suscitent aucune réaction chez les hommes politiques que l'on voit ensuite dans le cours des journaux.

Autant ils sont profanes sur le passé, à plus forte raison s'il s'agit de celui des rivaux, autant ils sont disert pour dépeindre (à la constante exception de M. Barre sur certains terrains) le futur lumineux qu'ils sauraient bâtir pour leurs concitoïens si ceux-ci avaient le bon goût de les élire, autant, pour commenter les événements du moment, ils sont tout de retenus, c'est-à-dire taciturnes, c'est-à-dire muets, autrement dit prudents.

C'est assurément pas de mauvais aloi d'être prudent pour qui aspire à diriger son pays. Mais, alors, que cette prudence n'apparaisse pas comme sélective, moins guidée par la sagesse du chef que par les précautions du postulant.

En dehors de la déclaration de M. Mitterrand sur les condamnés à mort d'Afrique du Sud, qui rappela soudain que la vie (si l'on ose dire) continue ailleurs, tout paraît figé. A supposer que, dans un siècle ou deux, un historien veuille connaître l'histoire de France et l'histoire vue de France à travers les propos de ses dirigeants, sa tâche serait bien vite accomplie. A peine s'il en tirerait le matière d'un article.

C'EST vrai qu'il n'y a rien à dire sur la prise d'otages dont ont été l'objet les passagers d'un Boeing koweïtien ; rien, sinon des banalités, condamnant les horreurs qui s'en sont suivies, la barbarie du procédé, l'inhumanité de la méthode, la folie politique de l'entreprise. Est-ce une raison suffisante ?

Les dirigeants qui sont ou qu'ont été les « grands » candidats se sont-ils toujours abstenus de la banalité dans d'autres circonstances, lorsqu'elles n'étaient pas électorales ? Aujourd'hui, rien. M. Barre se borne à ruminer sur les injustices de la fortune et (souhaitons-le, au nom de la justice imminente) à concocter des vengeances prochaines. M. Chirac s'évertue à faire plier le sort aux mesures de l'ambition de ses amis et M. Mitterrand ne parle que le vendredi.

Pourtant, gouverner, avant même d'agir, n'est-ce pas parler ? Non pas parce que ces paroles changeraient quoi que ce soit aux malheurs du temps, mais parce qu'elles seraient la marque d'un intérêt, d'un souci pour ce qui, bien sûr, sidère l'opinion ; une manière de sollicitude qui ne peut s'exprimer que par des mots. Les mots, ce n'est pas si inutile qu'on le pense. Comme le lançait la

grande Zouc lors de son dernier spectacle : « Eh bien, dis quelque chose, mais dis quelque chose ».

Cer on a beau soutenir que les Français sont indifférents à ce qui ne les concerne pas, personnellement ou en tant que nation, ils ne sont pas assez fous ni assez insensibles pour ne pas percevoir qu'ils ne sont pas à l'abri d'un tel drame - et que c'en est un. Parler ne conjurerait certes rien, mais cela soulage, y compris les autres.

L'excuse, si elle devait être fournie, se devine de loin : il ne faut rien dire qui puisse compromettre la libération des otages, selon une expression maintenant d'usage pour désigner les trois prisonniers français au Liban.

S'il est vrai, comme on l'entend dire ici et là, que l'arrondissement de Boeing n'est pas sans lien avec eux, est-ce une explication suffisante ? Y a-t-il plusieurs catégories d'otages pour les salades qui ont le goût d'en prendre ? Se taire sur certains, fit-ce pour d'apparentes bonnes raisons, n'est-ce pas en un sens faire le silence sur tous les autres ?

Muets

Si même l'explication de la mort d'États devait être retenue pour ce cas particulier, vaut-elle pour tout ce qui, dans l'actualité, appellerait commentaires et ne fait l'objet d'aucun ?

Les résultats du commerce extérieur sont mauvais et le taux de l'inflation mensuel s'annonce des plus médiocres. Même en tenant compte de son peu d'attractivité par les chiffres, M. Mitterrand n'a pas pu ne pas être informé de cela. Il y avait matière à brocarder les mitigés résultats de deux années de libéralisme. Eh bien non. Comme si M. Mitterrand, qui n'est pourtant pas le chanteur d'une telle politique, craignait que l'opinion ne le confonde dans une réprobation indistincte de tout ce qui gouverne, de près ou de loin. A moins évidemment qu'il ne réserve cela pour son prochain vendredi. Il faut se méfier lorsqu'on paraît le même jour, savez.

PLUS honteux, mais heureusement moins grave pour l'avenir du pays, les mésaventures « chéquardes » de M. Michel Droit, de l'Académie française. Des mésaventures qui ont été suivies de justifications si emberlificotées qu'elles embarrassent même, dit-on, ses collègues de la CNCL qui y

ont été appelés sur les mêmes critères d'opinion que lui. Pareil : silence radio sur tous les fronts.

M. Chirac est, quant à lui, pardonné d'avance. Il n'est pas homme à lâcher ses amis. Mais M. Mitterrand, qui a su d'une plume déconsidérée la CNCL ? Peut-être estime-t-il que cela suffit. Mais il serait bien étrange qu'il n'ait pas envie de réserver un traitement spécial pour M. Droit. Et M. Barre qui avait emboîté le pas ? Voudrait-il maintenant séduire aussi la CNCL ? Allons, qu'on ne vienne en tout cas pas nous dire que c'est le respect sourcilieux de la présomption d'innocence qui légitime cette chrétienne modération.

Il faut tout de même avouer que ça la fiche plutôt mal. Pour la CNCL, certes, mais après tout, pas moins pour l'Académie française. Il a défilé bien des gens de tout poil dans cette véritable, donc admirable, institution : des cardinaux à peine pubères, des militaires qui ne publiaient rien, des écrivains qui ne savaient pas lire, des francs-maçons, des bigots (en plus grand nombre) et même des traîtres à la patrie ; il y manquait Michel Droit.

L n'y a qu'un motif de satisfaction dans cette grisaille de la vie publique, c'est le silence auquel vont être estreint conformément à la loi de 1977 et pour huit jours, les institutions de voyance, pardon, de sondages.

La prolifération des échographies politiques va donc être interrompue un moment. Le mystère, la surprise (bonne ou mauvaise) sont provisoirement rétablis dans leurs privilèges et les délices de l'ignorance restaurées.

Mais, à la différence du sexe de l'enfant qui ne risque pas de changer après que l'échographie l'a révélé aux parents impatients, le nom de l'élu des sondages peut parfaitement changer, lui, entre le jour où ces sondages sont mis sous le boisseau et le jour où le scrutin va intervenir.

Comme ce serait drôle, par exemple, que M. Barre, dont les plus chers alliés préparent l'oraison funèbre, se retrouve la veille du premier tour au coude à coude avec M. Chirac ! La mauvaise nuit que celui-ci passerait ! Surtout si M. Pasqua lui a refilé un faux sondage, plus prometteur, pour que son bébé donne en paix.

Car, si la publication en est interdite, procéder à des sondages n'est en revanche nullement prosaïque. Et de cette faculté qu'a maintenu la loi, nul doute que les candidats y recourront.

Nul doute non plus qu'ils sauront, de bouche à oreille dans le microcosme dont M. Barre avait bien vu qu'il était son ennemi, le distiller à bon escient. Ou'ils vont être mignons à voir les bénéficiaires de ces confidences intéressées ! Ou'elles vont être amusantes leurs mines entendues d'hommes qui savent ! On s'en pourrait d'avance !

Militant et théoricien de l'anarchie

Daniel Guérin est mort

L'écrivain Daniel Guérin, quatre-vingt-trois ans, est mort, dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 avril, d'une longue maladie, a-t-on appris, jeudi, auprès de ses proches. Infatigable militant de l'anarchisme et de la cause homosexuelle, Daniel Guérin est l'auteur d'une quarantaine d'ouvrages. En 1977, il avait publié ses mémoires : Le Fen du sang, autobiographie politique et charnelle.

Né le 19 mai 1904, à Paris, de parents « bourgeois dreyfusards », selon le mot de leur propre fils, Daniel Guérin aimait à rappeler que ses ancêtres, un babouviste et un saint-simonien, notamment, avaient peut-être prédisposé à devenir ce qu'il était, un socialiste révolutionnaire libertaire.

En 1930, Daniel Guérin débute dans le journalisme révolutionnaire en collaborant à l'hebdomadaire Mensuel d'Henri Barbusse, avec des articles sur la colonisation en Indochine et au Maroc. Il écrit aussi dans le Révolution prolétarienne et le Cri du peuple. En 1933, il fait un reportage en Allemagne, qu'il publie (grâce à l'appui de Léon Blum) dans le quotidien le Populaire, et qui sera le point de départ d'un livre, Fonction et grand capital (1936). En 1938, le « genre révolutionnaire », dont il fait partie, obtient la direction de la Fédération socialiste de la Seine, et Daniel Guérin en devient le secrétaire adjoint.

Quand la seconde guerre mondiale se déclare, il se trouve en Norvège, et il ne pourra revenir en France qu'en 1942, mais, « en internationaliste conséquent », dit-il, il se « refuse à entrer dans une résistance qui n'est sur la défensive d'un des deux blocs impérialistes, préférant participer avec les trotskistes à une action clandestine ».

ouvrière, combattant à la fois l'occident et le capitalisme français ».

De décembre 1946 un début de 1949, Daniel Guérin s'efforce aux États-Unis et entreprend une enquête sur la société américaine. Dans les années 50, il fait partie du comité France-Maghreb, lutte contre le colonialisme français, et se décide à « apporter [son] soutien à la révolution algérienne ». Il milita activement pour l'indépendance de l'Algérie.

Après l'échec, le 29 octobre 1965, à Paris, du leader de l'opposition marxiste Mehdi Ben Barka, Daniel Guérin crée le comité pour la liberté sur l'affaire Ben Barka.

Les années passant, il apparaît comme un vétéran du communisme libertaire français, militant infatigable qui vécut, naturellement, dans le mouvement de mai 68, la réurgence de ses rêves, comme il le précise dans son autobiographie. En 1972, il fonde le Comité antifasciste. Il était aussi membre du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), très actif un début des années 70. Daniel Guérin, en dépit de la multiplicité de ses actions sur le terrain, a publié une quarantaine d'ouvrages politiques mais aussi littéraires. Parmi eux, Ni Dieu ni maître : anthropologie de l'anarchisme (Découverte, 1970) ; Fonction, de la doctrine à l'action (Callimach, 1976) ; Ben Barka, ses assassinats (Plon, 1982). Et puis, à tous ceux qui voudront connaître ou retrouver l'auteur et battant traversé du siècle, qui fut celle de Daniel Guérin, on ne saurait trop conseiller la lecture de ses deux livres de mémoires : Autobiographie de jeunesse (Belin, 1972) et Le Fen du sang, autobiographie politique et charnelle (Grasset, 1977).

Jo. S. (Tous les livres cités sont disponibles actuellement en librairie.)

Advertisement for 'MAXIMES POUR UNE FIN DE SIÈCLE DIFFICILE' by Jean Sarrailh. Text includes: 'Cartonné 20x28 cm, 84p. 22 illustrations 98FF', 'Pour les gens d'esprit s'il en reste', 'Si vous n'êtes pas candidat aux présidentielles, lisez Aurivillius', 'Ce que nous craignons le plus de perdre c'est la face', 'Argent, bonheur, presse, Etai; tout y passe.', 'Éditeurs du Tricorné, chez votre librairie.'

# 100%



## FRAMATOME UNE SOLUTION A 100% CLAIRE POUR 100% DES ACTIONNAIRES DE LA TELEMECANIQUE

Aujourd'hui, Framatome propose la seule solution qui respecte à 100% l'égalité des Actionnaires de la Telemecanique.

En s'engageant à racheter 100% des Actions qui seront présentées à l'offre au prix de 4 500 F, Framatome prend un engagement qui témoigne de sa détermination et surtout de sa volonté d'apporter toute la sécurité nécessaire à ceux qui ont fait confiance à la Telemecanique.

# FRAMATOME LE FUTUR EN TÊTE

Une note d'information présentée conjointement par Framatome et Télémechanique Electrique (visa COB n° 8863 en date du 26/02/88) est disponible sans frais au siège des deux sociétés. Dans le cadre de cette dernière surenchère, si le nombre des titres présentés est inférieur à 810 000, Framatome se réserve la faculté de se porter acquéreur de tout ou partie des titres présentés ou de renoncer à son offre.

سكزا من الاجل

# Sports

## FOOTBALL : une étude ethnologique

### Les codes de la mauvaise conduite

Le choc au retour du Heynal amorti, le hooliganisme a repris de plus belle en Grande-Bretagne. Le Times vient de révéler que les arrestations à l'occasion des matches de première division ont augmenté de 7 % par rapport à la saison passée. Les conditions objectives d'une telle violence sont réunies en France, qui reste pourtant relativement épargnée par le phénomène. Des ethnologues expliquent pourquoi.

**C'**ÉTAIT le 26 septembre dernier. L'Olympique de Marseille venait d'être battu 1-0. Des spectateurs en furie dégringolèrent alors vers le banc de touche du Stade-Vélodrome. Injures et propos racistes ont fusé à l'adresse du gardien camerounais Joseph Antoine Bell : « Sale nègre ! ». A la sortie, l'arrière William Ayache et l'entraîneur Gérard Banide furent pris à partie et leurs voitures lapidées. Commentaire de Bernard Tapie, repris le lendemain dans la presse : « Le foot est devenu fou ».

Ce qui est surprenant, ce n'est pas que de tels incidents surviennent si rarement, c'est qu'ils soient finalement si rares. Une étude ethnologique qui, depuis trois ans, étudie les mœurs des supporters et autres « tifosi » sur les stades ultrachauds de Marseille, Turin, Naples et Barcelone (1) semble pouvoir en expliquer les raisons.

Pour eux, l'aspect guerrier des rencontres de foot est attesté par cent détails. Ainsi les supporters se rassemblent dans des cantonnements — et gagnent le champ de bataille — et le stade — en corps constitué, plusieurs heures à l'avance, pour occuper des positions stratégiques. Quand ils se déplacent à l'extérieur, c'est en convoi motorisé avec étendards, tambours et fanfares. Leurs mouvements d'ensemble obéissent à une stricte discipline orchestrée par des chefs. Un véritable déploiement militaire.

#### Calmier le jeu

« Ce rituel homérique ne dégenère que très rarement, observe Christian Bromberger, quarante et un ans, leader de l'équipe des quatre anthropologues marseillais qui travaillent sur le sujet. Autrement dit, les troupes respectent le cérémonial mais ne passent pas à l'acte. » A cela plusieurs raisons, et d'abord leur répartition dans les tribunes qui obéit à une géographie précise. Dans le Stade-Vélodrome de Marseille, par exemple, les jeunes ouvriers et les scolaires des quartiers populaires — généralement les plus ardents — sont cantonnés dans le virage nord. Ils refusent d'en bouger. En 1986, à la suite de jets de projectiles divers, on neutralisa sur ce point les rangées les plus proches de la pelouse. Les supporters préfèrent monter plus haut que de gagner d'autres places plus favorables.

A l'opposé, dans le virage sud, se retrouvent les cols blancs des quartiers sud. Dans la tribune est se placent les artisans, commerçants et cadres moyens portant casquettes. En face, encadrant la tribune officielle, siègent les cadres supérieurs qui parlent pointu. A l'intérieur même de ces secteurs, les spectateurs se réunissent par quartier, collège ou entreprise. Ici les dockers, plus loin les employés de la Sécurité sociale, ailleurs les pieds-noirs.

Les bandes de supporters n'ont rien de hordes inorganisées. A l'OM, ils sont « enrégimentés » dans trois clubs distincts : le « central », qui recrute dans les couches populaires ; l'OM animation, plutôt peuplé de cadres, l'« association », réputée pour ses ultras. Chacun a ses lieux de réunion, ses rites, ses marques distinctives et son encadrement. C'est à ces courroies de transmission que Bernard Tapie s'adresse quand il veut « calmer le jeu ».

Bien entendu, les dérapages sont toujours possibles. Mais selon les ethnologues marseillais, il faut des circonstances particulières et une exceptionnelle accumulation de griefs. Quand les équipes de Nice ou de Toulon viennent jouer à Marseille, avec de fortes escortes, les antiques rivalités se réveillent. On peut tout craindre. Même situation quand l'OM de Bernard Tapie joue contre les Bordelais de M. Bez. Entre les dirigeants, les joueurs et les sup-

porters de chaque ville, la tension est maximale. Il suffit alors d'une erreur grossière d'arbitrage ou, pis, de coups échangés entre deux joueurs sur la pelouse pour que les « tifosi » s'enflamment à cet exemple.

Les tentations sont également très fortes lors des rencontres dans des villes neutres. Les groupes d'amateurs sont hors de chez eux, dans une ville peu connue, et comme exotisés du rituel ordinaire. Ils peuvent tout se permettre. Lors d'un match OM-Bordeaux, à Paris, des supporters marseillais ont dévalisé une épicerie et ont bombardé de fruits mûrs des voitures de Bordelais. « Une telle manifestation serait impensable à Marseille ou à Bordeaux même », estime Christian Bromberger. Les coups d'Europe, au cours desquelles le supporter se déplace à l'étranger en terrain totalement inconnu, sont à cet égard particulièrement explosifs.

Quand les violences se produisent à domicile, estiment les ethnologues, elles sont les symptômes d'un malaise plus profond. « Les Marseillais redoutent toujours d'être dépossédés de leur équipe et de leur stade, explique Bromberger. Que les relations entre les clubs et les dirigeants de l'OM soient distendues, que ceux-ci renoucent à tout recrutement local, qu'ils installent dans les tribunes des loges et des boxes loués fort cher à des entreprises, qu'ils fassent évacuer le stade trop rapidement, et c'est la grève. Si l'OM gagne, les spectateurs acceptent, mais, si par malheur il perd, alors les supporters exaspérés et malheureux risquent

de manifester leur existence au besoin en prenant les gradins comme champ de bataille. »

Cette tendance est accentuée par la présence des ultras. Les extrémistes de tout bord — de droite ou de gauche — sont apparus sur les stades il y a une quinzaine d'années, en Grande-Bretagne, en Italie comme en France. Pas cadencés, tenue de combat, crânes rasés, salut fasciste à l'occasion, ils impressionnent.

« Pas de panique, dit Christian Bromberger. Ces gars sont des exhibitionnistes qui empruntent leurs symboles à un passé terrifiant. Mais ce sont avant tout des passionnés de foot. » Après trois ans d'enquête, les ethnologues sont en effet revenus de maintes préventions. Ils observent que les foules sportives sont fortement structurées, qu'elles pratiquent une belligérance symbolique, que les supporters ont davantage besoin de paraître, de gesticuler, que d'en venir aux mains. « Le stade est un théâtre où se célèbrent les vertus de la compétition et de l'égalité des chances, pense Bromberger. La collectivité y affirme sa cohésion au-delà de tous les clivages, de manière spectaculaire assurément, mais pacifique. »

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) L'équipe est formée de Christian Bromberger, Alain Heyat et Jean-Marc Morletti, auxquels s'est joint plus récemment Paul Dalmass. Lire un de leurs textes : « Allez l'OM, Forza Juve », dans la revue Terrain n° 3, publiée par le ministère des affaires culturelles, mission du patrimoine ethnologique, 4, rue de la Renque, 75002 Paris.

## BASKET-BALL : play-off

### L'élan d'un outsider

Seule équipe à avoir gagné à l'extérieur le mercredi 13 avril, en quart de finale aller du championnat de France, l'Elan béarnais Orthez (EBO) a pris une sérieuse option pour les demi-finales. Cette victoire sur le Racing, au stade Pierre-de-Coubertin, par 100 à 86, après prolongation, est de nature à redonner confiance au petit club pyrénéen après une saison en demi-teinte.

Finis les doutes, balayés les angoisses de ces dernières semaines ! Les Ortheziens ont enfoncé au fond des paniers parisiens à grand renfort de smashes et de lancers francs, sous les vivats d'un public acquis à leur cause. Pour l'EBO, le championnat de France vient de commencer. Désormais, l'extrême difficulté avec laquelle le champion sortant s'est qualifié pour ce play-off ne restera qu'une péripétie dans la vie du club. Même battu dans leur salle, le samedi 16 avril en match retour, puis éliminés mardi prochain à l'issue de la belle, les hommes de George Fisher conserveraient toutes leurs chances d'obtenir une place en Coupe d'Europe. Largement de quoi satisfaire Pierre Seillant, le président du club : « Je n'ai jamais demandé à mes entraîneurs d'être champions de France, rappelle-t-il, seulement d'être européens. »

C'est un rendez-vous qu'Orthez n'a jamais manqué depuis onze ans. Au début, les recettes supplémentaires des rencontres européennes étaient vitales pour le budget du club. « Cette année, rater l'Europe n'aurait pas été catastrophique grâce aux réserves constituées au cours des deux précédentes saisons », admet Pierre Seillant. Il n'empê-

che, on s'habitue. Traiter d'égal à égal avec Tracer Milan, Maccabi Tel-Aviv, Real Madrid et Barcelone, est un plaisir grisant auquel on ne renonce pas de gaieté de cœur.

Le souvenir de la fastueuse campagne européenne de 1986-1987 est encore dans les mémoires : inconnus de leurs adversaires au début de la saison, les Béarnais avaient terminé au troisième rang de la plus prestigieuse des coupes d'Europe. Par comparaison, leur contre-performance de cette année a pris des allures — injustes — de déroute.

#### Rebâtir une équipe

Pierre Seillant plaide la malchance : « Sans la blessure de Tom Scheffler, nous aurions pu accéder à la finale », affirme-t-il. Privé de son pivot américain et desservi par la réforme persistante de Freddy Hufnagel, son meneur de jeu, la formation béarnaise a, en effet, perdu certains matches d'un souffle. Aujourd'hui que la situation est en partie réglée, Pierre Seillant annonce, malgré tout : « L'équipe est à rebâtir. »

Trois pièces maîtresses ont manifesté l'intention de partir : Benkali Kaba, Daniel Haquet et Freddy Hufnagel. Ce dernier se trouve à l'étranger dans cette petite ville de onze mille habitants, trop calme pour son goût de joueur drille, trop limitée aussi pour ses ambitions. Après douze ans de séjour, c'est une révélation tardive pour ce garçon de vingt-sept ans considéré l'an dernier comme l'un des meilleurs d'Europe à son

poste : « Il essaie de se persuader que son avenir est ailleurs », dit Pierre Seillant. Il a laissé une semaine de réflexion à ses trois joueurs tout en se répétant comme si c'était un dicton local : « Être parvenu ne signifie pas être parti. »

Dans une semaine, chacun saura si Orthez sera ou non européen l'année prochaine. Et, pour le président de l'EBO, il sera grand temps de se lancer sur le marché des transferts ouvert très tôt cette saison : « Avant on pouvait bracoconner ici et là. Aujourd'hui, la chasse se fait en terrain découvert, et les prix montent car le gibier est rare, dit-il. Si l'on excepte les naturalisés, il y a peu de bons joueurs en France. Je crains que la progression du basket français soit artificielle. » Pour l'an prochain, Orthez ne recrutera que deux joueurs au maximum, Paul Henderson, le plus béarnais des Californiens, étant enfin autorisé à disputer les coupes d'Europe.

Mais, pour l'avenir, Pierre Seillant n'est pas loin de partager l'avis de Freddy Hufnagel : Orthez est décidément trop petit.

« La solution passe par un mariage, sinon d'amour du moins de raison, avec une collectivité locale plus importante ; pourquoi ne pas envisager de fusionner avec Pau, par exemple ? », lance-t-il. Pour lui, cette ville, distante de quinze minutes par l'autoroute, a beaucoup d'attraits et certains joueurs d'Orthez y habitent déjà. Toutefois, il n'exclut pas « un accord avec le privé ». Cette solution s'imposait, au-delà du sponsoring traditionnel, dans une forme de partenariat, comme la société Jet Services souhaite l'instaurer, par exemple, avec la Croix-Rouge olympique en « reprenant » l'équipe première du club lyonnais.

L'Elan béarnais Orthez n'est pas à vendre mais, seul, il ne pourra longtemps faire face à ses obligations dans un sport en pleine expansion. L'EBO est sans doute le seul club français à fonctionner sans subvention municipale. Les 70 000 F de la commune n'étaient qu'une goutte d'eau dans un budget voisin des 10 millions de francs. Cette année, la subvention est allée en totalité à la section football du club. « C'est ma fierté de penser qu'Orthez est à l'origine du boom médiatique que connaît le basket aujourd'hui », dit Pierre Seillant, même si, en contrepartie, les prix se sont envolés et si la motivation de certains joueurs a fondu sous les feux des projecteurs. Depuis deux ans au sommet, les Ortheziens reconnaissent volontiers qu'ils ont « un peu craqué sous la pression ». Les voilà à nouveau dans leur rôle favori : celui d'outsider.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

## HANDBALL : le Tournoi des Capitales

### L'arbitrage vidéo

SEUL, Berlin-Est, Bucarest et Paris ont rendez-vous au Palais omnisports de Bercy, les 16 et 17 avril, pour le désormais traditionnel Tournoi des Capitales. Sous cette appellation, l'épreuve oppose en fait de véritables sélections nationales.

L'équipe de Corée du Sud, révélation du dernier championnat du monde A à Zurich, sera la principale attraction du tournoi, qui est pour elle, comme pour la sélection de RDA, une étape de préparation en vue des Jeux olympiques. Bucarest sera représentée par l'équipe nationale de Roumanie qui disputera, ainsi que la France, le championnat du monde B en 1989 en France.

Pour tenter de succéder au palmarès du tournoi à Zagreb (1984) et à Copenhague (1986), Paris a battu le rappel de tous les meilleurs internationaux français.

Le Tournoi des Capitales sera aussi le théâtre, samedi à 14 h 30, d'une expérience d'arbitrage vidéo, un système déjà utilisé par le football américain aux Etats-Unis et par le hockey sur glace au Canada. Muni d'un petit émetteur-récepteur, l'arbitre principal est relié en perma-

nence à la régie. En cas de doute, il pourra visionner la faute sur trois écrans de contrôle sans que le match soit pour autant arrêté plus de quelques secondes.

Cette première expérience dans le monde des sports collectifs de salle en France aura-t-elle des prolongements ? Vice-président de Paris-Ouest de la Ligue et organisateur du tournoi, Christian Picard est persuadé que « la vidéo viendra un jour en soutien de l'arbitrage dans les sports collectifs. Il serait bien que le handball apparaisse comme un précurseur, même si les instances fédérales ne sont pas encore mûres pour étendre ce genre d'expérience ».



Sur une phase de jeu confuse, la vidéo pourrait venir au secours de l'arbitre de handball.

### LES HEURES DU STADE

<b>Athlétisme</b> Marathon de Londres, 25 Kilomètres de Paris, 20 Kilomètres de Bordeaux et Marathon de la francophonie à Gagny. Dimanche 17 avril.	<b>Golf</b> Open de Carnée - Mougins. Jusqu'au dimanche 17 avril.	<b>Natation</b> Championnat de la CEE. Samedi 16 et dimanche 17 avril à Luxembourg.
<b>Basket-ball</b> Championnat de France. Quarts de finale retour. Samedi 16 avril à 20 h 30, sauf Orthez-Racing à 15 h (A2, direct).	<b>Handball</b> Tournoi des Capitales. Samedi 16 et dimanche 17 avril à Paris-Bercy (Canal Plus, samedi à 16 h 30, direct ; FR3, dimanche à partir de 14 h 30, direct).	<b>Escrime</b> Challenge Duval au fleuret. Samedi 16 et dimanche 17 avril à Paris.
<b>Cyclisme</b> Liège-Bastogne-Liège. Dimanche 17 avril (La 5, à partir de 15 h 35, direct). Gand-Wevelghem, mercredi 20 avril.	<b>Karaté</b> Championnats de France individuels. Samedi 16 et dimanche 17 avril à Paris-Coubertin.	<b>Ski alpin</b> Kilomètre lancé. Samedi 16 et dimanche 17 avril aux Arcs.
<b>Football</b> Championnat de France. Première division (32 <sup>e</sup> journée). Samedi 16 avril à 20 h 30, sauf	<b>Tennis</b> Tournoi de Nice. Jusqu'au dimanche 17 avril (FR3, dimanche à partir de 14 h 30, direct). Open de Monte-Carlo. Du 18 au 24 avril (FR3, tous les jours à partir de 13 h, direct).	<b>Voile</b> Trophées des multicoques. Jusqu'au dimanche 17 avril à La Trinité-sur-Mer.

du 1<sup>er</sup> au 30 avril

**Série spéciale Club**

vosre 205 XT, XS ou GTI

ou vosre 309 GTI

intérieur complet en cuir

sans supplément de prix\*

en livraison immédiate

\*Prix tarif Peugeot au 31 janvier 1988 ; Livraison immédiate selon les options choisies.

**NEUBAUER**

227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

# Le Monde SANS VISA



Que reste-t-il des traces de ce rêve des métaux rares qui, trois siècles durant, hanta l'Amérique du sud et ses conquérants venus d'Europe ? De la Colombie au Paraguay, entre la Caraïbe et la Plata, le souvenir et la légende ne survivent pas seulement ; la grande aventure de la terre américaine se perpétue.

## Sur les routes de l'or et de l'argent

par Olivier Barrot

**O**n ne retourne pas impunément aux traces de Pizarro et de ses compagnons, à la recherche de la contrée fabuleuse que Francisco de Orellana baptisa Eldorado. Si les périls d'aujourd'hui sont plus les nôtres, on éprouvera parfois, à parcourir l'Amérique du Sud d'après la conquête, le sentiment rare d'aborder l'inconnu. Emotions singulières en terres févresques : distances, alternances de climats, différences de population, temps élastique, prolongent la vocation aventurière du continent méridional.

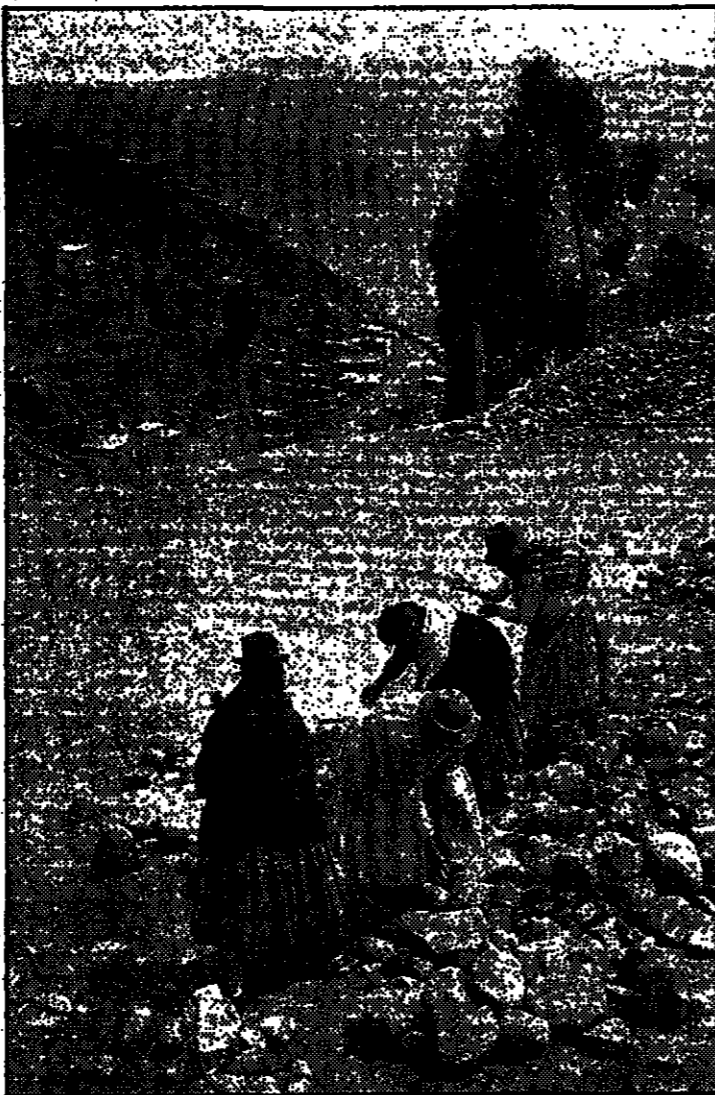
Ils étaient presque tous partis de Cadix, les conquistadores qui, pour la gloire de Charles-Quint, vainquirent en trois lustres le Mexique aztèque et le Pérou inca. C'est là-haut, par Carthagène au pied de l'isthme de Panama, que s'ouvrit, à partir de 1533, l'une des routes de l'or, celle de la Nouvelle-Grenade, qui ne devint Colombique que trois siècles plus tard.

### Midi à Carthagène

Carthagène, ville enceinte, toujours assiégée par Anglais et Français, distille aujourd'hui encore les insistants parfums carabes. Noirs, Indiens et créoles mêlés depuis l'histoire espagnole demeurent dans ces maisons à balustrades blanches, ornées de vantaux et de portails de bois nu. Comme à Gênes, comme à La Havane, de petites échoppes peignent les placettes à statues équestres, ombrées d'arbres aux feuilles cireuses où jacsent les foules d'oiseaux multicolores. Que vient midi, et tout cesse. Lorsque les croisées se ferment, silence et ombre prévalent dans les foyers, tandis qu'au-dehors la lumière blanche assomme.

Tout à l'heure, de la citadelle que domine le monastère de La Popa, le port et la lagune émergent de la brume de chaleur. Le petit garçon à la peau noire, venu d'en bas à pied en pèlerinage, se repose au frais dans l'église. « Français », devine-t-il, et de citer Michel Platini.

Née Santa-Fé-de-Bogota, peu après Carthagène, la capitale de la Colombie conserve autour de



l'obligatoire plaza Bolívar un quartier colonial où patios, balcons, azulejos et rues pavées célèbrent le glorieux passé de la conquête, toute éblouie d'émeraude, de platine et d'or. Les Indiens en avaient fait des merveilles aussi pures que le métal, et dont la révélation progressive, dans le péonisme raffiné du Musée de l'or, confère une vertigineuse ivresse.

L'Equateur subit la malédiction de son voisin du sud. Envahi au XV<sup>e</sup> siècle par les Incas de Cuzco, rattaché après la conquête à la vice-royauté du Pérou, il a été dépeuplé en 1941 par Lima d'un bon tiers de son territoire. Mais ce petit pays à forte densité indienne, flanqué au large de son bord Pacifique des anachroniques îles Galapagos, manifeste de

curieuses particularités : qui s'en étonnerait, puisque la ligne de partage des deux hémisphères de notre monde passe en son cœur ?

Quito, sa capitale nonchalante, perchée à près de 3 000 mètres sur les pentes du volcan Pichincha, abonde en traces de l'Espagne : église, théâtre, maisons blanches à volets bleus, espagnoles parcourues d'Indiens au pas mesuré, que l'altitude a depuis toujours habitués au ménage.

« Lourdemment chargés marchent les Indiens dans cette ville, collés dans un cratère de nuages. Où va-t-il, ce pèlerinage voilé ? Il se croise et s'entrevoit et monte, rien de plus. C'est la vie quotidienne. Quito et ses montagnes. » (Henri Michaux). Le calme équatorien est fils de cet environnement volcanique, de ces sommets enneigés de

6 000 mètres aux noms de poèmes, Chimborazo, Imbabura, Cotopaxi, dont les versants fertiles produisent le maïs, le café et les fruits aux goûts inconnus, guayabas, chirimoyas, cayambas, capullis.

Villes blanches, lacs outremer, l'économie de mots et la timidité indiennes. Dans les marchés, odeurs et couleurs assaillent, les sous s'apaisent. A Chordeleg, bourg d'orfèvres aux ateliers innombrables, le cours du temps s'est ralenti avec le silence installé. A Cuenca la studieuse, où l'on fabrique les couvre-chefs « panama », on n'entend depuis les anciennes demeures coloniales que la mélodie sourde et régulière des lavandières : le linge coloré comme des oriflammes sèche au bord de la rivière.

Au rebours, c'est bien notre monde qui règne à Guayaquil, le grand port, la grande ville équatorienne du Pacifique, noyée sous ses lourdes pluies tropicales. En serait-ce même comme l'image de la fin ? Perdus de misère, défoncés de toutes parts, ravagés par les eaux débordées, Guayaquil fait peur. Mais cela n'est rien : la peur, la vraie, c'est celle qu'inspire à nouveau depuis sept ans la fièvre de l'or.

A Nanvija, tout au sud du pays, dans les hauteurs montagneuses qu'on n'atteint qu'après des heures d'escalade à dos de mule, par des sentes étroites bordées par le seul précipice, si haute que les nuages l'obscureissent et que la pluie y demeure, la mine d'or à ciel ouvert de Nanvija, nouveau Klondike, draine des familles indiennes entières sur cette montagne sans loi. Les baraques en planches à même le sol délimitent les concessions de cette ville folle secouée par les explosions et les hurlements. Les morts, hommes et bêtes, sont légion, les risques innombrables, l'enrichissement aléatoire.

### Lima la frénétique

Le Pérou abrita la capitale de l'or inca. Il est à présent bien mal en point, et ce siècle lui est cruel. Nulle part comme à Lima, en Amérique du Sud, n'affleure ainsi la détresse enserrée par des dieux bas, plombés, moites. Enorme agglomération, l'ancienne métropole de la vice-royauté fondée par

Pizarro a l'attrait tumultueux de l'excessif : elle renferme comme Buenos-Aires certaines des plus belles avenues du continent, bordées de vastes constructions à l'europpéenne et de rappels monumentaux de sa splendeur.

« C'est le matin, écrit Paul Morand, qu'il faut se promener dans le vieux Lima, sous les balcons qui surplombent la rue comme des moucharabieh, anciennes maisons grillées comme des ménageries, cours, fenêtres ; et les jardins eux-mêmes sont enfermés comme des bêtes fauves. Au bout des rues d'un blanc doré aux angles vert d'eau, aux étages rosâtres, les Andes hautes et sèches comme un os de martyr, ferment le paysage. Irrationnelle, excessive en tout, Lima vole et vend tout : sa frénésie épuisante n'est pourtant pas sans charme.

### La Paz vue de haut

Plus encore que l'Equateur, la Bolivie a souffert de son voisinage : en un demi-siècle, elle a dû concéder la moitié de son territoire originel au Chili, au Brésil et au Paraguay. Enclavée dans l'altitude andine qui fait de La Paz la capitale la plus élevée du monde,

à près de 4 000 mètres, la Bolivie demeure terre aux trois quarts indienne, peu métisée ; mais ce n'est pas sans surprise qu'on y découvre une omniprésente immigration d'origine allemande, installée en Bolivie depuis la crise des années 20 et renforcée un quart de siècle plus tard par d'autres compatriotes.

L'argent, l'étain, le pétrole, la coca ont successivement fait la fortune du pays. Fortune inégale, mais la Bolivie, pauvre, n'est pas misérable comme le Pérou. Elle laisse parfois stupéfait l'effet de l'altitude, qui au sens propre coupe le souffle, effleure des paysages et des situations.

La Paz : l'aéroport d'El Alto est plus haut encore que la ville, et voici que s'amorce la descente à sa rencontre. Un virage, et sur la droite en contrebas, la même vision que celle qu'eut le géographe français Alcide d'Orbigny en 1834 : « Quelle ne fut pas ma surprise de trouver, au bord d'une vaste interruption, une gorge immense et profonde au fond de laquelle à mes pieds je vis la ville de La Paz, ses églises, ses toits couverts de tuiles rouges et jusqu'à ses habitants qui, à plus de 800 mètres en dessous de moi, paraissaient des fourmis. »

(Lire la suite page 14.)

### CLUB SANGHO SKANES

(Près de Monastir)  
Au bord d'une plage de sable blanc

Une semaine à partir de

**3.150 F**

Tout compris Paris/Paris

### TUNISIE CONTACT

SEJOURS - WEEK-ENDS - VOYAGES SUR MESURE

**42 96 02 25**

Documentation gratuite

**TUNISIE CONTACT**

30, rue de Richelieu  
75001 PARIS  
110. A861

سكزا من الاجل

VOYAGE

Sur les routes de l'or et de l'argent

(Suite de la page 13.)

A la nuit tombante, le spectacle est plus saisissant encore : la masse sombre et neigeuse de l'Ilampu et de l'Ilimani tapisse le fond du décor rouge encore de l'empreinte solaire, tandis que s'allument un à un les cent mille foyers de la ville. En chacune de ces modestes maisons brillera pour des heures la même lumière. La Bolivie des hommes est terre d'humilité, si la nature qui l'exhausse sacrifie, elle, à la mesure.

Sur l'altiplano, ces hauts plateaux sans fin posés à 3 000 mètres, les maisons sont en adobe, brique de terre séchée et friable. Les maisons de terre n'ont toujours beaucoup touché, comme si les saints y habitaient (Michaux). Loïn dans la lande se détache la silhouette d'une enfant bergère vêtue du poncho et de la jupe aux teintes éclatantes. Moutons, bovins, ânes, cochons noirs s'égaillent autour d'elle. Plus loin, vers le lac Titicaca, l'une de ces terres étendues d'eau vis-à-vis, dit-on, de la Lune, à cheval sur Pérou et Bolivie, se sont rassemblés pour leur marché annuel les éleveurs de lamas gris, beiges ou noirs.

Tout de suite, je les ai aimés, ces lamas avec leurs yeux lan-

guissants et mouillés, leurs petites oreilles droites en cornes d'escargot, leur cou mobile qui pivote comme celui d'un oiseau, leur grosse croupe de dame, leur corps élégant caché sous une laine épaisse. (Morand.) Là encore, sous le ciel clair parsemé de nuages flottant à peine au-dessus des hommes tant est présente l'altitude, le silence et les gestes de paix s'imposent.

Oruro et Potosi arborent la fierté de leur sous-sol, l'argent de naguère, l'étain d'aujourd'hui. C'est un enfant qui mène la visite au creux de la terre, dans l'humidité torride et aveugle, et ce n'est que normal, ce sont des enfants aussi qui, avec leur père, perforent à longueur d'année la veine métallifère.

Les colons d'Asuncion

Comment s'étonner que la fibre politique habite le peuple bolivien, qui a connu près de deux cents coups d'Etat en un siècle et demi d'indépendance, et dont le chef Melgarejo, modèle de Drieu La Rochelle pour l'Homme à cheval, prétendit voler au secours de la Commune de Paris insurgée ? On croisera souvent, dans les rues montagneuses et épuisantes de

la Paz, des escouades d'anciens combattants et de veuves de la désastreuse guerre du Chaco : plus de cinquante années après, ils ne sont pas guéris de l'humiliation de la défaite et pressent l'armée de partir aux frontières reconquérir un accès à la mer, le pétrole et l'honneur perdus.

Enfin, l'in vraisemblable Paraguay, terre démente. Rien n'y ressemble à ce que l'on peut connaître de l'Amérique latine. Sans façade océanique lui non plus, le Paraguay fut la patrie des tribus Guarani, évangélisées par les jésuites pendant deux siècles et qui ont légué au pays le nom de sa monnaie et sa deuxième langue officielle. Capitale d'une république aujourd'hui « blanche » comme l'Argentine, Asuncion regorge de villas hollywoodiennes et de larges artères éclairées à giorno. Avec ses avions de ligne vétustes et punctuels, doublés d'une impressionnante flottille privée, avec ses colons venus d'Europe et du Japon, son système fiscal des plus compréhens-



sifs, le Paraguay du Parti colorado et de son éternel candidat, le général-président Stroessner, au pouvoir depuis trente-quatre ans, s'est transformé en un paradis du hors-taxi. Tout est à vendre, comme le pays lui-même, dans cet emporium oublié.

Un nouvel Eldorado, sans or celui-là ? L'antique chemin de fer à vapeur alimenté au bois qui relie en une vingtaine d'heures Asuncion à Encarnacion donne le change. Le Paraguay accueille les aventuriers venus chercher fortune dans les étendues du Chaco

dévotus à l'élevage, et célèbre le culte officiel et unilatéral de son lida, comme ailleurs celui voué naguère à Peron ou à Bourgiba.

Un barrage et des chutes

Il a offert son nom à l'aéroport de la capitale comme à la ville-frontière avec le Brésil. Les grandes agglomérations du pays s'intitulent Mariscal (maréchal) - Estigarribia ou Coronel (colonel) - Oviedo ; à Asuncion, l'avenue Franco est parallèle à l'avenue Benjamin-Constant, l'université catholique est sise dans une ancienne prison.

Lieu de passage entre le monde andin et celui de la Plata, le Paraguay recèle deux merveilles, l'une fille de l'autre. Les chutes d'Iguazu, en forêt tropicale frontalière du Brésil et de l'Argentine, se déversent dans le rio Parana paraguayen : on y tourne Mission.

En amont, au partage des eaux entre Brasilia et Asuncion, le barrage d'Itaipu serait le plus puissant du monde. Il permet au Paraguay d'exporter de l'électricité, de maintenir son taux de croissance et, seul ou presque dans ce cas au sud du Rio Grande, d'ignorer l'endettement.

On est, au Paraguay, à égale distance du Pacifique et de l'Atlantique. Pour regagner l'Europe, le Brésil avec son génie peut clore le voyage, par la droite logique. Devoir partir ? - Dès que la décision en est prise, quand il ne s'agit plus d'une perspective d'avenir plus séduisante qu'indéfinie [...], il se peut que l'idée de partir soudain nous fasse horreur - vient de notre Jacques Réda. Nous reviendrons par Fouest et le port chilien d'Antofagasta : un nom aussi parfait, on n'y résiste pas.

OLIVIER BARROT.

Carnet de route

Y ALLER

Tous les pays d'Amérique du Sud, à l'exception du Pérou, de l'Argentine et de l'Uruguay, exigent un visa des ressortissants français : aucune vaccination n'est requise.

Nouvelles Frontières propose les formules de voyage organisées les mieux adaptées au continent sud-américain. En particulier d'exceptionnels circuits mixtes Colombie-Equateur-Galapagos, Pérou-Bolivie-Brazil ou Argentine, Pérou-Bolivie-Chili-Bolivie et même trekking au Pérou (de 12 000 à 20 000 FF environ, selon le voyage et le logement choisis, départs de juin à novembre). Nouvelles Frontières a son siège au 87, boulevard de Grenelle, Paris (16<sup>e</sup>), tél. : (1) 42-73-05-88. Nombreuses agences à Paris, en province et à l'étranger.

Pour le voyage seul, Nouvelles Frontières offre Paris-Lima AR en vols réguliers (5 600 à 6 800 F), Paris-Bogota AR (5 600 à 5 900 F), Paris-Quito AR (5 700 à

6 300 F) : les prix varient selon le date et la durée de validité du billet.

Air France dessert Bogota, Quito et Lima depuis Paris à des tarifs excursion ou visite respectifs de 10 700, 12 000 et 7 000 FF AR.

Filiales d'Air France, Jumbo organise des vols charter vers Bogota, Quito et Lima (6 200 FF AR) et Air Tours des circuits péruviens (de 10 000 à 13 000 FF) et équatoriens (de 12 000 à 20 000 FF env.).

LIRE

Les « Petite Planète » Bolivie, Pérou et Colombie (Seul).

Les guides Nagel Pérou et Bolivie.

Les citations de l'article proviennent d'Ecuador, d'Henri Michaux (Gallimard, 1929, rééd. 1987), d'Air Indes, de Paul Morand (Grasset, 1932), et de Recommandations aux promeneurs, de Jacques Réda (Gallimard, 1988).

CIRCUITS-PRÉSTIGE FJORDS ET CAP NORD AVEC CROISIÈRE A BORD DE L'EXPRESS COTIER

14 jours PARIS/PARIS pour découvrir la NORVÈGE dans les meilleures conditions.

Demandez la brochure SCANDITOURS à votre agent de voyages ou à SCANDITOURS 10, rue Anber, 75009 PARIS - Tél. : (1) 47.42.80.00

La qualité scandinave SCANDITOURS

**MONTAGNES & DÉSERTS**  
VOYAGES A PIED  
EXPÉDITIONS  
NOMADE  
AVENTURE

**RÉSIDENCES** CAMPAGNE MER MONTAGNE  
LOUE À FRÉJUS (Var)  
Dans VILLA avec JARDIN, un APPARTEMENT pour 4 personnes.  
Juin, juillet, août, septembre.  
Tél. (16) 94-51-02-02.

**ABANO TERME**  
Des vacances pour une semaine en forme  
HOTEL TERME MILANO  
HOTEL TERME BOLOGNA  
1-35031 ABANO TERME-ITALIE TELEX 45178 HOT BOL I  
Deux hôtels situés au centre d'Abano T., munis de tout confort moderne : chambre avec salle de bains, balcon, 4 piscines (couvertes et au plein air) avec eau thermalisée, court de tennis, parking privé, établissement de cure relié aux étages, grand parc et jardin. Le traitement thermal est indiqué dans les cas suivants : arthrose, séquelles du traumatisme articulaire aigu, névralgies, sciatalgies, névrose, myalgies, séquelles de luxations, de fractures, etc.  
FORAÏT 14 JOURS PENSION AVEC RUCIÈRE  
HOTEL MILANO FF. 5250 HAUTE SAISON  
HOTEL BOLOGNA FF. 4995 FF. 5320 BASSE SAISON  
Renseignements et réservations, direct, aux hôtels ou dans le Bureau de Voyages CIT et Donatelli

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE  
UNIVERSITÉ DE VIENNE  
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS  
3 sessions de 11 semaines  
du 24 septembre 1988  
Cours pour débutants et avancés (6 degrés)  
Le baccalauréat de langues  
occasions, soirées  
(âge minimum 16 ans)  
Droit d'inscription  
et de cours pour 4 semaines :  
AS 2780.-F (sew. 1 360.-F)  
Prix inscription (inscription, cours, chambre) pour 4 semaines :  
AS 7 660.-F (sew. 3 490.-F)  
INSCRIPTION, PROGRAMME DÉTAILLÉ, RÉPONSE  
INTERNATIONALE SOCIÉTÉ DE LANGUES  
A 100 RUE UNIVERSITAIRE

(Publicité)  
**Inoubliable week-end !**  
au WALDORF ASTORIA DE NEW-YORK avec CONCORDE  
Départ le 9 juin sur Boeing 747 Air France. Retour le 12 juin en Concorde, à partir de 14 900 F. Aircom : 93, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 45-22-86-46. Télex 643-780 F. Lic. 175001.

**Grand Concours**  
"Découvrez l'Europe de 1992."

**Le Monde le GUIDE du ROUTARD AIR FRANCE**  
11<sup>e</sup> QUESTION  
PARMI ces 3 endroits de Paris, quel est celui où l'on peut découvrir le plus grand pan de la muraille de Philippe-Auguste ?  
(Grand Louvre - Parking Forum-des-Halles - Parking Mazarine)  
L'INDICE DU « MONDE »  
VOUS n'aurez pas de difficultés pour garer votre voiture avant de visiter.

12<sup>e</sup> QUESTION  
AIR FRANCE est la compagnie aérienne qui dessert - en vols réguliers - le plus d'échelles en Europe. Quel sera, au 1<sup>er</sup> avril 1988, le nombre de ces échelles (territoire national exclu) ?  
L'INDICE DU « MONDE »  
EN 1987, il existait 72 échelles. En 1988, le réseau s'est étendu.

Les questions 13 et 14 et leurs indices seront publiés dans le Monde du vendredi 22 avril (daté 23).  
Bulletin réponse et question subsidiaire dans le Monde du vendredi 6 mai (daté 7).  
**GAGNEZ 40 BILLETS AIR FRANCE**  
sur 20 destinations européennes et des Guides du routard

**LE CANADA. 0,19 F**  
LE KILOMÈTRE/AIR, SERVICES COMPRIS  
WARDAIR offre à ses passagers le confort et le sérieux d'une compagnie internationale : la fameuse classe Wardair. Nappe blanche, porcelaine, apéritif, vin et digestif à volonté.  
Les trois vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir de 2.100 F soit 0,19 F le kilomètre/air, services compris. Si l'envie vous prend de voyager en classe affaires dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera que 3.100 F.  
Avec Wardair, découvrez Toronto, Montréal, Québec, découvrez le Canada, le pays de l'émotion.  
Pour vos réservations, contactez votre agence de voyages ou le 42.61.54.24.  
WARDAIR HOLIDAYS



## Des concerts dans le paysage

En Grande-Bretagne, la musique se met au vert. Symphonique, elle s'écoute dans des « concert halls » joyeux ; folklorique, elle se joue dans la convivialité d'un concert pour ainsi dire agrée. C'est la musique aux champs. Solennelle ou familière, la musique, c'est le plaisir de Landscape and Music Tours (10, Frederick Road, Fishbourne, near Chichester, West Sussex PO19 3JQ, Grande-Bretagne, tél. : 243-77-89-05). Un plaisir partagé puisque ce spécialiste pour l'Angleterre propose à ses hôtes étrangers des circuits qui s'accommodent des goûts individuels : couples pour six personnes au plus, ils se promènent en sursurplément d'un lieu à l'autre, au gré des festivals.

Ainsi, du 16 au 26 juin, les amateurs pourront écouter, à Londres, la Flûte enchantée, de Mozart, par l'English National Opera ; ou le Couronnement de Poppée, de Monteverdi ; un concert Mozart, Beethoven et Brahms au Royal Festival Hall ou un concert de jazz avec Stéphane Grappelli, au Barbican Centre. Puis, en sera, à Stratford-upon-Avon,

*Much Ado About Nothing* (Beaucoup de bruit pour rien), de Shakespeare. Plus cap sur Aldeburgh, pays de Benjamin Britten, sur la côte du Suffolk, pour un festival d'opéra, de musique instrumentale, contemporaine et de chambre, de haut niveau, avec la participation, notamment, de Murray Perahia, A. Edmunds, ensuite, Mozart, Vivaldi (les Quatre Saisons) et Schubert (Messe en si mineur) ; au Festival de York, masterclasses, répétitions et concerts de l'Endymion Ensemble et représentation du London Contemporary Dance Theatre. Deux jours, enfin, parmi les collines boisées et les pâturages de Ludlow, pour le festival annuel qui a lieu dans le château normand de ce gros bourg gallois.

Du printemps à l'automne, Landscape and Music Tours organise plusieurs circuits à l'écoute de toutes les musiques : les grandes formations (Scottish Chamber Orchestra, Royal Philharmonic) et ensembles plus originaux (concert-fu d'artifice par le Band of the Royal Artillery et musique particulière de Gilbert and Sullivan) sans oublier les célèbres Proms du Royal Albert Hall à Londres ; et le 42<sup>e</sup> Festival d'Edimbourg. Par personne en chambre double : 11 000 F

environ, tout compris, en pension complète (hôtels 3 ou 4 étoiles, meilleures places aux concerts). Ajouter 1 000 F en chambre simple.

## Tropiques au nord

Un village où l'on ne circule qu'à bicyclette, regroupé autour d'un lac et d'une bulle tropicale où l'on se baigne toute l'année dans une eau à 30 degrés, c'est ainsi que se présente le Center Parc situé à Vossameren, à la frontière de la Belgique et des Pays-Bas. Onze villages sont construits sur le même modèle : huit en Hollande, deux en Belgique et un en Angleterre. Un autre Center Parc, les Bois francs, doit ouvrir le 1<sup>er</sup> juillet prochain à proximité de Verneuil-sur-Avre, en Normandie (à 120 km de Paris).

Tous proposent de courts séjours : une semaine, un week-end ou un mid-week (du lundi au vendredi). Le prix forfaitaire comprend le location de la maison et l'entrée à la piscine et aux jeux d'eau. De nombreuses autres activités sont proposées à la carte : tennis, squash, bowling, remise en forme, bicyclette, etc. En haute saison, pour quatre personnes, un week-end de quatre jours, du vendredi au lundi, coûte 1 930 F, un milieu de semaine, 1 780 F et une semaine, 4 160 F.

La formule Center Parc, née en Hollande, connaît un franc succès en Europe du Nord. Les onze villages ne dépassent pas et le taux d'occupation atteint 90 % sur l'ensemble de l'année. Renseignements : Center Parc, 17-19, place de Catalogne, 75014 Paris. Tél. : 43-35-21-21 et agences Sélectour.

## Art contemporain à Bâle

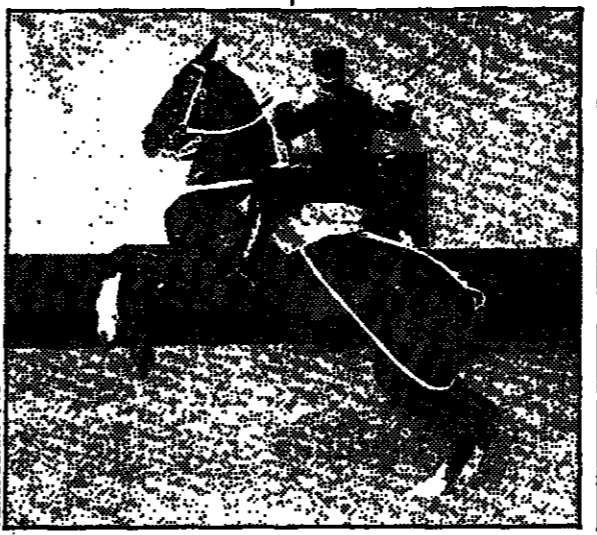
La Foire internationale d'art contemporain de Bâle a lieu du 15 au 20 juin. Agence de développement culturel, la société ABCD, 6, rue Danville, 75014 Paris, tél. : 43-20-73-73) lui consacre un voyage artistique qui devrait permettre des rencontres personnelles et de haut niveau entre les acteurs du marché de l'art contemporain : artistes, directeurs de galeries, collectionneurs et amateurs.

Rendez-vous est pris le mardi 14 juin. Un vol Paris-Bâle met les participants à pied d'œuvre. Après-midi libre avant l'inauguration de la foire réservée aux spécialistes mais ouverte aux participants à ce voyage, auxquels on offre également la possibilité de prendre part au dîner qui réunira les artistes. Le lendemain, Jean-Luc Chalumeau, critique d'art et directeur de la publication *Visa International*, guidera la visite de la foire et donnera

une conférence sur les tendances de l'art contemporain et le marché de l'art. Une visite guidée du Musée des beaux-arts de Bâle — qui possède des toiles de Braque et de Barnett Newman — marquera la troisième et dernière journée. Le Musée d'art contemporain abrite, lui, Franck Stella, Carl André et Donald Judd. Forfait de 4 500 F tout compris.

## Saumur et le Cadre noir

Pour amateurs de sauts et d'obstacles, de croupades et d'exercices de haute école, un voyage est organisé à Saumur du 28 avril au 1<sup>er</sup> mai, où les fervents pourront assister à deux manifestations dans le même week-end : le concours complet international TDK de Saumur et l'une des quatre représentations annuelles du Cadre noir (lacrée de gale). Plusieurs formules sont proposées. Les prix tournent autour de 1 400 F pour les trois jours. Informations auprès de Leslie Aach Communication, 3 bis, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris, tél. : 48-49-45-65.



## A deux à Sumatra

C'est la meilleure période (d'avril à octobre) pour aller en Indonésie : la saison sèche commence et la lumière est très belle. Asia (3, rue Dante, 75005 Paris, tél. : 43-26-10-35 et dans les agences de voyages), qui connaît bien cette région, propose un voyage à deux, sur trois îles, en totale autonomie (voitures particulières avec chauffeur). Cette Indonésie « essentielle » parcourt successivement Sumatra, Java et Bali. Un vol KLM joint Paris à Sumatra, via Amsterdam. Medan, capitale de Sumatra, sa grande mosquée et le palais du sultan, l'île de Samosir avec les anciennes

tombe royales du village de Tomok et à Java, Yogyakarta, Borobudur, le plateau de Dieng (2 000 mètres d'altitude) et ses temples hindouistes du septième siècle, Surakarta et trois jours libres à Bali constituent l'essentiel du voyage.

Le forfait (15 jours, 12 nuits), entre le 1<sup>er</sup> mai et le 30 juin, coûte 13 145 F par personne en chambre double sur la base de deux personnes voyageant ensemble. Ce prix comprend les vols, l'hébergement, la pension complète du 1<sup>er</sup> au 9<sup>e</sup> jour, la demi-pension, ensuite, à Bali, les visites et les excursions mentionnées, l'assistance d'un guide parlant anglais. Des extensions sont possibles de Bali vers les petites îles de la Sonde ou vers les Cébes, à des prix variés.

AGNES & DEVI  
LES A PIED  
EXPOSITIONS

DENCES

19F  
COMPRIS

DAVI

**POUR CEUX QUI CROIENT AVOIR TOUT VU :**  
**LE RHIN AVEC KD!**

Il y a encore des choses à découvrir dans la vie !  
Pour apprécier le charme et la majesté des sites, pour vous détacher sans partir aux antipodes, pour vous détendre dans une atmosphère privilégiée, embarquez-vous sur la KD!

Dès aujourd'hui, mettez le cap sur votre agence de voyage.

Pour recevoir gratuitement notre brochure 1988, merci de nous adresser votre carte de visite en précisant le nom du journal et la date de parution :  
CROISIRHIN-KD 8, rue du Fbg Saint Honoré 75005 PARIS - Tél. : (1) 47-42-52-27

**LA CROIX DU SUD**  
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS  
Tél. : (1) 42-61-82-70 - Licence A 681

**DECouvrez LA NOUVELLE-ZELANDE**

**VOYAGE UNIQUE**  
12 novembre ou 13 décembre 1988  
Tout compris en demi-pension  
**33 500 F**

**Aller en Finlande, c'est renaître**

IL y aura le soleil presque sans arrêt dans le ciel. Juste devant vous l'un des 180 000 lacs de Finlande, ourlé de sable. Au-dessus passeront les grands oiseaux du Nord et à peine de vue, tout autour, ce sera la forêt. Vous serez comme un Robinson, attentif aux bruits silencieux de l'air, de l'eau et du feu que vous allumerez le soir. Vous ne vivrez plus hors de la nature, mais en elle, vous y respirant chaque jour davantage.

Au grand Nord, en Laponie, vous aurez le sentiment de posséder le monde à vous tout seul, tellement l'espace y est grand et vierge ; les rennes y sont toujours plus nombreux que les hommes.

Venez : nos « paquebots-ferries » ont le luxe et le raffinement des transatlantiques. D'Allemagne de l'Ouest en Finlande ou de Suède en Finlande : Finnjet - Silja Line (Scanditours) ; de Suède en Finlande : Viking Line (Bennett Voyages).

Office du Tourisme de Finlande, 13 rue Aubert, 75009 PARIS  
Tél. : 42 66 40 13 Minitel 36 16 Finlande

Nom .....  
Adresse .....

**Finlande**  
naturellement vôtre

**CHINE**

**Les "Samedis de la Chine" : journées de conférences et projections de films documentaires sur l'histoire, l'actualité et les traditions chinoises, réalisées grâce à la participation des meilleurs sinologues.**

**PROCHAINS RENDEZ-VOUS :**

**BORDEAUX**  
samedi 23 avril, Athénée Municipal,  
Place Saint Christoly  
33000 Bordeaux

**PARIS**  
samedi 4 juin, Club des Arts et Métiers,  
9bis Avenue d'Iéna  
75016 Paris

**UNE JOURNÉE EN CHINE A BORDEAUX**

- 9 h 15 : Présentation.
- 9 h 30 : Introduction générale à l'histoire de l'art par CHANTAL LIZARD, sinologue.
- 11 h : La vie quotidienne en Chine, par MARIE HOLZMAN, journaliste et sinologue. C'est une véritable révolution que connaît actuellement la société chinoise, et c'est dans la vie quotidienne que ce bouleversement est le mieux perceptible.
- 12 h : Pause déjeuner. Une liste des meilleurs restaurants chinois des environs sera distribuée aux participants.
- 13 h 30 : Shanghai ou l'Occident en Chine, la ville de "La condition humaine" présentée avec une projection de diapositives par ALAIN ROUX, directeur du département de chinois de l'université de Paris VIII.
- 14 h 45 : Le Journal d'un ethnologue. Film de PIERRE FAYE, sinologue. Un document unique sur les traditions chinoises telles qu'elles se perpétuent dans les campagnes, les monastères bouddhistes et taoïstes, les montagnes sacrées.
- 16 h : Voyager en Chine. L'équipe de CARREFOUR DE LA CHINE présentera les différents sites et les différentes façons de découvrir ce pays-continant.

**PARIS**

**CONNAISSANCE DE LA CHINE ET PRÉPARATION AU VOYAGE**

**GRANDE SALLE**

- 10 h : L'écriture chinoise, conférence avec projection d'un film, par Jacques GUYOT, professeur au Collège de France.
- 11 h 15 : Vivre en ville, par MARIE HOLZMAN, journaliste et sinologue.
- 12 h 30 : Dîner libre
- 14 h : La voie du milieu dans la société Tibétaine d'aujourd'hui par FRANCIS LAGRANGE, tibétologue.
- 15 h 15 : Oasis de la Route de la soie par SOVIE BACHULIN et LUC FOSSEMYER, reporters-photographes, de retour d'une mission de coopération scientifique dans le Taklamakan.
- 16 h 30 : Vie quotidienne et loisirs en Chine, Comment voyager les chinois par PATRICK DE BISS, correspondant à Pékin de 1984 à 1987 pour le journal Le Monde.

**PETITE SALLE**

- Conférence Voyager en Chine et avec l'équipe de CARREFOUR DE LA CHINE.
- Dédicaces de livres par les nouveaux romanciers chinois dans le cadre de la manifestation "Les belles étrangères".

Vous trouverez également sur place un stand librairie, présentant de nombreux ouvrages sur la Chine ainsi que tous les guides touristiques et cartes géographiques.

Participation aux frais 100F (50F pour les voyageurs de Carrefour de la Chine). Inscription par correspondance obligatoire à Bordeaux et vivement conseillée à Paris. Admission sur place dans la limite des sièges disponibles.

Pour vous inscrire, envoyez le bon ci-dessous, à : Carrefour de la Chine, 46 rue Sainte Anne, 75001, Paris. Tél. (16-1) 42 61 60 26. À la même adresse, on vous donnera tous les renseignements complémentaires sur ces journées ou sur nos voyages vers la Chine.

Bon à découper et retourner à Carrefour de la Chine, 46 rue Sainte Anne, 75001 Paris.

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, la brochure "Connaitre et aimer la Chine".  
Je désire participer au Samedi de la Chine du 23 avril 1988 à Bordeaux.  
Je désire participer au Samedi de la Chine du 4 juin 1988 à Paris.

Omettre la rubrique de personnes à inscrire dans la liste correspondante

Je vous joins un chèque de ..... F pour frais de participation aux conférences (50% de réduction pour les voyageurs de Carrefour de la Chine).

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

**Pourquoi pas vous ?**  
**Paris-Pékin aller-retour: 5700F**

**Carrefour de la Chine**

حكايا من الاجل

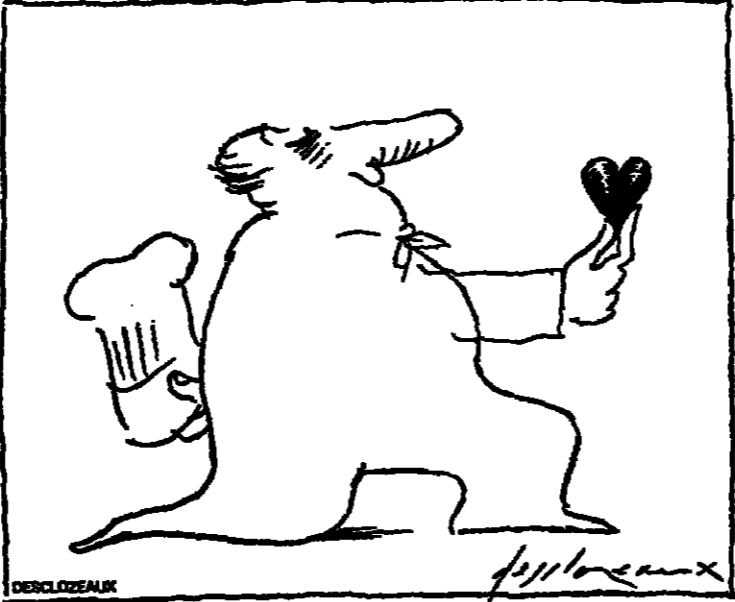
سكزا من الاجل

# LA TABLE

## L'éclade de moules

**V**ERS l'an 1235, une barque chargée de moutons venue d'outre-Manche fit naufrage dans la baie de l'Aiguillon, à quelques kilomètres d'Esnandes où, entre parenthèses, on peut signaler la qualité dans la simplicité de la cuisine du Port (rue de l'Océan, tél. 46-01-32-11) et où déjà Simonon, lorsqu'il habitait en Charente-Maritime, emmenait son commissaire Maigret se régaler d'une mouclade.

Des trois membres de l'équipage, seul le patron, un Irlandais nommé Walton, fut sauvé et, ruiné, il s'installa ici. Pour vivre, il décida de chasser. Ayant remarqué que certains oiseaux, le nuit, volaient très bas, il imagina de planter des piquets dans la vase marine, reliés entre eux par un énorme filet. Au bout d'un certain temps, il s'aperçut que de jeunes moules se fixaient, en essaims, sur ces piquets. Les pêcheurs locaux s'en amusèrent d'abord puis constatèrent que ces moules grossissaient plus vite là que sur leurs bancs naturels. La mytiliculture était née.



Ces pieux collecteurs furent baptisés bouchots (de bout : clôture et chaot : bois, d'après Locard). Les moules de bouchots, c'est-à-dire de culture, sont plus

grandes et rondes que les sauvages (certaines pouvant atteindre 6 cm de long) et plus grasses surtout.

En Charente donc, ces moules de bouchots ont donné naissance à deux excellents plats locaux : la mouclade et l'éclade.

La mouclade, j'en ai déjà parlé ici. L'éclade, moins connue, est à mon goût meilleure encore. Mais c'est un plat de plein air, un barbecue marin en quelque sorte. J'en fis la découverte à l'île d'Oléron, il y a bien des années, chez un restaurateur mais... le jour de fermeture de la maison ! Un peu comme s'il avait honte. Et de reste, les ouvrages sur la cuisine charentaise n'en parlent généralement pas. Pourquoi ?

Certes, il vous faut un jardin pour jouer ainsi au bouchoteur gourmand. Il vous faut, aussi, une épaisse planche de bois (l'olivier provençal s'il veut être le plus naturel) et des petits clous de tisserand pour les planter, sur ladite planche, en spirale, laissant entre eux un espace de 2/3 cm.

A présent, ayez vos moules de bouchots. Roby, le spécialiste de « tout ce qui vient de la mer »

constate que, grâce au contrôle permanent de l'Office général des pêches maritimes durant les mois en « R », la consommation des moules de bouchots reste exempte de tous risques d'empoisonnements et surtout de la fièvre typhoïde.

Grattez les moules, lavez-les bien. Disposez-les sur la planche, entre les pointes, le ventre en bas (je veux dire l'ouverture de la coquille). La planche ainsi garnie de moules bien serrées, semez dessus des aiguilles de pin et mettez-y le feu.

M. Gault, qui m'accuse de ne connaître en matière de table que les tomates (épluchées) et le jambon blanc, dit bonnement que l'éclade ce sont des moules grillées sur un feu d'aiguilles de pin. C'est faux. Les aiguilles sont sur les moules, leur chaleur fait ouvrir celles-ci (sans que la cendre entre dedans, d'où la nécessité de les planter ventre en bas !). Il n'est plus qu'à chasser les aiguilles consommées de quelques coups de soufflet.

Du gros pain de campagne bien frais, du bon beurre d'Eclairé tartiné dessus... On se brûle un peu les doigts, se les noircit plus encore... Quelles délices ! Avec un petit blanc de l'île de Ré, méprisé certes des œnophiles distingués mais allègre en diable, l'éclade s'éclate !

LA REYNIÈRE

### MIETTES

● **Lectures.** — Signé Rinjing Dorje, la Cuisine traditionnelle tibétaine vient de paraître chez Astro-labe. Cela ne vous donnera peut-être pas envie de manger les *dalzats parku* (boulettes sucrées) arrosées de *chang tsé*, mais si vous êtes curieux d'ailleurs, vous vous passionnerez. Tout comme avec cet ouvrage : Cuisine celtique et chardon magique, de J. Markale et Valérie Jones (Entente), avec son titre d'amour signé de Morgane Ar Groach, exigent du miel de rose, quelques larmes (d'elle ?) et un nombre impair de gouttes de « son » sang !

● **Chaptalisation.** — Le revue Que Choisir ? ayant trouvé une abusive chaptalisation dans les beaujolais 1986, c'est, là-bas, un tollé unanime. L'invasible n'est-il pas que le chef du service de répression des fraudes de la région lyonnaise, M. Alain Chatelet, reconnaît que, souvent, « on » dépasse la dose réglementaire, avouant ainsi qu'il ne fait pas respecter la loi ! Il est vrai qu'il a déclaré aussi qu'« un vin chaptalisé n'est pas un mauvais vin ». Sous prétexte peut-être (d'autres le disent) que le sucre n'est pas un poison. N'est-ce pas le docteur Carton qui assurait que le sucre industriel est un aliment mort ? Et Léonard Koren, évoquant « ces infatigables produits d'une raffinerie de sucre blanc » ? Citons enfin Constant Bourquin : « Le petit vin qui pourrait être inoffensif à 10 degrés ne l'est plus quand on l'a suralcoolisé artificiellement et que de 10 il a passé à 13 ou 14 (comme c'est fréquent en Beaujolais par exemple). Ce n'est plus l'action du vin qu'il faut alors envisager mais celle de l'alcool en tant que poison. »

● Jacques Maximin se mettra-t-il aussi à Régine ? — Alors que l'on annonce la reprise de Ledoyen par M<sup>me</sup> Régine, on laisse entendre que Maximin quitterait le Négrasco de Nice pour y venir au « piano ». Déjà autrefois Guérard avait travaillé pour cette dame, l'espèce d'un instant. Mais, d'autre part, Maximin serait sur le point d'ouvrir son propre restaurant à Nice. Alors ?

L. R.

## SEMAINE GOURMANDE

### Le Pactole

Ce n'est pas pour imiter ses collègues saisis par le décorateur que Roland Magné a changé le sien. En fait il s'est agrandi et au su profiter de ce « plus » de place pour tonifier le décor, embellir le cadre du vieux Pactole de Jacques Marjère. Bravo ! Mais surtout bravo pour la cuisine, toujours intelligente, téméraire de recherches variées, mêlant la terroir de queue de bouef (80 F) à celle de foie gras à la crème de prunes (140 F), les poissons au beurre d'algues (135 F), à la fricassée de homard au gingembre étuvé au barac (180 F), la côte de bouef en croûte de sel (300 F pour deux personnes) au rognon de veau sauce basilic (150 F). Bons desserts. Honorable carte des vins. Avec un menu affaires (deux plats, fromage, dessert) à 180 F et un menu « gourmand » à 250 F. Bien gentil accueil de Noëlle Magné. Service discrètement correct.

● **Le Pactole**, 44, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris. Tél. : 46-33-31-31. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Saint-Germain-Maubert (sortie en face du restaurant). Salon : 10 couverts. CB-AE.

### Faugeron

Lui aussi vient de rajouter ses salles, en faisant un cadre tout d'élégance chaleureuse à ses recettes « somptueuses ». Henri Faugeron fait ses foies gras, conserve ses truffes, fume son saumon. Ses saint-jacques au citron (il compte sept noix qui aillent, eussent fait au moins trois portions !) sont un délice, le curry de jarrat de veau se sauternes une splendeur, le rognon à la goutte de sang parait (encore que je l'eusse mieux aimé accompagné de l'excellent gratin de pommes de terre plat qui d'une seule cuiller de caviar et d'une mousseline de carottes et d'une mousse de verdure !).

Et si l'on me parle de « nouvelle cuisine » à propos des œufs coques à la purée de truffes, je répondrai : « *Gottas* donc le queue de bouef de 10 heures aux carottes « crémées » ! ». Remarquable carte des vins sélectionnés par un non moins remarquable sommelier, Jean-Claude Jambon. Comptez 600/600 F avec un menu déjeuner à 225 F. Alors, pourquoi seulement 2 étoiles ?

### Miraville

● **Faugeron**, 82, rue de Longchamp, 75016 Paris. Tél. : 47-04-24-63. Fermé samedi et dimanche. Parking (gratuit) : 13, rue de Magdebourg. Salon : 10-12 couverts.

### Miraville (Gilles Epie)

Peut-être la découverte de l'année, écrivez-je il y a moins d'un an à propos de Gilles Epie (alors venant d'ouvrir sur le rive droite). Depuis, Gilles et sa bien jolie femme Marjol ont repris le relais, rive d'An face. Et tout le monde découvre avec bonheur cette petite salle bien redécouverte à qui le Michelin veut donner une étoile. Tout le monde et Michelin ont raison : c'est un futur grand qui voilà.

La gratin de sardines provençal (63 F) et le baignet de foie gras caramélisé au porto (98 F) auront chacun leurs fans, les poissons (de 78 à 130 F) sont de fraîcheur et d'accompagnement mort sans reproche, le rôti de lapin corail rose (91 F) m'a étonné et les desserts sont de même ligne pour des repas de Cocagne (400-450 F), avec aux déjeuners un menu à 150 F extraordinaire. (ce midi-là : soupe crémeuse de coques, blanc de poulet au beurre de volaille, baignet de chèvre au porto, brandade d'agrumes au cassis amer, petites frites et bonbons). Remarquable pain maison. Qui, à découvrir, mais retenez votre table, car vous ne serez pas seuls !

● **Miraville**, 25, quai de la Tourneville, 75006 Paris. Tél. : 46-34-07-78. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Saint-Germain-Maubert. AE-DC-CB.

### Chantal et Jenny Jacquet à Neully

En rappel ce « très bon » de Neully : Les spiritueux maison sont vins de Liris (on retrouvera le vin de Chauron dans la tartinade de foie gras). Les poissons peuvent à la demande être accompagnés d'un beurre blanc apprié aux Rosiers-sur-Loire. Le bouef est de bonne origine française. Les desserts sont parfaits. La cave fleurit le terrar. Carte 300-350 F et menu.

● **Chantal et Jenny Jacquet**, 2, place Parmentier, 92200 Neully-sur-Seine. Tél. : 46-24-94-14. Fermé samedi midi et dimanche. Voiturier. Salon : 14 couverts. CB.

L. R.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Alsace

88590 THANNENKIRCH  
TOURING HOTEL \*\*  
Tél. 89-73-10-01  
Logis de France - Envois dépliés.

#### Campagne

12110 AUBIN  
HOSTELLERIE DU ROUERQUE  
Le charme d'un petit hôtel de stat. thermal. en AVEYRON, pays vert du MIDI-FORÊT. Promenades équestres, Parcours santé. Cuisine régionale. LOUIS F. CRANSAC 12110-T. 65-43-02-11.

#### Côte d'Azur

83240 CAVALAIRE  
HOTEL-RESTAURANT  
LA CALANQUE \*\*\*  
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Châtres avec TV. Piscine. Tennis. Spéc. poissons. 1/2 pens. à partir de 450 F/jour et par personne.  
Tél. 94-64-64-77.

#### NICE

HOTEL LA MALMAISON  
Maison Rest Western \*\*\*  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
TV COULEUR P.A.R. SATELLITE  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-87-62-56 - Téléc. 479-418.

#### HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-82-36-40  
Petit centre-ville. Calme.  
Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur.  
Tél. direct, minibar.

#### Montagne

Auvergne  
Vacances / D'été /  
AU FAMILY HOTEL \*\*  
Accompagn. Piscine. Tennis. Parc 1 ha. Parc. An. Ecole-Desserts. 15900 VIC-CUS-CHEZ.  
Tél. 71-47-59-49.

#### HAUTE-SAVOIE

VACANCES TONIQUES  
en HÔTELS 3 étoiles  
2400 F les 7 jours en pension complète, toutes activités incluses : piscine, tennis, randonnées pédestres, équitation, pony-club, mini-polo.  
Club junior de 4 à 10 ans.  
Renseignements et documentation par fil :  
TONUS HOTEL - 74260 LES GETS  
Tél. 59-79-75-59/59-79-82-79/59-79-74-25.

#### 05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m.  
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08  
Chambre - studio.  
Depuis 450 F pers./semaine.  
REAUREGARD, tél. 92-45-82-62  
Pensions de 1617 F à 1848 F sem.  
Demi-pens. de 1267 F à 1617 F.

#### Savoie

74290 TALLONNES  
LES PRÉS DU LAC \*\*\*  
Hôtel neuf ouvert. Dans un parc magnifique au bord du lac d'Annecy. Haute gastronomie pour se reposer tout au long de l'année. Plage privée, tennis, voile, planche à voile, golf et équitation à 2 km : pêche. Chamb. et pet. déjeunés seulement : restaurants à proximité.  
Tél. 59-68-74-11 - Téléc. 369-288

#### Sud-Ouest

24560 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIORD  
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS  
\*\*NN. Piscine. Piscine. Cercles pédestres. Équitation 2 km. Tennis chamb. v.o. + bain.  
Demi-pens. et pensions 180 F à 255 F.  
Tél. (16) 53-29-95-94.

#### Vosges

88360 Rupt/Moselle  
HOTEL RESTAURANT  
PRÉGOUTTES \*\*  
Au cadre très accueillant - Calme  
Situé au plein nature - Piscine  
Forfait : 1 semaine 1200 F par personne  
pension complète. Tél. : (25) 24-35-69

#### Italie

#### VENISE

HOTEL LA FENICE  
ET DES ARTISTES \*\*\*  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc.  
Atmosphère intime, tout confort.  
Prix modérés.  
Réservation : 41-52-32-33 VENISE.  
Téléc : 411150 FENICE I.  
Directeur : Dante Apollonio.

#### Suisse

#### LAC MAJEUR

LOCARNO  
GRAND HOTEL  
Complètement rénové. Nouvelle piscine.  
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. Costi  
Tél. 19-41-93/330282 - Téléc. 946143  
Via Sempione, CH 6600 LOCARNO.

## TOURISME

### UNE SEMAINE EN HOUSE BOAT

SUR LA CHARENTE  
Prix spéciaux hors saison.  
Doc. gratuite sur demande  
SARL SAINTONGE RIVIERES  
Tél. (16) 46-32-00-16.

### VACANCES HAUTE-PROVENCE

Demandez la liste gratuite des locations  
mobilier 1988 à  
POFFICE DE TOURISME  
DE SISTERON (84202), R.P. 42  
Tél. 92-61-12-83

Pour tous ceux qui savent qu'à l'étranger un bon guide n'a pas de prix, mais qu'une même destination en a souvent plusieurs...

### « VAGABONDAGES »

nos tracts et nos voyages sportifs  
Turquie, Grèce, Liban, Maroc, Islande, Canada, Yougoslavie et volants des Îles Éoliennes.  
Aux meilleurs prix, avec les meilleurs guides.

### Renard sur demande au :

### RENARD VAGABOND

Vacances « hors-traces »  
30, galerie des Beaux-Arts, 38100 GRENOBLE  
Tél. : 76-40-18-80 et 76-09-14-82.  
Agrément Tourisme n° 229007 ANCPDF.

## 250 ans de grands vins

Domaines des Châteaux de Beaune  
52 hectares dans 71 communes  
de premières et grandes crus

### BOUCHARD PÈRE & FILS

Documentation LM  
BOITE POSTALE 70  
21202 BEAUNE COCQ  
Tél. : (80) 22.14.41  
TELEX : BOUCHARD 350 830 F



## Aux quatre coins de France

### Vins et alcools

En direct du producteur  
LUSSAC SAINT-ÉMILION  
CHATEAU DE LA GRENIÈRE  
J.-Paul DURBEUIL, 33780 LUSSAC  
Tél. 57-74-64-96. OFFRE SPÉCIALE  
Coffr. 12 bott. (4-83+4-84+4-85).  
Métales OR-ARGENT 436 F TTC  
Espace. MGL 86 en cabl. TARIFS GRAT.

DOMAINE St-LUC 66300 PASSA  
AOC Cote de Roussillon VDN  
et MUSCAT RIVESALTES  
BORDEAUX SUPER. Fes TTC  
1985: 120 bott. 2160 F  
1986: 120 bott. 1340 F  
1975 en cabl. 1092 F  
BELLLOT, vigneron  
33626 LARUSCADE. Tél. 57-88-08-41.

## GASTRONOMIE

### Rive gauche

Le Sybille  
Soleil Gourmand - Des Prix  
Justifiés de 175 à 210 F  
Cuisine TRADITIONNELLE  
PLATS CANAILLIS  
Avec un bon vin  
42-23-21-84

### Le Mayafan

COUSCOUS GRILLADES  
TAGINES MECHOU  
7, rue Cornaille, 6<sup>e</sup> - (Th. Odéon)  
Salles de 25 à 80 couverts  
T. L. : 43-26-03-86

### LA COUPOLE

102, boulevard de Montparnasse  
75014 Paris  
Mars de bronze, hors des sentiers.  
La Coupole mettra toujours la cuisine.

DE  
chez le  
de Sula  
ACCES  
NEW  
200  
4013 02



# — DECOUVERTE —

## Chez les Toradjas de Sulawesi

**S**ULAWESI, l'ancienne Célèbes des Portugais, capitale Makassar. Une île en forme d'orchidée, qui déploie sa fleur sauvage entre Bornéo, peuplée de Dayaks magreurs coupeurs de têtes, et l'archipel des Moluques, où les conquérants hollandais recrutèrent leurs troupes suppléatives. Une île frontalière, qui marque la limite entre le monde malais, influencé par l'islam, et la Mélanésie aujourd'hui christianisée. Une île longtemps convoitée par la Compagnie des Indes (néerlandaises) pour sa profusion d'épices rares, mais que le royaume des Pays-Bas ne put conquérir qu'au début du siècle, bien après Java.

De Denpasar, l'aéroport de Bali, il suffit d'une heure de vol pour rallier Ujung Pandang (« la pointe des pandanus »), le nouveau nom de Makassar. Ville dense, plate comme la Hollande, où les maisons flamandes de Fort Rotterdam achèvent de crouper derrière de vieux remparts mousous, au milieu des immeubles sans grâce du quartier chinois. Sur le port de Makassar, qui a conservé son nom, le commerce des épices a cédé la place au transport du riz et des cartons de lessive, transportés à dos d'hommes sur de longues poutres passerelles qui ploient sous la charge.

Dès qu'on quitte cette ville grouillante, on retrouve le calme des rizières, avec leurs paillotes

**Loin de Bali, une île, Sulawesi, avec une capitale, Makassar, et un peuple chrétien et grand adorateur de coqs de combat.**

sur pilotis et leurs mosquées au toit de tôle rouillée. Certains minarets à bulbes évoquent des clochers bavarois, comme égarés parmi les cocotiers. Mais les montagnes, à l'horizon, avec leurs pitons couverts de jungle, rappellent à qui l'oublie que l'on est sous l'équateur.

La plaine littorale appartient aux Bouguis, ces musulmans qui naguère tirèrent tête aux Hollandais. Les hommes portent sarong et veste colorée de batik, avec la toque noire devenue coiffure nationale indonésienne. Le vendredi ils se rassemblent dans les mosquées et se prosternent vers La Mecque, tout là-bas à l'ouest. Les femmes, habillées de vives couleurs, ne portent pas le voile. Juste une mantille dans les grandes occasions, comme lors de ce mariage à Rappang où le jeune couple, fardé et maquillé à la manière des poupées chinoises,

reste en vitrine pendant des heures, sous un dais brodé, pour recevoir l'hommage des invités.

Après plusieurs heures de mauvaise route dans la montagne, on parvient en pays toradja. Les Toradjas, comme les Dayaks de Bornéo ou les Batak de Sumatra, appartiennent à ces peuplades implantées depuis plusieurs millénaires dans les îles de la Sonde, et constamment refoulées vers l'intérieur par les envahisseurs successifs. Il en reste aujourd'hui quelque 350 000, concentrés dans la haute vallée du fleuve Saddang, entre 800 m et 1 500 m d'altitude.

A Makalé, la capitale du district, le marché hebdomadaire permet de s'immerger d'un coup dans cette civilisation du buffle et du porc. Les buffles, un anneau d'osier dans le nez, se laissent conduire par des enfants. Ce sont les albinos, aux yeux bleus et à la peau tachetée de rose, qui ont le plus de valeur. Non pas qu'ils travaillent mieux dans la rizière ou que leur chair soit plus savoureuse, mais parce qu'ils n'ont pas leur pareil pour transporter l'âme des morts vers la « pays », la « terre des âmes » où s'opère la réincarnation.

Les porcs, noirs ou roses, sont transportés suspendus à une perche de bambou ou étroitement ficelés sur des sortes de brancards, parfois entassés pêle-mêle dans une camionnette. Le déchargement, alors, s'accompagne de cris déchirants, auxquels personne, évidemment, ne prête



Effigies de notables toradjas au balcon de leur tombe.

attention. Le seul animal choyé par les Toradjas est le coq de combat, que tout homme de bien se doit de porter blotti dans le creux du bras, pattes pendantes, en lui caressant la crête et le cou. Chez ces pacifiques paysans de la montagne, le coq remplace à la fois le chien et l'arme de chasse. Il devient l'attribut de la virilité. Conscient de sa place d'honneur, chaque coq se renforce et chante dans les bras mêmes de son maître, qui le couve du regard.

Les femmes préfèrent vendre fruits et légumes, accroupies devant leur hotte tressée. Elles en sortent des petits sacs remplis d'épices (piments verts et rouges, cious de girofle, noix muscades), des mangues, du tabac en feuilles, des régimes de petites bananes. En attendant le client, elles mûchent une volumineuse mixture de bétel et de tabac dont les feuilles leur déforment la bouche.

Les ruyons passent de main en main, sous forme de billets roulés en chiffon, tant les coupures sont petites — il n'y a pratiquement plus de pièces de monnaie dans cette terre d'inflation galopante. La natalité aussi va bon train, si l'on en juge par les bandes d'enfants qui se fauillent entre les étals. Nul ne semble se soucier des mots d'ordre affichés partout :

« Dua anak outkup » (Deux, c'est assez), avec le dessin d'une main les deux doigts en « V ». Chez les Toradjas — chrétiens à 80 % — le planning familial reste largement ignoré.

A deux pas du marché de Makalé se dresse une falaise calcaire percée de trous. C'est en quelque sorte le cimetière de la ville, son colombarium. Dans une ouverture plus large que les autres, on aperçoit une brochette de poupées soigneusement habillées. Le guide explique qu'il s'agit de « tao-tao », des mannequins représentant les défunts, sculptés dans le cœur du jacquier pour durer le temps. De leur main droite, ils implorant les vivants, et ils les bénissent de la main gauche. On retrouvera les mêmes effigies à Subaya, sépulture royale où subsistent les anciens cercueils en bois sculpté.

Jadis, les Toradjas morts n'étaient pas enfoncés dans la roche mais seulement placés dans des cercueils de bois que l'on accrochait à flanc de falaise. On peut en voir la trace à Palatokké, où deux cercueils défient encore le vide. Au pied de la falaise, des squelettes échappés de leur boîte sont repris par la jungle. Leurs crânes blancs semblent fixer de leur yeux vides le ciel où errent les âmes...

### Là où dort le chat

Après ce pèlerinage obligé auprès des grands ancêtres, on va pouvoir découvrir les contemporains dans leurs villages. L'architecture toradja, heureusement, s'est maintenue à peu près intacte depuis ces temps reculés où les premiers colons arrivèrent avec leurs bateaux. Chaque village comporte un alignement de maisons — « tongkonan » — tournées vers le nord, dont le toit rappelle la carène d'un bateau. Au rez-de-chaussée, l'entrelacs des pilotis forme l'étable pour le buffle. Un escalier extérieur conduit au premier étage, où loge toute la famille. Enfin, sous le toit de paille subsiste un espace « où dort le chat ».

Mais le grenier à riz se trouve dans un autre bâtiment, juste en face de la maison. Ses piliers de palmier parfaitement lisses interdisent tout accès aux rongeurs. Comme la maison principale, le grenier est constitué de panneaux de bois magnifiquement sculptés et peints, avec des motifs géométriques rappelant les tatouages maoris. La richesse du propriétaire n'apparaît qu'à un détail : le nombre de paires de cornes de buffle alignées le long d'une mallesse poutre plantée verticalement devant le seuil.

Chaque village d'une certaine importance dispose d'une aire hérissée de menhirs — de la simple pierre levée à l'obélisque taillé de plus de 5 mètres de haut. C'est là qu'ont lieu les « rambu solo », ou cérémonies des morts. Lorsqu'est venu le temps d'accompagner dignement le défunt à sa dernière demeure —

parfois plusieurs années après s'en être déçus, considéré seulement comme une « maladie », — on édifie autour des menhirs une série de pavillons d'accueil en bambou, pour loger les invités. Au jour dit, on va sacrifier les buffles — plusieurs dizaines, dans les grandes occasions — et en distribuer la viande à l'assistance. Chacun se réjouit que le « malade » puisse enfin gagner le séjour des âmes en attente de réincarnation.

Lors d'une marche à flanc de montagne, en suivant les chemins sinueux qui se glissent entre les rizières, nous avons entendu le gong. Au village, la femme d'un notable venait de mourir et l'on sacrifiait un buffle pour l'occasion, en attendant la vraie cérémonie. Vidé de son sang au moyen d'un gros bambou, le buffle gisait au milieu du village, reniflé par les chiens. Il sera dépecé le jour même, lorsque les proches et les voisins seront tous accourus pour la « fête ». Point de deuil, en effet. La morte a été installée dans son salon, assise au milieu d'une pile de draps colorés. Les femmes du village, accroupies comme à l'ordinaire, ne manifestent pas la moindre douleur au spectacle du corps décharné. Chez les Toradjas, le mort est naturel. Elle offre même l'occasion des plus grandes fêtes du district.

Au touriste qui se risque à coucher chez l'habitant, les Toradjas font le meilleur accueil. Ils saignent sur-le-champ un cochon, le flambent sur un feu de bambou, puis le découpent en dés qui, malaxés avec de l'ortie et des oignons, seront cuits à l'étouffée dans un bambou vert. Le tout sera servi sur la plate-forme inférieure du grenier à riz, avec du vin de palme tiré l'instant d'avant au sommet de l'arbre. Cuisine rustique, certes, agrémentée ce soir-là de poisson frit dans l'huile de coprah. Les montagnards toradjas, pour eux-mêmes, se contentent de riz aux légumes. Les poulets sont réservés au combat et les buffles pour la rizière, jusqu'au jour du sacrifice. Seule la mort — provisoire — invite au festin.

ROGER CANS.

### Repères

Deux compagnies aériennes desservent l'Indonésie depuis Paris. KLM propose quatre vols par semaine Paris-Djakarta (via Amsterdam) et deux vols directs Paris-Bali (jeudi et dimanche) avec escale à Medan (Sumatra). Il en coûte, suivant la saison, entre 6 715 F et 7 100 F aller-retour en classe économique.

La compagnie indonésienne Garuda, associée à UTA, propose pour sa part trois vols par semaine pour Bali (mardi, vendredi et samedi), dont un direct (mardi). Les tarifs, suivant la saison, s'échelonnent de 6 500 F à 7 675 F en classe économique. Mais Garuda offre un plus : on peut, pour le même prix, acquiescer un billet à multi-étapes et faire escale, par exemple, à Singapour ou Djakarta. En outre, les acheteurs d'un passage à bord d'un vol long-courrier Garuda bénéficient d'une remise de 50 % sur les vols intérieurs en Indonésie. De sorte que le billet aller-retour Denpasar/Ujung-Pandang, entre Bali et Sulawesi, qui coûte l'équivalent de 775 F, revient au prix d'un trajet simple.

Comme celui de Bali, le climat de Sulawesi est équatorial, c'est-à-dire chaud et humide. Mais lorsqu'on se rend en pays toradja, on retrouve le fraîcheur (entre 14 degrés et 26 degrés) car on est en altitude, entre 800 mètres et 1 500 mètres, avec des sommets atteignant 2 884 mètres. Cette fraîcheur est relative, toutefois, car l'air est saturé d'humidité (de 80 % à 90 %). Pour des raisons climatiques, mais aussi pour le confort de la visite, il vaut mieux éviter la saison des pluies, de

décembre à mars. La saison sèche, de juin à septembre, est la période la plus favorable au tourisme, mais aussi la plus demandée car elle correspond aux grandes vacances en Europe.

Pour visiter le pays toradja, il existe un vol Ujung-Pandang-Makalé, mais seulement une fois par semaine — et selon la météo. Le plus sûr moyen d'y accéder reste encore la route, mais il faut compter un minimum de huit heures pour parcourir les 330 kilomètres qui séparent Ujung-Pandang de Rantepao, tant la chaussée (goudronnée) est étroite, sinueuse et cahoteuse.

Située au cœur du pays toradja, Rantepao est le séjour obligé pour gazonner dans la montagne. On y trouve quelques très bons hôtels, comme le Toraja Cottage, mais aussi des hôtels bon marché en ville. La chaîne Pansaa, qui dispose déjà d'un très agréable établissement à Bali (Pansaa-Puri-Bali), en prépare actuellement un autre à Rantepao, sur une colline entourée de rizières.

A Rantepao, on peut se contenter de louer une voiture ou un minibus tout-terrain et pousser des points d'une journée dans chaque village ou site intéressant. La plupart des lieux valent le détour ne sont en effet qu'à quelques dizaines de kilomètres de Rantepao, et plusieurs routes sont goudronnées. Mais si l'on veut découvrir le pays profond, il faut évidemment se mettre à marcher.

Double obligation dans un pays verdoyant : où le soleil des rizières en escalier alterne avec l'ombre de la

jungle et des bouquets de bambous géants ! Le guide-chauffeur, indispensable pour se rendre à pied d'œuvre, connaît chaque village et organise l'accueil chez l'habitant. Rien à préparer en dehors du dîner : on couche à même le plancher de la pallole, où sont déroulés des nattes et, parfois, un matelas.

Pour tout renseignement concernant Bali ou Sulawesi, on peut s'adresser à Asia, qui dispose de deux agences à Paris (3, rue Dante, 75005, tél. : 43-26-10-35, ou 36, rue Brunel, 75017, tél. : 45-74-15-31), une à Lyon (5, rue Alphonse-Fauchier, 69002, tél. : 78-38-00-14) et une à Marseille (424, rue de Paradis, 13008, tél. : 91-23-34-92). Asia diffuse notamment un excellent petit guide de poche (*Bonjour en Indonésie*, de Cécile Bigeon) qui donne toutes les informations souhaitables pour un premier contact avec le pays, et qui a l'avantage d'être récent (1986).

**ACCESS**  
1001618

**NEW YORK 2000 AR**

DESTINATION	CLASSE	PREX
LOS ANGELES	1500	3000
SAN FRANCISCO	1500	3000
MIAMI	1450	2950
CHICAGO	1800	3000
DALLAS	1600	3000
WASHINGTON	1400	2900
CHICAGO	1800	3000
NEW YORK	1000	1900
CANARY	2100	3700
BO DE JAMAÏQUE	3440	4530
MEXICO	2500	4300
SANBORN	2200	4700
STONEY	4800	7000
ANTILLAS		2800

NOUVEAU  
réservez et payez votre voyage par téléphone avec votre Carte Bancaire

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS  
RÉSERVATION FORMULE EN 1<sup>er</sup> CLASSE ET CLASSE AFFRÉE

TÉL: (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94  
6, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et REN Châtelet-Les Halles

Paris-Douala AR 4.115 F sur vols réguliers.

Si vous avez plus de 31 ans, moins de 55 et pas d'enfant, vous avez perdu votre temps à lire cette annonce.

UTA et Cameroon Airlines vous proposent les nouveaux tarifs Challenge sur Douala et sur Garoua, Paris-Garoua AR 4.035 F sur vol direct Cameroon Airlines: 65% de réduction sur les vols verts et 45% sur les vols rouges\*, pour les moins de 27 ans, les familles (parents et enfants, avec au moins 3 personnes voyageant ensemble), les puits de 60 ans (dès 55 ans pour les femmes).

Renseignez-vous auprès de Cameroon Airlines, UTA ou votre agent de voyages pour bénéficier de nos vols réguliers à prix chaper et pour les tarifs au départ de Lyon et Marseille.

**CAMEROON AIRLINES**

\* Tarif au 01/01/88 sous réserve de modification sans préavis.  
\*\* 15% sur vols verts et 15% sur vols rouges pour les étudiants de moins de 31 ans, les travailleurs, les réfugiés.

**UTA**

سكزا من الاجل

JEUX

échecs N° 1276 LE PANOPTIQUE (Journal international de Wijk aan Zee, 1988) Blancs : A. KARPOV Noirs : L. FARAGO Défense française.

1.e4 e5 2.f4 f5 3.c3 c4 4.g3 g4 5.a3 fxe3 6.bxc3 c7f7 7.dg4(g) d7f7 8.dxe3 f5g4 9.dxe3 g4h4 10.c2 c3 11.f4 f5 12.d3(b) d3c3 13.dxc3(c) c3d3 14.tb1(d) te-3(f) 15.f4 f5 16.g3(h) g3f3 17.d3 c3d3 18.tb1(i) te-3(k) 19.g4 g4f4 20.tg3 tg3(i) 21.tg2 tg2(n) 22.tb2 tg2 23.k3 d3e3 24.k3 d3e3 25.dg3(g) d7f7 26.tb3 d7f7 27.tb1 d7f7 28.tb3 d7f7 29.c3f1(i) c4d3 30.tb3 c4d3 31.tb4 c4d3 32.tb4 f2d4 33.tb4 d4f7 34.cb3(v) c3 35.dxc3 dxc3 36.fxc3 fxc3 37.fxc3 fxc3 38.tb3 c4d3 39.f1 f1e1 40.f2e(y) Abandon.

Dg3+1; 28. Rh3, Dh3+; 29. Rg3, Dg7+; 30. Rb3, Dd8; 31. g4, Th8+; 32. Rg3, Dh6+; 33. Dg2, Dh4+; 34. Rh3, Td8; 35. Dg3, Dg7; 36. g5, Td2; 37. Rg4, Dd7; 38. Dxc3, Tg2+; 39. Rh3, Td2; 40. Rg4, Dd4; 41. abandon. Sont encore à l'étude 13. Cxc3; 13. Cg3 et 13. Td1.

k) Menaçant Da6-Da4 et Fb5. l) Menaçant le pion e4. m) Menaçant le pion f2. n) L'art de la défense. Karpov est présent sur toutes les cases menacées, pure toutes les tentatives d'attaque et renforce petit à petit sa position, laissant son adversaire à la recherche d'une compensation pour le pion perdu.

w) El man 37... Txb3?; 38. Fb5+. x) Dernière menace: 40... Cc7a. y) Dernière parade. Si Kasparov est surnommé « le monstre aux mille yeux », Karpov apparaît ici comme le stratège panoptique, le gardien qui surveille tout et partout.

ÉTUDE N° 1275 V. NESTORSCU (1984) Blancs : Rh1, Tc6, Fb5 et c5, Ca5, Pd3 et g3. Noirs : Rg8, Th8 et c8, Fc4, Pt3. 1. Tg6+, Rf7; 2. Tg5+1 (et non 2. Th6+, Rg7; 3. Txb8, Txc5; 4. Ta8, Txb5+; 5. Rg1, Th3; 6. Rf2, Fd1, etc.), Rb6; 3. Td5, Rb6; 4. Td6+, Rf7; 5. Cc6+1, Fxc6; 6. Txc6+, Rf7; 7. Td6+, Rf7 (si 7... Rg7; 8. Td5); 8. Td5+1 (si 8. Th6+?, Txc5; 9. Txb8, Tg1+; 10. Rb2, D2; 11. Fd2, Td1; 12. Ff1, Td1; 13. Rg2, Td1; 14. Rxf2, Txd3 nulle), Rb6; 9. Tg5, Rf6; 10. Tg6+1 (et non 10. Fc3, Tc-8; 11. Tg6+, Rf7); 12. Th6+, Rg7; 13. Td8, Txd3; 14. Td8, Td1; 15. Rg2, Txc3 nulle), Rf7; 11. Th6+, Rg7; 12. Txb8, Txc5; 13. Td8, Tg1+ (si 13... Txb5+; 14. Rg1 suivi de 15. Rf2); 14. Rb2, D2; 15. Fd2, Td1; 16. Ff1, Td1; 17. Rg2, suivi de 18. Rxf2 et les Blancs gagnent.

bridge N° 1274 TESTS ENTRE DEUX CHAMPIONS

♠1075 ♠ARDV4 ♠10986 ♠5 ♠DV64 ♠873 ♠ARV5 ♠A9 ♠AR983 ♠109 ♠RDV1064

(Contre: bicolors conventionnel avec une mineure et une majeure). Ouest ayant entamé le 2 de Carreau pour le Roi d'Est, comment Chemla, en Sud, a-t-il joué pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense?

Remarque: Si Ouest avait en le Valet d'atout second (au lieu d'un seul atout) il aurait continué Carreau coupé par le 9 de Pique de Sud qui aurait rejoint Trèfle pour dépasser le dernier Carreau du mort, ce qui aurait permis le Roi de Pique et joué les Coeurs maîtres.

Table with columns: Ouest, Nord, Est, Sud. Contains card play details and scores.

Gala décida d'essayer la manche à Carreau... PHILIPPE BRUGNON. COURRIER DES LECTEURS. La Chance des Impasses (n° 1261).

scrabble N° 291 MARATHON MAN

D'abord ravis, puis blasés, par les exploits de Michel Duguet, les scrabbleurs ont pourtant de nouveau matière à s'émerveiller. Notre collaborateur a sprinté tout au long du marathon de l'Étoile, perdant 5 points en deux coups sur sept parties consécutives: il a donc réalisé cinq 100 %, laissant le deuxième, Franck Plaven, à plus de 100 points.

guère le SPRINTER (REPRINTS), et celle pour GALOPEURS, rendue équitable par le HANDICAP, poids supplémentaire qui épargne le TOUARD. Plus courtes sont les courses de haies pratiquées par les HURLERS et les courses de plat des RELAYEURS. Le Grec censé avoir couru jusqu'à Athènes pour annoncer la victoire de MARATHON ne couvrit que 40 km. La distance de l'épreuve du même nom est de 42,195 km, soit 26 miles et 385 yards. Ces 385 yards supplémentaires ont permis, lors des J.O. de 1908, de faire commencer la course au château de Windsor, résidence du roi d'Angleterre Édouard VII. Enfin le BIATHLON, discipline olympique depuis 1960, est une épreuve de ski convenant aux FONDEURS (REFONDU) sachant appuyer tantôt sur les bâtons, tantôt sur la gâchette.

Table with columns: N°, TIRAGE, SOLUTION, RÉP., PTS. Lists words and their scores.

(a) Ou l'anagramme BANALES. (b) GITAINT. H14. 72. (c) OXY(D)E. 06. 70.

Marathon de l'Étoile: 4 manche, 20 mars 1988. 4 h de jeu. Scrabble Express. 7, rue Le Sueur, 75116 Paris. Tournois les lundi, vendredi à 21 h, samedi à 20 h 30, mercredi, vendredi et samedi à 14 h 30 et 17 h.

mots croisés N° 504

Horizontallement: I. Ont paradoxalement réveillé l'opinion publique. - II. Fus écouté. A vingt, cent ou mille, suit toujours. - III. Pour une auto-stoppeuse. Va à la campagne. - IV. Cris à sa façon. Pour faire passer la pilule? - V. Amène bien des tourments, à moins qu'on ne le surmonte. Peu sûr. - VI. Bout de temps. A bout de course. Conjonction. Bégaïement. - VII. Principe d'ordre. Au club. Mette d'accord. - VIII. Ce n'est qu'un canard. Il drague. - IX. Fera

Verticallement: I. Traître par profession. - 2. Chère au cœur d'aujourd'hui comme à celui de demain? - 3. Eut sa punition. Dieu de la guerre. - 4. Service, service. Pas vraiment net. - 5. Fait un essai. Accepta. - 6. Demoiselle. A le savoir-faire. Dans le trouble. - 7. Moitié. Nous y voilà bientôt. - 8. Fait la peau. Voyelles. - 9. Tirai d'affaire. - 10. Toutes ne sont pas instables. - 11. Pronom. Adverbe. Se montre en noir. - 12. Ils furent deux en France au dix-neuvième siècle. Voyelles. - 13. Emetteurs.

anacroisés N° 505

Horizontallement: 1. EINORRUV. - 2. ABEIORT (+2). - 3. ALNNOFTU. - 4. ABEIRST (+1). - 5. DEFNNOS (+1). - 6. AAEELNS. - 7. AERORST. - 8. ACDEGIRS. - 9. EEEERSX. - 10. EEESSST (+2). - 11. CDEB-LORU (+2). - 12. AAGLNU. - 13. ABEELPRST (+4). - 14. AEE-LOSSS. - 15. AEGINNV. - 16. AAFIMRT. - 17. AEEINNRU (+1). - 18. AEILLRS (+2). - 19. ABOSSST. - 20. EEIKLST.

Verticallement: 21. ADEHOPRS. - 22. AAEPLTU (+1). - 23. DEIOSX. - 24. ABEIRST (+1). - 25. DEIRSSU (+2). - 26. GILLNOR. - 27. ABEIRSTU (+1). - 28. ABEIORTT (+2). - 29. CEEENRX. - 30. BEERSST (+2). - 31. BENORRTU (+3). - 32. AAALMRT. - 33. ABEILNR (+1). - 34. AEGNPR. - 35. AAEIPRST (+4).

# LIRE

## « Petite Planète » : deuxième révolution

« **P**ETITE Planète » se met en « Points » et rejoint la collection de poche des éditions du Seuil. C'est un nouveau démarrage pour cette bibliothèque du voyageur créée en 1954 par Chris Marker, le cinéaste, alors membre du comité de direction du 27, rue Jacob, sur une idée de Tibor Mendel, le tiers-mondiste. Idée pionnière qui resta longtemps unique dans l'abondante production de guides, du plus littéraire au plus pratique, qui prétendent aujourd'hui aider celui qui part ou informer celui qui reste.

Dans un monde qui s'émerveillait d'avoir survécu à la catastrophe, un monde en alerte, où les plus lucides voulaient sinon abolir les frontières, du moins tenter de mieux connaître l'autre pour le mieux comprendre, le voyage allait devenir une indispensable source d'informations. Bien sûr, les populations nordistes seraient happées en foule vers les soleils de la Méditerranée et, un peu plus tard, attirées par des exotismes charismatiques.

En attendant, il y avait place — et il y aura toujours place — pour des voyageurs avertis, attentifs, discrets, prêts à se plier aux usages locaux et soucieux de ne pas commettre d'impair. C'est à eux que s'adressait — que s'adresse à nouveau — cette collection « Petite Planète » dont le titre dit presque affectueusement que la Terre est ronde et que nous en sommes les citoyens.

Chaque volume est signé par un auteur qui ne s'efface pas dans l'anonymat du guide, qui garde sa personnalité d'observateur étranger et ami du pays concerné — historien, écrivain, journaliste — ou, quand il en est originaire, se montre prêt à en fournir quelques clés. Ainsi, la Grèce qui paraît aujourd'hui est signée par Aris Fakinos, romancier et musicolo-

gique. Les Grecs n'ont rien perdu de leur goût prononcé pour le débat politique.

Tenir compte des événements les plus récents, ne pas ignorer les conflits internes, ne pas gommer des faits contemporains que certains Etats voudraient effacer, actualiser et faire œuvre d'historien immédiat, pour emprunter à une autre collection du Seuil

« Petite Planète » peut remplacer un long article d'encyclopédie, le dossier des coupures du Monde et plusieurs dîners avec l'ami indonésien, péruvien ou serbo-croate qui vous dirait comment aborder sa patrie.

Le plus drôle, c'est que le livre vaut aussi sans le voyage, qu'il est un peu un voyage... Ainsi la *Toscane* de Sergio Romano, écrivain et diplomate, est-elle, parmi les nouveautés, un véritable essai, remarquablement écrit. Mais une région se prête sans doute mieux qu'un pays tout entier à cet exercice de vagabondage savant et construit à travers l'histoire.

Face aux Nagel, Guides bleus et autres Baedeker, les « Petite Planète » avaient à l'époque de leur création le privilège d'être maniables comme des « poche » (format commode, couverture souple) et pourtant dotés d'une abondante illustration, souvent factieuse, d'aplats de couleur et d'un papier assez épais. Le prix des éditions de poche étant inclus dans l'indice de l'INSEE et donc bloqué, la collection a failli succomber à un rapport qualité-prix qui était une saignée pour le consommateur mais une assez mauvaise affaire pour l'éditeur.

Avec ses quatre-vingts titres, dont huit grandes villes, la collection vient d'être « sauvée » et deviendra progressivement, sous la direction d'Annie François, « Points Planète » : nouvelle maquette, nouveau papier, couverture sobre et élégante. Nou-

**La prestigieuse collection du Seuil, créée il y a plus de trente ans et qui — le savait-on ? — avait failli disparaître, prend un nouveau départ en devenant « Points Planète ».**

gue, et remplace celle de Mimica Cranaki, qui portait le numéro 6 et faisait partie de la livraison de huit pays européens de la toute première année.

Le plan est libre, et, si l'on y trouve toujours son contenu — si l'on ose dire — d'histoire ancienne et contemporaine, de données géographiques, de culture, de situation économique et de faits de société, ces éléments sont mis en musique par chacun selon sa fantaisie. L'art du contrepoint permet souvent de lumineuses mises en perspective : on peut par exemple arriver en Grèce avec ses seuls souvenirs scolaires ou savoir que

et à Jean Lacouture une formule qui convient aussi à « Petite Planète » (dont s'occupa longtemps Simone Lacouture), n'est pas si facile et souvent un casse-tête pour les auteurs et l'éditeur.

Présentée sur le ton amical et souple de l'introduction à la connaissance d'un pays (et maintenant d'une ville ou d'une région), cette somme d'informations n'est pas assésée sur la tête du lecteur. Tasse d'anecdotes, de détails de la vie quotidienne, de pratiques sociales, elle laisse au voyageur sa liberté de découverte et le loisir de se faire une opinion. Ouvrage libéral dans le meilleur sens du terme, un « Petite Pla-

# TOSCANE

## Florence



Le plus drôle, c'est que le livre vaut aussi sans le voyage, qu'il est un peu un voyage... Ainsi la *Toscane* de Sergio Romano, écrivain et diplomate, est-elle, parmi les nouveautés, un véritable essai, remarquablement écrit. Mais une région se prête sans doute mieux qu'un pays tout entier à cet exercice de vagabondage savant et construit à travers l'histoire.

Face aux Nagel, Guides bleus et autres Baedeker, les « Petite Planète » avaient à l'époque de leur création le privilège d'être maniables comme des « poche » (format commode, couverture souple) et pourtant dotés d'une abondante illustration, souvent factieuse, d'aplats de couleur et d'un papier assez épais. Le prix des éditions de poche étant inclus dans l'indice de l'INSEE et donc bloqué, la collection a failli succomber à un rapport qualité-prix qui était une saignée pour le consommateur mais une assez mauvaise affaire pour l'éditeur.

Avec ses quatre-vingts titres, dont huit grandes villes, la collection vient d'être « sauvée » et deviendra progressivement, sous la direction d'Annie François, « Points Planète » : nouvelle maquette, nouveau papier, couverture sobre et élégante. Nouveaux auteurs pour des titres existants (*Grèce*), mises à jour approfondies (la *Venise* de Jean Marabini), nouveaux titres (*Toscane*) et nouvelles idées (*Les Maladies en voyage*, d'Eric Caumes). « Petite Planète » continue (on vient de diffuser un retravaillé du *Yemen*), mais « Points Planète » annonce pour l'an prochain une *Andalousie* de Michel del Castillo, *Vienne, Londres et la Crète*. Et dès le mois de

juin, l'*Espagne* de Jean-Pierre Amalric et le *Japon* de Philippe Pons.

MICHELLE CHAMPENOIS.

Collection « Points Planète » : *Toscane*, Sergio Romano, avec 10 cartes et 12 itinéraires, 39 F. *Venise*, de Jean Marabini, 3 cartes et 5 itinéraires, 35 F. *Grèce*, d'Aris Fakinos, 35 F. *Les Maladies en voyage*, d'Eric Caumes, 29 F.



Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

**Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.**

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77



### POUR VOS PROCHAINES VACANCES,



**JEAN ELIPOULOS**  
**Mykonos et Santorin**  
 Vols directs CrusAir

Combinaisons d'îles	3775 F
15 jours à partir de :	
Périple en Calque	5375 F
8 jours à partir de :	
Séjours détente	3550 F
Hôtel Theoxenia	
8 jours à partir de :	

### L'AGENCE DE TOUS VOS VOYAGES.

KUONI PARIS 3<sup>e</sup> : 33, bd Malesherbes - Tél. 42 65 29 09 - KUONI PARIS 9<sup>e</sup> : 12, bd des Capucines - Tél. 47 42 83 14

### En Norvège la nature est reine, tranquillement



\*Un pays humain où les êtres et les choses sont en accord avec la nature.  
 \*Les mille facettes de la mer et de la montagne : fjords, côtes escarpées, vallées verdoyantes avec cascades, forêts sauvages, glaciers.  
 \*En avion, en train, en bateau ou en voiture vous vivrez la vraie nature tout en appréciant les loisirs et l'accueil des Norvégiens.

Pour recevoir une documentation complète sur la Norvège, les moyens d'accès, les itinéraires, formules de voyage et de séjour, renvoyez ce coupon accompagné de 10 F en timbres à M. Jean Elipoulos, B.P. 221, 75005 Paris Cedex 18.



Nom, Prénom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Code postal : \_\_\_\_\_

Si vous avez un Minitel, composez le 36.16 Code d'accès OTNOR ou VOYAGEL.



En 170 expéditions, du Maroc au Tibet, du Jura au Labrador (à partir de 1600 F), Terres d'Aventure réinvente avec vous le plus pur des moyens de transport : le voyage à pied. Brochure sur demande.

## Terres d'Aventure

### LE VOYAGE A PIED

Nom, Adresse

16, rue Saint-Victor 75005 Paris - Tél. (1) 43.29.94.50 - Minitel 36.15 Code TO  
 9, rue des Remparts d'Almay 69002 Lyon - Tél. 78.42.99.94. Licence A 1148.

سكزا من الاجل

# Culture THÉÂTRE

## D'Homère Le bain de sang

Retour aux origines de l'art dramatique : des acteurs, seuls sur scène, incarnent tous les personnages d'un drame.

Ainsi Roland Bertin et Francis Arnaud...

Les lettres que Lewis Carroll, l'auteur d'Alice au pays des merveilles, adressait à des petites filles sont jouées ces jours-ci, au théâtre d'Aubervilliers, par Roland Bertin. Il est seul sur scène, sauf quelques secondes, le temps pour une enfant de nous lire quelques lignes d'Alice.

C'est seul, lui aussi, que Serge Maggiani joue, au petit Montparnasse, des pages de *Fioretti* de François d'Assise. Et que Philippe Fretun, à Paris-Villette, joue *la Mort de Satan* de Claudel. Et que le grand Alain Cuny jouait, il y a trois semaines, des textes de Jouve et de Villon à l'Espace Kiron (Cuny jouera, seul, des poèmes de Reverdy, au mois de juillet prochain, à Avignon).

Les théâtres que nous donne, ainsi, un acteur, venu seul sur la scène, ne sont pas de moindres théâtres, des « théâtres à l'économie ». Ce sont parfois, au contraire, de très grands soirs. Et, de toute manière, c'est un retour aux origines de l'art dramatique. Un retour aux tout premiers temps du théâtre grec.

En effet l'*Odyssée* d'Homère n'était pas du tout, pour les Grecs,

une très longue histoire en vers, tels qu'allait être, plus tard, l'*Enéide* ou le *Paradis perdu*. Non, l'*Odyssée* était un drame, un vrai drame à plusieurs personnages, et un seul acteur jouait tous les personnages. Quand apparurent les œuvres d'Eschyle, de Sophocle, elles étaient des drames aussi, ni plus ni moins que ceux d'Homère, et ils furent joués par un acteur, puis par deux, puis par trois, quatre acteurs, ainsi de suite.

Il se trouve qu'en ce mois d'avril 1988, justement le spectacle peut-être le plus passionnant — il vous arrache de votre siège — est l'*Odyssée* d'Homère. C'est la traduction, très belle, de Philippe Jouet, parue chez Maspero. C'est mis en scène par Jacques Guimet, et joué par Francis Arnaud.

Elle aura bientôt trois mille ans, cette *Odyssée*, et c'est incroyable, tant ses couleurs, sa fraîcheur, sont vives. Il faut voir le Cyclope, dans sa grotte, manger tout crus les camarades d'Ulysse, il faut l'entendre rembarquer Ulysse qui ose (timidement) protester : ça éclate de vie. Il faut entendre Ulysse et son fils, dans le feu de l'action, se partager la tâche pour massacrer les prétendants de Pénélope : une boucharie, cent magnifique parons taillés par les fûtes et les lances, en quelques minutes. Puis Ulysse fait venir les servantes : elles doivent porter dehors les corps de leurs amants, et laver à grande eau les flammes du sang, partout, après quoi Ulysse les fait tuer, à leur tour : elles pendent



Roland Bertin

dans la cour, en file indienne, comme des robes sur une corde à linge. Aussitôt après, Ulysse et Pénélope font l'amour, dans leur grand lit. En coup de parapluie de l'*Odyssée* d'Homère, les contes de Perrault sont bêtés, le marquis de Sade est un radoteur impuissant.

Le public était fou d'Homère, dès les premiers temps. Pas seulement en Grèce, mais en Crète, en Egypte, partout. Et les acteurs jouaient aussi sur les bateaux, à la demande des marins. Ces acteurs furent d'abord des sœurs, qui jouaient avec un ins-

## à Lewis Carroll et la vieille prune

trument de musique, ce qui limitait leurs gestes. Ensuite, il y eut les rhapsodes, qui tenaient juste un petit bâton. Platon, dans l'un de ses dialogues, fit dialoguer Socrate avec un rhapsode, grand interprète de l'*Odyssée*. Il nous dit que ces acteurs portaient une très belle robe pourpre, et une couronne d'or. Et que le public était bouleversé, tant l'émotion de l'acteur lui-même était forte.

Malheureusement nous n'en aurons pas plus, parce que Socrate, comme dans la plupart des dialogues de Platon, n'écoute pas son vis-à-vis, ne le laisse pas s'exprimer : il l'assécote, il s'amuse à le coincer dans tout un salomon de questions-pièges. Et le pauvre acteur perd patience.

Aujourd'hui, dans la mise en scène de Guimet, le bohémisme qui joue l'*Odyssée*, bonhomme interprété par Francis Arnaud, est un vieux professeur d'Oxford. Il a invité des élèves dans son petit appartement, comme cela se fait, à Oxford. C'est un professeur poète, charmant, qui, dans l'enthousiasme du jeu, grimpe sur les meubles. Il a une très belle voix musicale, qui lui permet d'imiter tous les personnages, y compris les oiseaux, les vents, les sirènes. C'était la première condition pour devenir acteur, en Grèce : une très belle voix.

Les écoliers et lycéens qui viennent écouter cette *Odyssée* au Théâtre Edgar tapent des pieds, crient de surprise : ils n'ont jamais vu ni entendu des choses aussi belles, aussi folles. Pour les publics plus âgés, ces jeunes spectateurs sont eux-mêmes un théâtre, qui laisse rêver : comme

il est dommage que les poèmes et les drames grecs, latins, aient disparu des salles de classe. Et que les professeurs recommandent aux élèves de lire chez eux, le soir, non pas Homère et Thucydide, mais Michel Fourrier et Boris Vian. C'est le plongeon dans l'histoire.

Revenons, c'est moins triste, à Lewis Carroll : aux lettres qu'il envoyait à des petites filles. Le spectacle, mis en scène par Dominique Borg, joué par Roland Bertin, s'appelle *De l'autre côté d'Alice*. Titre un peu inexact, car les lettres que Lewis Carroll envoyait à la vraie Alice, sa petite amie préférée, dont il fit de très belles photos, ces lettres ont toutes disparu. La maman d'Alice, Mrs Liddell, les a brûlées. C'est une perte regrettable, bien sûr. Mais cette maman aura trouvé sur les lettres de ce vieux professeur un peu trop nanniches et un peu trop maladroites. Elle n'avait pas tout à fait tort. « *La prune avariée, c'est moi* », écrivait Lewis Carroll à des jeunes correspondantes, mais il ajoutait : « *Nous ressentons l'un pour l'autre une frissonnante tendresse* ». Pour peu qu'une maman soit un petit peu collet monté, il y avait de quoi dresser l'oreille.

MICHEL COURNOT.

De l'autre côté d'Alice, Théâtre de la Comédie d'Aubervilliers, 20 h 30.  
L'Odyssée, Théâtre d'Edgar, 38, boulevard Edgar-Quinet, les lundis, mardi, mercredi, à 14 h 30. Les enseignants qui désirent inviter ce théâtre dans les lycées et collèges peuvent s'adresser au : (16-1) 42-51-12-74.

## L'avenir du Théâtre de l'Europe

### La tempête de Giorgio Strehler

(Suite de la première page.)

Giorgio Strehler considère en effet le Théâtre de l'Odéon comme « le siège naturel du Théâtre de l'Europe, puisque c'est là où il est né de par la volonté d'une France qui voulait mener une politique culturelle européenne ». Si donc Giorgio Strehler sort de sa réserve, il en a pesé et les raisons, et les conséquences : « La lettre du ministre me donnant mandat d'étudier l'éventuel transfert du Théâtre de l'Europe au théâtre de l'Athénée ne m'a jamais été envoyée. Je comprends aujourd'hui combien le ministre de la culture française a joué d'hypocrisie et voulu simplement, avec cette proposition, me faire taire. Bien sûr, le pouvoir peut faire ce qu'il veut, mais nous, citoyens, pouvons faire savoir que nous ne sommes pas d'accord. Et aujourd'hui je dis : non, je n'accepte pas le transfert du Théâtre de l'Europe à l'Athénée, que je n'ai même pas l'intention d'étudier. Non, je n'accepte pas la réduction de la saison du Théâtre de l'Europe à quatre mois ».

Giorgio Strehler, dont le second mandat triennal s'achève en août 1989, se déclare prêt à démissionner si, dans les deux ou trois mois à venir, il n'a pas l'assurance que l'Institution Théâtre de l'Europe — qui, précise-t-il, « n'est pas mon théâtre, j'en suis simplement le directeur » — sera pérennisée sur des bases solides. « Pour maintenir en vie le Théâtre de l'Europe, j'ai fait des sacrifices. J'ai dit :

essayons, cherchons, faisons preuve de bonne volonté des deux côtés. Si elle n'existe que du mien, tant que de l'autre je ne vois que la volonté d'annuler le passé et la contre-offensive. J'ignore quels seront demain les représentants de la France. Mais l'histoire du Théâtre de l'Europe honore ce pays. Je rends d'ailleurs hommage à la France, qui a soutenu mon idéal tandis que la Communauté européenne n'a toujours pas donné un centime.

#### Un public nouveau

« A la création du Théâtre de l'Europe, en 1963, j'ai proposé Jack Lang de bâtir les trois premières saisons sur six mois seulement, le temps de voir si ce projet nouveau — jouer dans une langue étrangère, inviter de grandes troupes parfois inconnues en France — était viable. A l'issue de nos premiers mandats, en 1966, il était convenu d'envoyer une saison élargie à toute l'année si le public était au rendez-vous. Il l'est. C'est un public nouveau, jeune, mêlé, composé de communautés ethniques, portugaises, espagnoles, russes. Le bilan du Théâtre de l'Europe est satisfaisant tant au niveau de la bonne santé de l'institution que de sa vitalité artistique ».

C'est au Théâtre de l'Europe que pour la première fois des acteurs de toutes nationalités ont

joué ensemble. Là aussi qu'est née l'idée de coproductions, à part entière, entre les pays de la Communauté européenne. Là encore, pour reprendre les termes mêmes de Giorgio Strehler, que peu à peu se concrétise « cette politique de brassage et d'échange qui donne son sens au théâtre de l'Europe », bien au-delà de l'accueil au coup par coup de spectacles étrangers.

Le Théâtre de l'Europe est un « grand projet ». A ce titre, M. François Mitterrand l'a cité le 7 avril dernier dans sa Lettre aux Français, aux côtés du Grand Louvre, de l'Opéra de la Bastille, de l'Institut du monde arabe. Aussi, Giorgio Strehler fera-t-il parvenir, dans les prochains jours, un « dernier appel », signé de créateurs européens, à M. François Mitterrand. « Je veux lui rappeler qu'on est en train de saboter la pyramide Théâtre de l'Europe. Pour cela, je n'attends pas le « bon moment », la « réélection, ou non, de François Mitterrand. Il me semble que c'est très démocratique. J'envoie cette lettre sciemment à M. François Mitterrand, et à lui seul, pendant la campagne électorale. Pour que l'on sache que je ne suis pas un homme de marchandage ».

Giorgio Strehler ne prétend qu'à une seule chose : contribuer à l'édition d'une identité européenne encore à trouver, et donc à expérimenter. Une « prétention » qui n'est ni une estimation et une réponse claire.

ODILE QUIROT.

## MUSIQUE

### « La Belle Maguelone », de Brahms ; « Zaïde », de Mozart

#### Aménagements en tout genre

Adaptations inattendues de deux œuvres rarement jouées. La première, d'une presque inaccessible beauté. La seconde, inachevée.

La Belle Maguelone est le plus beau cycle de Lieders que le goût pour les légendes de l'Allemagne romantique ait suscité. Singulier par son thème (la marche du temps inversée par l'amour, l'éternel retour), cet ensemble de quinze mélodies a, de surcroît, la particularité d'appartenir, à l'origine, à un récit romanesque, les *Amours de Pierre de Provence et de la Belle Maguelone*, de Ludwig Tieck. Brahms en a extrait les « essences » poétiques pour les mettre en musique. « Le principe de différenciation des romances réside surtout dans cette gangue épique dont Brahms les a arrachées », écrit Marcel Beaufils dans son ouvrage *Le Lied romantique allemand*. Ce cycle, qui n'est pas vraiment un cycle, appelle ainsi le commentateur porté.

De cet appel, Michel Rostaing, metteur en scène, s'est autorisé pour demander à Michel Vitnoz, adaptateur, de remettre Tieck au goût du jour, de le réduire pour l'essentiel à un dialogue entre deux personnages : Pierre au seuil de la mort et, dans sa jeunesse éternelle, Maguelone (les comédiens Yves Gourvil et Ruth

Orthmann). L'écranage auquel Brahms s'était livré se trouve donc à nouveau dilué dans une sauce théâtrale que les mélomanes jugeront à coup sûr importante — cette musique est trop belle pour qu'on ait envie d'y laisser entrer le langage parlé. Brahms, plus génial rythmicien que jamais, s'y découvre divin mélodiste, dans une nouveauté et une fluidité harmoniques qui annoncent Duparc et Fauré. Et si ce cycle n'est à proprement jamais joué, c'est que le piano n'y joue jamais les utilités mais entasse la partie chantée avec l'épaisseur d'une forêt et une vélocité réellement amoureuse. Par quelques jeux de scène bien trouvés, Michel Rostaing suggère d'ailleurs qu'il n'était dans l'esprit de Brahms qu'une façon de traiter le thème de la passion : en consacrant l'amour de deux mains féminines sur un chœur avec une voix de basse.

Accompagnateur de Christe Ludwig à l'École de chant de l'Opéra de Paris, le pianiste Susan Marshall joue donc les réincarnations de Clara Schumann. Intelligent, nuancé, volontaire et racé, son jeu est de bon goût à la hauteur de cette partition inouïable : seuls Richter (avec Fischer-Dieskau, dans une version aujourd'hui épuisée) et Gérard Moore (avec Hans Hotter) l'ont affronté sur disque avec succès. Le baryton, c'est Jacques Bonafant, réalisateur trop peu connu parce que

français, à cheval entre le baroque (il jouait dans *Arje*, de Lully) et le théâtre musical contemporain. Vingt autres plus intellectuelles qu'enflamées mais parfaitement nobles et portenses d'émotions vraies (1).

Mozart a laissé *Zaïde*, son premier « singspiel » et sa première turquerie, à l'état inachevé avant de se consacrer à l'*Figaro* et au *Don Juan* sur un livret très supérieur. Tous ceux — et ils sont nombreux — qui ont voulu monter ce petit drame tantôt chanté, tantôt parlé, tantôt lent à l'ensemble de mélodrames (parole sur accompagnement symphonique), ont donc été contraints de compléter. Jean-Claude Malgoire, son orchestre de la Grande École et de jeunes chanteurs insuffisants ou inexpérimentés emment *Zaïde* ce mois-ci en tournée (2).

Deux mouvements des sérénades KV 204 et 239 ont été reconstitués en ouverture et en finale, les dialogues traduits en français pour une meilleure compréhension des péripéties, un comédien ajouté et quelques textes supplémentaires, interprétés. Les décors et la mise en scène (Daniel Ojfer) sont à la fois pitoyers et compliqués. Le niveau musical, en dépit de l'interprétation si vraie, laisse accablé.

ANNE REY.

(1) Jusqu'au 17, Théâtre 14, Tél. : 45-45-69-77.  
(2) Du 19 au 24 à Tourcoing ; le 3 mai à Douai ; le 5 à Boulogne-sur-Mer.

## COULISSES

### Les rencontres de l'Athénée

Après Ariane Mnouchkine et Hélène Cixous qui ont inauguré en janvier dernier la série de rencontres « France théâtrale » du Théâtre de l'Athénée, animées par Georges Banu, Alain Finkelkraut et Danièle Selleneuve feront le point sur « Le texte et l'acteur dans le théâtre d'aujourd'hui ».

★ Mardi 19 avril, 19 heures, Théâtre de l'Athénée. Tél. : 47-42-67-81.

### Au Salon du livre

Les éditeurs de théâtre, le Centre national des lettres et l'association Voltaire organisent, le mardi 19 avril au Salon du livre, une journée consacrée à l'écriture et à l'édition théâtrale. Rencontres, signatures sont prévues sur le stand du CNL. Sont annoncés notamment : Arrabal, Billeloux, Haim, Bernusset, Méryny, Cixous, Metellus.

★ Renseignements : 45-67-52-26.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**Le Monde**  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION

## CINÉMA

### Festival biblique

En moins d'un siècle, depuis 1903, le cinéma a produit une petite centaine de films pour illustrer — en général — les épisodes les plus flamboyants de l'Ancien Testament : Samson et Dalila, David et Goliath, Salomon et la reine de Saba, Judith et Holopherne, quelques autres.

Le Festival biblique organisé par le centre Rachi, du 17 avril au 1<sup>er</sup> mai, fera revivre, à travers une vingtaine de films, les grands moments de l'histoire sainte au cinéma. De ces films, certains sont très connus (*Samson et Dalila*, *Salomon et la reine de Saba*), d'autres moins (*Hérode le Grand*, *l'Histoire de Ruth*). Les uns ont été boudés par la critique (*la Bible*, de J. Huston), d'autres ont trop vite disparu des écrans (*Adam ou le sang d'Abel*, de G. Benhamou). Qui se souvient encore de la *Judith de Béthulle*, de D. W. Griffith, ou de Gregory Peck dans le *David et Bethsabée* d'H. King ? Certains choix surprennent, dans le registre de la dérision (*Saint Michel*) ou de l'humour noir (*l'Abominable Docteur Phibes*). On s'étonnera de l'absence des *Dix Commandements*, retenu par le distributeur pour un autre usage, ou d'*Esther et le roi*, de Walsh, dans un trop lamentable état pour être encore visible.

★ 30, boulevard Part-Royal, 75005 Paris. Tél. : 43-31-75-47.

### « Etroite surveillance », de John Badham

#### Amour planqué

Un prisonnier qui s'évade dès le générique, cela met toujours de bonne humeur. Même s'il est la pire crapule, tant l'appât de la liberté est communicatif. Et, en l'occurrence, c'est la pire crapule, Stick (Aidan Quinn), qui joue la fille de l'air en quittant fort pétillement un pénitencier de Colombie britannique. Comme on sait qu'il cherchera tôt ou tard à prendre contact avec son ex-petite amie, Maria (Madeline Stowe), le FBI demande aux policiers locaux de mettre celui-ci en « étroite surveillance ».

La planqué s'organise donc dans la maison en face de chez Maria, par équipes de deux flics dont celle qui nous intéresse, Chris et Bill (Richard Dreyfus et Emilio Estevez). Symptomatique beaucoup qui ne pense qu'à faire des farces de potache au tandem qui prend la relève et ne veut guère mieux. Avec quelques caisses de cigarettes et une foote de gadgets, Chris et Bill mettent la demoiselle sur écoute téléphonique et se collent l'œil à la lunette. D'autant plus assidus que le demoiselle, avec ses airs de madone mexicaine, est un canon, qu'elle se tire

pas souvent les rideaux et a toujours trop chaud.

Chris ne tarde pas à pousser un peu plus loin — ou un peu plus près — ses investigations. Il voudrait se faire passer pour un dur, mais en vain. Elle aussi est une gentille et lui tombe dans les bras toute rôtie. En attendant l'arrivée de l'affreux évadé qui a de beaux yeux mais aucun sens de l'humour.

Heureusement, Dreyfus et Badham (à qui l'on doit la *Fibre de samedi soir* et *War Games*) en ont à revendre et, sans prétention, du meilleur. Par le jeu des micros et de l'espionnage aux jumelles, on retrouve les ressorts impénétrables du vaudeville à trois ou quatre, dont un dans le placard et deux dans le doute. Une bonne dose de bagarres homériques, de poursuites en voitures dégingolées, de bras de fer dans les scieries à bois, de suspense affreux entre deux plaisanteries, assurent l'équilibre tous publics (enfants et parents, comme *Princesse Bride*) d'un film qui fait passer allégrement deux heures de vrai divertissement. Ce qui est aussi une des fonctions indiscutables du cinéma.

MICHEL BRAUDEAU.

## EXPOSITION

### A l'Hôtel de Ville de Paris

#### Restaurations

Il y a trois peintres français, réunis par Daniel Abadie. Ils ont à peine trente ans et quelque notoriété. Et ils sont « figuratifs », comme l'on dit. D'ailleurs, et depuis des corps que l'on devine immatériels et niches-languesques sous la couleur qui les noie et dissimule les détails de leurs anatomies. Favier peint sur verre d'exquises natures mortes miniatures, vitraillées, décoratives et parées de citations de Mallarmé, de Rimbaud ou de symbolistes belges. Laget peint les citrons de Manet et des crânes sur des toiles et il encadre de plaques de zinc ses vases oranges.

Favier cultive la virtuosité sans s'en vanter. Ses plaques de verre se réduisent de plus en plus, la précision du dessin gagne encore en acuité, les couleurs en éclat, les motifs en microcosme. Il semble se soucier assez peu d'expression et de profondeur. Il lui suffit d'obtenir un bel effet. Faut-il peut-être, mais inutilement nécessaire, puisque telle réhabilite le plaisir optique et la volupté d'une sélection à laquelle on attriste grand mal à parvenir à réaliser. Avec d'autres moyens, Eric Dalby avait son amour du musée et des glaces. Sans doute n'a-t-il pas encore atteint, dans son genre, le degré de maîtrise tou-

rique d'un Favier. Ses toiles haussent d'un éclat gris qui n'est pas toujours plaisant, ses formes ne sont pas exemptes d'indécisions. Mais la démarche est ambitieuse et hardie.

Denis Laget ne craint pas les comparaisons à ses aînés. Il se mesure avec la tradition classique de la vauité et avec ceux de son contemporain, Donald Sultan, Francesco Clemente ou Louis Coma, qui s'en sont inspirés à leur tour. Pour l'instant, il lui manque un peu de tragique que l'on peut croire nécessaire à qui s'attaque à un sujet si fortement symbolique. Ses toiles de mort ont de l'équilibre, un galbe étroitement évocateur et des reliefs dorés. Elles sont d'un maniement « académique ». Laget pouvait-il cependant faire l'économie des influences et des pratiques ? Pour lui, comme pour tous ceux de sa génération, la copie a tenu lieu d'école et pallie l'absence d'enseignement de l'École des beaux-arts (Laget dit). La restauration de la peinture passe aussi par l'imitation des maîtres d'autrefois.

PHILIPPE DAGEL.

★ Jusqu'au 23 mai.





La « grande enquête nationale » de l'ARC provoque de vives critiques

Médecine par correspondance

La polémique sur l'ARC (Association de recherche contre le cancer) connaît de nouveaux développements. Après l'annonce du poste de vice-président-secrétaire général de M. Yves Ledoux par le conseil d'administration de cette association (Le Monde du 14 avril), une nouvelle initiative de l'ARC baptisée « grande enquête nationale de l'ARC » a inquiété les responsables du conseil national de l'Ordre des médecins comme ceux des caisses de Sécurité sociale. Nous publions, d'autre part, les principaux extraits qui, dans le rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) sur l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif, mettent en lumière les pratiques administratives et financières de l'ARC.

La « grande enquête nationale de l'ARC » lancée il y a quelques mois, connaît une ambition première. Elle était présentée comme une opération due à l'initiative de M. Jacques Crozamarie, président de l'ARC, et du professeur Léon Schwarzenberg, membre du conseil d'administration de cette association. Elle avait pour objectif de « sauvegarder chaque année plusieurs milliers de vies ». Le département médical de la SORRES a été étroitement associé à la réalisation de ce projet. « nous avons fait savoir que nous étions totalement opposés à cette entreprise », nous a déclaré le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé. Mais compte tenu du vide juridique actuel nous n'avons pas pu l'interdire.

L'ARC a d'abord proposé à l'ensemble de ses adhérents, ainsi qu'à de très nombreuses personnes, de participer à cette opération. On demandait de répondre à un questionnaire « visant à mieux cerner le profil de votre santé », questionnaire rédigé par le professeur Schwarzenberg, « en collaboration avec d'éminents spécialistes : cardiologues, rhumatologues, psychiatres... » (1). Il en résulte un ensemble d'environ cent soixante questions très diverses concernant l'existence d'événements « troubles de l'appétit », de l'appareil digestif, du « cœur et du souffle », de l'état général, de l'alimentation, du mode de vie ou encore de « l'environnement affectif ou psychologique ».

Les promoteurs du questionnaire, après traitement informatique des réponses, proposaient de renvoyer à ceux qui l'avaient rempli, un « profil de santé » indiquant le niveau de risque pour différents appareils ou organes (poumons, cœur, ovaires, estomac, articulations, peau, etc.). Pour chacun des viâgés et une catégorie ainsi définies, on indiquait par un système d'étoiles un niveau allant de « faible risque » à « très grand risque » et parallèlement, la meilleure conduite médicale à tenir. Une série — parfois fort longue — d'examen biologiques complémentaires (radiographies, échographies, prises de sang, tests vaginaux, myélogrammes, consultations psychiatriques, etc.) était alors indiquée. Selon les souhaits des personnes ayant participé à l'enquête, le médecin traitant pouvait ou non être directement informé de ses résultats.

Une autre utilisation des réponses fournies était également prévue. Elle visait au traitement collectif des données ainsi recueillies. « Les résultats de cette étude permettront à l'ARC de fixer des objectifs d'équipement en matière de dépistage, expliquait-on auprès de l'association. L'ARC aura

ainsi des informations essentielles sur les besoins en tel ou tel type d'appareillage médical et scientifique. Ces résultats seront bien entendu diffusés en avant-première aux lecteurs de la revue Fondamental, le magazine d'information de l'ARC, puis communiqués au public par la presse. » Les différents aspects de cette opération sont protégés, assure-t-on à l'ARC, par les garanties légales d'anonymat et de confidentialité. « On nous a assuré qu'après saisie informatique anonyme des données l'ensemble des fichiers devait être détruit avant le 31 mars

derrière », indique-t-on à la Commission nationale informatique et libertés. « Aucune réédition d'une telle opération n'est, à notre sens, prévue. Il ne s'agit pas d'une photographie de l'état de santé de la population française à un moment donné. »

Psychiatrie

L'ampleur d'une telle opération et son aspect financier ne sont nullement négligeables. Selon le professeur

Schwarzenberg, 868 388 personnes (l'ARC revendique 2,5 millions d'adhérents) ont répondu à cet appel. En pratique, 203 131 personnes ont renvoyé leur questionnaire, avec le « don minimum de cent francs » sans lequel il n'était pas donné suite à la proposition.

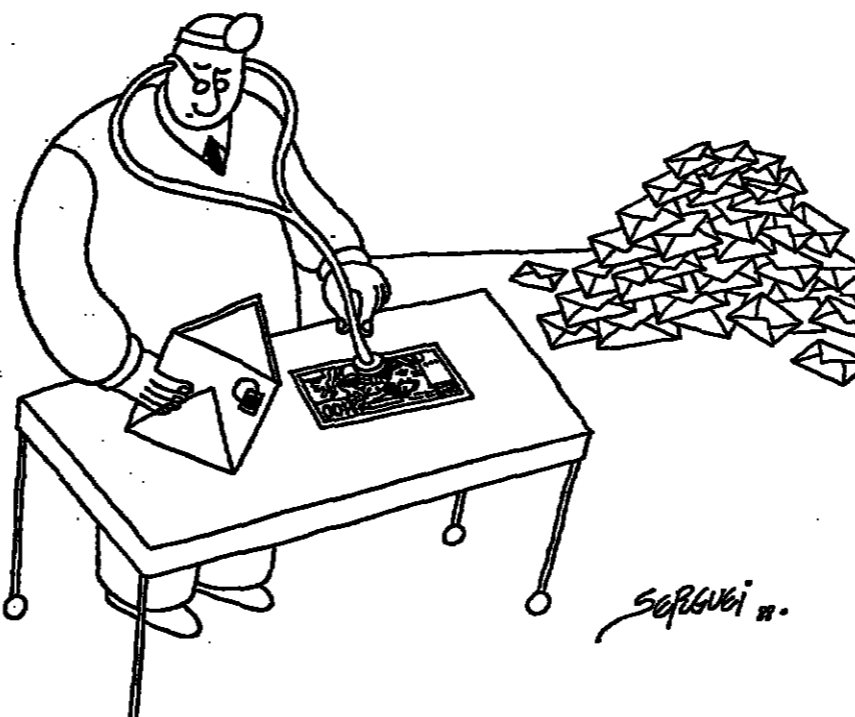
Plus que la méthodologie — critiquée par plusieurs spécialistes d'épidémiologie ou de santé publique — retenu pour une telle opération, ce sont les réponses qui soulèvent une très vive inquiétude dans les milieux médicaux. De nombreux médecins se sont ainsi

inquiétés, souvent après leurs malades, de très nombreux examens complémentaires et des consultations de spécialistes qui étaient indirectement demandés. « La question est d'autant plus importante, souligne un spécialiste de santé publique, que la plupart des examens que l'on demande aux médecins de prescrire n'ont jamais prouvé leur efficacité en matière de dépistage collectif. » L'aspect financier de l'opération a ensuite vivement inquiété les responsables des caisses primaires d'assurance-maladie, de très nombreuses réponses correspondant, en définitive, à des bilans de santé très coûteux pouvant aller jusqu'à des sommes équivalentes à environ 10 000 F. Une « inflation » difficilement supportable à une époque où l'on entend beaucoup faire pour réduire le niveau des dépenses de santé. Une situation particulièrement ambiguë aussi puisqu'en théorie les caisses de sécurité sociale ne prennent pas en charge le coût des examens dits de dépistage.

Plusieurs médecins, inquiets d'une telle situation et percevant cette opération comme l'introduction très critique d'un tiers anonyme dans la relation médecin-malade, ont d'ores et déjà saisi le conseil de l'Ordre des médecins, qui ne cache pas, à l'échelon national, son embarras. La caisse nationale d'assurance-maladie redoutait, pour sa part, les conséquences financières potentielles d'une telle opération. Elle a donc, sans doute un peu tardivement, — une riposte technique visant à démontrer, et sans même parler de leur coût, l'inefficacité de la grande majorité des examens que l'on demande aux médecins de prescrire.

JEAN-VYVES NAUJAC et FRANCK NOUCHET

(1) Le questionnaire de l'ARC a été établi par le professeur Léon Schwarzenberg avec la collaboration des professeurs Jean Astar, Marcel-François Kahn et Henri Loo.



« Une dépendance lourde et malsaine »

Le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) concernant le comité de fonctionnement de l'Institut Gustave-Roussy (IGR) de Villejuif (Val-de-Marne) est un volumineux document de deux cent vingt et une pages, établi par trois membres de cette inspection : M<sup>me</sup> Catherine Berges, le docteur Claude Gubler et M. Maurice Ramond.

L'ordre de mission signé du 13 février 1987 demandait « de façon très large un contrôle du fonctionnement médical, administratif et financier de l'établissement ». Cet ordre de mission, précisaient les rapporteurs, « faisait suite à de nombreuses réunions, notamment au cabinet du ministre le 14 octobre 1986, au cours desquelles la direction des hôpitaux et le bureau départemental avaient exprimé le souci de voir clair dans l'origine et la justification des demandes de dérogations budgétaires qui se répétaient d'année en année ».

Le rapport est divisé en chapitres : l'organisation générale, l'organisation médicale, l'information, la recherche, le financement de la recherche, le personnel, les aspects budgétaires et financiers, les étrangers, les marchés et services techniques, les perspectives. La partie relative à l'association pour la recherche sur le cancer (ARC) figure pour l'essentiel au chapitre « Financement de la recherche », dans le troisième sous-chapitre intitulé « Les dépenses ». Elle comporte dix-sept pages.

L'insert de la direction D'emblée, les rapporteurs indiquent que plusieurs membres de l'Institut ont « à plusieurs reprises, stérile l'attention de la mission sur les critiques que lui inspirait la concorde de l'ARC ». L'insert de ce rapport publicitaire mis en œuvre par l'ARC dans le public, ajoutent les rapporteurs, le contenu volontairement entretenu par l'association à son bénéfice entre toutes les institutions hospitalières du plateau de Villejuif (services de cardiologie de Paul-Brousse, institut du CNRS, IGR, ARC), se pratique extrêmement active de séduction auprès des notaires et d'appropriation de legs mal libellés, ne peuvent en effet être que de nature à concurrencer sérieusement l'IGR. Le rapport indique qu'il est toutefois difficile de mettre en évidence les résultats de cette concurrence.

S'étonnant de « l'insert de la direction dans ce domaine », les rapporteurs jugent « tout à fait anormal que l'IGR laisse sans rigueur l'ARC inciter les donateurs à lui adresser tous leurs dons ou legs pour la recherche contre le cancer,

à charge pour cette association de décider souverainement de leur attribution : entre les Instituts qu'elle soutient, selon ses propres critères ». Au-delà de la « dépendance lourde et malsaine » que les rapporteurs croient déceler entre l'IGR et l'ARC, l'IGAS note que, sous l'impulsion de M. Crozamarie, le président de l'ARC, cette association « a pris un essor considérable, qui lui fait largement échapper sa charité de ses fondateurs ».

Les subventions accordées par l'ARC à l'IGR transitent par deux canaux : soit elles sont versées à l'Institut lui-même, soit directement aux chercheurs de l'Institut. Ainsi, en 1981, 5 920 192 F ont été versés au total à l'IGR ; 2 580 000 F sous la forme de dotations annuelles et 3 340 192 F sous la forme de dotations exceptionnelles. En 1986, 23 611 800 F ont été versés ; 7 150 000 F sous la forme de dotations annuelles et 22 460 000 F sous la forme de dotations exceptionnelles.

Pour ce qui est des sommes versées directement aux chercheurs, il ressort des comptes tenus par l'ARC que les attributions de subventions en 1985 et 1986 se sont élevées à 4 918 742 F en 1985 et à 6 966 115 F en 1986.

Les enquêteurs exposent ensuite les problèmes posés par le financement de l'ARC. Les aides de l'ARC, explique le rapport, sont à l'évidence d'un apport irremplaçable pour l'Institut. Toutefois, l'importance considérable qu'elles ont prise ces dernières années soulève d'importants problèmes. Parmi ceux-ci, le fait que, ne faisant pas « d'inventaire du matériel et des biens se trouvant à l'Institut, l'IGR peut entièrement ignorer la présence d'équipements se trouvant dans ses murs ».

Le rapport aborde ensuite un point important : « Nous avons pu constater qu'il existait, en dehors des procédures ci-dessus décrites, une procédure exceptionnelle, dite d'urgence, qui permet au président de l'ARC d'attribuer, en cas d'urgence, des crédits, sans l'avis de son conseil d'administration ou des commissions scientifiques (...). Sur les deux années 1985 et 1986, ont été ainsi attribuées aux chercheurs de l'IGR (comptes de l'IGR et de professeur Tubiana social), quatre vingt-dix huit subventions, pour un montant total de 11 894 857 F, dont 33 % ont été sur procédure d'urgence pour un montant total de 3 380 342 F (...). Une procédure qui représente le tiers des subventions accordées ne peut être considérée comme une procédure exceptionnelle. »

Dans la décision d'accorder une telle subvention aux chercheurs, les rapporteurs estiment que « les relations personnelles que M. Crozamarie peut entretenir avec l'un

d'eux — qui peut servir d'image publicitaire à l'association dans le public — placent à l'évidence aussi dans ses décisions (Cf. par exemple, le numéro de la revue Fondamental, publiée par l'ARC, où les travaux de certains chercheurs de l'IGR sont mis en valeur, sans mention de leur appartenance à l'IGR) ».

Quasi théocratique

Au total, « grâce à l'ARC, les chercheurs de l'IGR disposent de moyens financiers leur permettant de mener leur propre politique ». Parfois, ces moyens peuvent atteindre des montants très importants : le rapport cite l'exemple du professeur Dominique Bellet, qui s'est vu attribuer, en 1986, selon la procédure d'urgence, « c'est-à-dire, précise le rapport, « selon la seule décision de M. Crozamarie » — une somme de 3,5 millions de francs pour l'acquisition d'un « synthétiseur de peptides ». On remarquera que les rapporteurs commentent une erreur (ils le reconnaissent dans le troisième colonne), après réponse de l'IGR quant au montant de la somme. Celle-ci n'est en réalité, comme l'indique l'IGR que de 1 420 000 F.

Cette situation, note le rapport, crée une « dépendance excessive » de l'IGR à l'égard de l'ARC (1). « Il peut s'agir d'une dépendance réciproque », la renommée personnelle d'un chef de service pouvant lui donner, face à l'ARC, un pouvoir de négociation puissant (...). Cette situation porte d'ailleurs généralement ombre au président de l'ARC, lequel entend ses pouvoirs de manière quasi théocratique : ainsi, les rapports entre le professeur Mathé, de l'hôpital Paul-Brousse et l'ARC sont-ils une dépendance réciproque. Mais M. Crozamarie reconnaît qu'il lui faudra attendre le départ à la retraite du professeur Mathé pour mettre fin à des pratiques, en effet, surprenantes : notamment la prise en charge d'une trentaine de salariés, via l'Association Claude-Bernard (association-relais de l'Assistance publique), sur les fonds de l'ARC, en sus d'attributions de subventions importantes.

Cette dépendance, a, selon le rapport, induit une certaine pratique de l'auto-censure. « La direction de l'IGR, écrivent les rapporteurs, ne peut se permettre de critiquer les initiatives de l'ARC ». Il en est ainsi du centre de dépistage anticancéreux que l'ARC a approuvé à faire construire à l'hôpital Saint-Louis (Paris) et à propos duquel, note le rapport, « seul le professeur Mathé a publiquement protesté ». Mais lui en prit : les rapporteurs ayant pu personnellement entendre, sur les ondes radiophoniques, le président de l'ARC réagir à cette contradiction « en mettant en

doute les facultés mentales du professeur Mathé et en menaçant de lui supprimer tout financement... »

Pour être complet, on notera que, l'IGR a indiqué à plusieurs reprises, avoir toujours été opposé à l'idée d'un centre de dépistage tous azimuts. L'Institut ajoute qu'il avait cherché à en dissuader l'ARC, en suggérant plutôt la création d'un centre de recherche sur le dépistage.

Dans sa réponse, l'IGR conclut : « Ou bien l'ARC travaille pour le bien public dans la recherche sur le cancer, et dans ce cas-là, on ne voit pas pourquoi il serait « mésestimé » d'y avoir recours ; ou bien le fonctionnement de l'association n'est pas satisfaisant, et dans ce cas, c'est à l'Etat d'intervenir et non pas au directeur d'un centre anticancéreux, ce qui mettrait son Institut et ses chercheurs en position d'infériorité vis-à-vis des autres chercheurs, et s'interdisant d'avoir recours à une source de crédits importante et fort utile. »

Pour sa part, le préfet de la région Ile-de-France, M. Olivier Philip, dans une lettre adressée le 13 janvier 1988 à l'IGAS et publiée en exergue du second rapport, indique qu'il n'a pas interprété le rapport de l'IGAS comme critique des activités de recherche de l'IGR, notamment par rapport à l'ARC. Il ajoute cependant qu'une plus grande indépendance de l'Institut est souhaitable.

J.-Y. M. et F. N.

(1) Le professeur Tubiana nous a déclaré qu'à l'IGR, l'aide privée provient de plusieurs sources : « 1) Les dons et legs faits directement à l'IGR : ils ont dépassé de 2 millions par an en 1981 à 23 millions par an en 1986, ce qui prouve que le public connaît et apprécie notre action et contribue à nos recherches contre le cancer, le GEFILUX et surtout l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) qui a été créée à Villejuif et qui, bien que sa vocation soit devenue nationale, continue à s'adresser à ce qui se fait à Villejuif. Les sommes reçues par l'IGR s'élevaient à environ 6 % des sommes distribuées par l'ARC pour l'aide à la recherche. Elles représentaient moins de 20 % du budget de recherche de l'IGR et la dotation régulière de l'ARC est inférieure à 1 % du budget de l'IGR. Ces sommes sont utilisées à rémunérer des boursiers, des vacataires, à acheter du matériel. Elles n'ont jamais été utilisées pour embaucher du personnel permanent. L'arrêt de ces subventions entraînerait une limitation de nos moyens de recherche mais n'aurait aucun retentissement sur le nombre de postes et la rémunération du personnel. Parler de dépendance est donc dérisoire. »

La refonte du Loto sportif

Treize matches au lieu de seize • Gains doublés grâce à un « numéro-pactole »

En chute libre de 1986 à 1987, avec une baisse de 30 % des paris d'une année à l'autre, le Loto sportif change de formule, comme Le Monde l'avait annoncé le 19 mars. Les modifications, précisées, jeudi 14 avril, devant la presse, par M. Jean-Pierre Teysier, président de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SILNLN), sont très importantes.

A la reprise des championnats de France de football, le 16 juillet (saison 1988-89), la grille du Loto sportif ne comportera plus que treize matches (les dix rencontres de Division 1 et trois de Division 2) au lieu de seize. Le jeu français s'aligne ainsi sur le Totalcalcio ; comme en Italie, le nombre de gagnants devrait donc être plus élevé, mais les gains au premier rang moins importants.

On gagnera si l'on pronostique treize, ou onze résultats justes. La part des enjeux redistribués aux heureux parieurs sera portée de 48 % à 50 % ; l'Etat a consenti à réduire son prélèvement initial de 12 % à 10 %, mais il n'a pas renoncé à la position supplémentaire décriée en juillet 1986. Le mouvement sportif continuera, lui, à recevoir 30 % du total des enjeux.

Une nouvelle répartition des gains a été instaurée : 30 % à chacun des trois rangs gagnants (soit 90 %), au lieu, actuellement, de 18 % à chacun des cinq rangs gagnants. Cela permettra, conformément au vœu de l'ensemble des parieurs, de ne pas percevoir des sommes dérisoires au dernier rang (onze résultats justes).

Restent 10 % : ils seront affectés à un numéro-pactole, allant de 0 à 9 et tiré au sort lors de l'émission de TF 1 du dimanche soir ; ce numéro sera directement imprimé sur le reçu, lors de la validation, et il doublera les gains à treize, douze et onze résultats. La création de ce numéro-pactole entraîne la suppression des sept numéros de la chance, ainsi que celle des super-pactoles et du fonds de réserve du Loto sportif. La mise minimale par bulletin reste fixée à 5 F et la mise maximale à 1 080 F.

D'autre part, en cas de match annulé, il ne sera pas procédé à un tirage au sort, comme actuellement :

● Arrestation à Nancy de l'auteur du meurtre d'une vieille dame. — La sûreté urbaine de Nancy a interpellé, jeudi 14 avril, un jeune homme de vingt et un ans, David Ziani, qui a avoué être l'auteur du meurtre d'une vieille dame, Yvonne Hillier, quatre-vingt-quatre ans, découverte étranglée à son domicile deux jours auparavant, par l'infirme qui venait chaque jour lui faire une piqûre. David Ziani était sorti récemment de prison après une condamnation à huit mois de prison pour vol.

ou jouera sur douze matches au lieu de treize. Dans ce cas-là, la répartition des gains sera de 45 % à douze et à onze bons résultats. Enfin, les rapports de la grille gagnante seront connus le dimanche soir au lieu du lundi soir et les paiements seront effectués dès le lundi matin.

Par ces dispositions plus simples et plus équitables, les responsables du Loto sportif, qui viennent de modifier la formule pour la troisième fois en moins de quatre ans, espèrent retrouver une vitesse de croisière de quatre millions de bulletins validés par soirée de football, française ou étrangère : les paris sur les championnats voisins (Espagne, Italie, Angleterre, RFA...) ne sont pas, en effet, abandonnés.

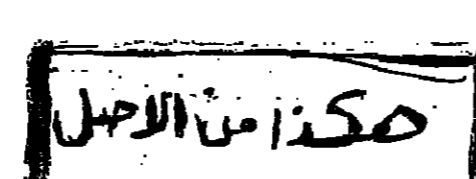
M. C.

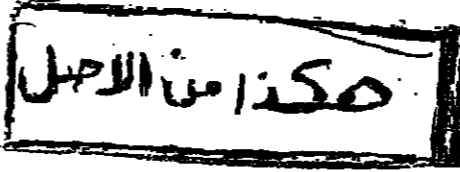
Nouvelle interpellation et manifestation nationaliste en Haute-Corse

Déjà condamné à deux reprises pour des attentats commis dans l'Ile en 1983, un militant nationaliste corse, Jean-Michel Rossi, a été interpellé, jeudi 14 avril, à L'Ile-Rousse (Haute-Corse). Cette arrestation s'inscrit dans l'opération engagée au début de la semaine, et qui avait déjà entraîné, après la découverte d'une cache d'armes à Bastia, l'interpellation de quinze personnes (Le Monde du 14 avril) dont treize étaient encore en garde à vue, jeudi soir, mais qui, au terme du délai légal de quatre jours, pourraient être remises en liberté samedi matin.

En attendant, les milieux nationalistes corses ont multiplié les actions de soutien aux militants interpellés. Mercredi soir, vers minuit, une centaine de manifestants ont été dispersés par la police aux abords de l'hôtel de police de Bastia. Trois personnes ont été blessées dont M<sup>me</sup> Tomasi, mère de Félice Tomasi, un militant nationaliste en détention préventive depuis cinq ans. Son avocat, M<sup>me</sup> Vincent Stagnara a déposé une plainte contre les forces de l'Ordre pour « coups et blessures et abus d'autorité ».

D'autre part, dans un texte qui n'avait pas encore été authentifié, jeudi soir, l'ex-FILNC a revendiqué vingt-sept attentats parmi lesquels figurent ceux qui, le 29 mars et le 7 avril, ont respectivement visé cinq et quatre agences bancaires de Marseille. Le mouvement dissous revendique aussi l'attentat à l'explosif, le 4 avril, contre la résidence, à Ajaccio, du directeur départemental des polices urbaines.





Société

Le responsable de la bavure de la rue de Mogador écroué
Gilles Burgos, le CRS encombrant

Lorsqu'il est entré dans la pizzeria Patricia, dans un centre commercial de Vézirys, mardi 12 avril après 21 heures, personne ne s'est étonné de voir arriver un CRS en tenue.

Il s'est assis, seul à une table, et a passé sa commande: un apéritif maison, une pizza, des pâtes, du fromage, une demi-bouteille de vin, à laquelle il ne toucha pas.

A ce moment, il a l'air nerveux, se frotte sans arrêt les mains. « Il avait l'air un peu saoul, et fatigué », se rappelle un témoin.

Mais là, le ton va changer. C'est un témoin de la scène qui raconte: « Il a demandé au patron: Vous êtes portugais? Mais non, italien... »

« Il s'est tait comme un fou, raconte le témoin. Nous, on est restés comme des cons... »

Le Monde daté 6 et 7 juillet, est devenu bien noté de la CRS 54, venue de Marseille assurer des opérations de maintien de l'ordre, avait tué Loïc Lefèvre, vingt-sept ans, ouvrier carrossier, d'une balle dans la tête.

On se rappelle le communiqué hâtif de la préfecture de police avançant la thèse de la légitime défense, les errements d'une enquête, confiée à l'inspection générale des services qui semblait destinée par des rafles musclées à décourager les prostituées du quartier.

Devenue symbolique, l'affaire empoisonnera le ministère de l'intérieur, fraîchement installé après les élections de mars 1986, et donnera à Charles Pasqua l'occasion d'un de ses premiers coups de gueule.

S'écarter avec peine de la thèse de la légitime défense - Loïc Lefèvre aurait fait un geste menaçant en sortant de son blouson un objet que le policier avait pris pour une arme.

Il ne passera que vingt-six nuits au quartier réservé aux policiers à Fleury-Mérogis: la chambre

d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M<sup>me</sup> Yvonne Lala, infirme la décision du magistrat, remet le policier en liberté, estimant que l'instruction est suffisamment avancée.

En retrait sur le contrôle judiciaire défini par le juge d'instruction, qui - outre l'assignation du policier à résidence dans une chambre de la région parisienne - demandait la confiscation de son arme de service et de sa carte de police.

« Un incident de quatre jours »

Affecté à la CRS de Vézirys, Gilles Burgos était officiellement chargé de l'entretien. Il devait prochainement la quitter pour Toulouse.

Une information judiciaire v-elle y être ouverte, Gilles Burgos sera-t-il jugé en flagrant délit? Le premier substitut de Versailles, M. Jean-Charles Lecompte, choisit la voie, plus douce, du rendez-vous judiciaire.

Les choses auraient pu en rester là. Mais très vite, cette fois, le ministère de l'intérieur décide de suspendre Gilles Burgos sans traitement. Que fera de lui le juge d'instruction chargé du dossier, M. Michel Logrand.

d'instruction parisien, M. Logrand, et Gilles Burgos, « spontanément » se présente devant lui, escorté par ses collègues.

Le magistrat parisien a communiqué le dossier concernant l'affaire de la rue de Mogador pour règlement, au parquet depuis le mois de janvier.

« Ça n'est pas saisi du dossier traité par Versailles, le juge parisien - le policier étant suspendu sans traitement - peut estimer qu'il ne bénéficie plus de l'encadrement assuré par un corps de l'Etat; la police. S'il n'y a pas lieu de révoquer le contrôle judiciaire - Burgos, en effet, ne s'y est pas soustrait - ce nouvel incident éclaire sa personnalité d'un jour nouveau et les garanties de représentation deviennent insuffisantes.

« Ça n'est pas saisi du dossier traité par Versailles, le juge parisien - le policier étant suspendu sans traitement - peut estimer qu'il ne bénéficie plus de l'encadrement assuré par un corps de l'Etat; la police. S'il n'y a pas lieu de révoquer le contrôle judiciaire - Burgos, en effet, ne s'y est pas soustrait - ce nouvel incident éclaire sa personnalité d'un jour nouveau et les garanties de représentation deviennent insuffisantes.

« Ça n'est pas saisi du dossier traité par Versailles, le juge parisien - le policier étant suspendu sans traitement - peut estimer qu'il ne bénéficie plus de l'encadrement assuré par un corps de l'Etat; la police. S'il n'y a pas lieu de révoquer le contrôle judiciaire - Burgos, en effet, ne s'y est pas soustrait - ce nouvel incident éclaire sa personnalité d'un jour nouveau et les garanties de représentation deviennent insuffisantes.

« Ça n'est pas saisi du dossier traité par Versailles, le juge parisien - le policier étant suspendu sans traitement - peut estimer qu'il ne bénéficie plus de l'encadrement assuré par un corps de l'Etat; la police. S'il n'y a pas lieu de révoquer le contrôle judiciaire - Burgos, en effet, ne s'y est pas soustrait - ce nouvel incident éclaire sa personnalité d'un jour nouveau et les garanties de représentation deviennent insuffisantes.

La décision pour une révision du procès Vandapuyse sera connue le 22 avril

Une délégation composée de Marguerite Duras, Albert Jacquard, Claude Mauriac, Jean-Marie Duhamel et Théodore Monod a été reçue, jeudi 14 avril, au ministère de la justice par M. Paul-André Sadoin, directeur de cabinet du garde des sceaux, auprès duquel elle a renouvelé la demande de révision du procès de Max-Ernest Vandapuyse, condamné à quinze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des Alpes-Maritimes le 21 mai 1984.

Max-Ernest Vandapuyse, âgé aujourd'hui de trente-six ans, avait été déclaré coupable d'une tentative de meurtre sur deux policiers, crime qu'il a toujours nié. Ses protestations et ses requêtes ont attiré l'attention de plusieurs personnes qui ont constitué un comité de soutien en sa faveur et ont amené la Ligue des droits de l'homme à lui apporter son concours.

En novembre dernier (Le Monde du 11 novembre 1987), les partisans de Max-Ernest Vandapuyse avaient annoncé qu'ils avaient transmis au ministre de la justice un dossier apportant des éléments nouveaux de nature à justifier une demande en révision du procès de Nice par la chambre criminelle de la Cour de cassation. La Chancellerie avait pour objet de savoir quel sort était réservé au dossier présenté en faveur de Vandapuyse. Les délégués ont appris que la commission chargée de donner son avis au garde des sceaux se réunirait le 18 avril, après que le ministre de la justice devra décider s'il y a lieu de transmettre le dossier au procureur général près la Cour de cassation et d'engager ainsi le processus de révision.

Les filles de M. Le Pen obtiennent la saisie d'un « encart » de « Globe »

Le tribunal des référés de Paris, qui avait refusé, le 8 avril, la saisie d'un numéro du mensuel Globe comportant un entretien avec M<sup>me</sup> Pierrette Le Pen faisant état des conflits entre le président du Front national et son épouse, et donnant des détails sur la vie privée de leurs trois filles, Marie-Caroline, Yann et Marion, vient d'ordonner, le jeudi 14 avril, le retrait de la vente et, à défaut, la saisie de l'« encart » spécial que Globe avait tiré à quarante-sept mille exemplaires à la suite de la première décision judiciaire.

Le tribunal, présidé par M<sup>me</sup> Huguette Le Foyer de Costil, se trouvait en effet saisi d'une nouvelle assignation des filles de Jean-Marie Le Pen. Leur conseil, M<sup>me</sup> Olivier Samy, avait fait valoir que l'attitude de Globe démontrait un « acharnement » et une « volonté de nuire ».

Au nom de la société éditrice de Globe, M. Jean-Claude Zylberstein, avait répliqué que les propos de M<sup>me</sup> Le Pen et leur reproduction ne justifiaient pas une telle mesure et qu'il n'y voyait pas sa part - pas de quoi fonder un chat.

Le tribunal, dans sa décision qui ordonne la saisie à défaut d'un retrait volontaire et immédiat de la vente, déclare notamment: « La révélation des mêmes propos dans une publication se présentant comme un livre à part à l'article précédemment incriminé, dans un format de dimensions exceptionnelles, dont le prix est fort inférieur à celui du mensuel Globe, et alors que ce dernier a été très récemment mis en vente et demeure disponible, constitue une agression insupportable pour la réputation délicate... »

« La société éditrice est, en outre, condamnée à verser une provision de 50 000 francs aux trois filles de M. Le Pen. »

Dans les Yvelines L'autommutilation d'un adolescent Un adolescent de seize ans a succombé, mercredi soir 13 avril, qu'il s'était « autommutilé » coupé la gorge avec une machette empruntée à des voisins (nos dernières éditions du 15 avril).

Plusieurs interprétations, sont avancées pour tenter d'expliquer ce geste de détresse: le décès, l'année dernière, de la mère de l'adolescent, le récent mariage de son père et, semble-t-il, la crainte d'une réprimande paternelle qu'aurait motivé de médiocres résultats scolaires.

Le jeune garçon, qui n'était pas allé lundi en collège, avait été découvert, mardi, amputé, le bras ensanglanté, près du domicile de sa grand-mère maternelle chez laquelle il vit depuis un an.

Interrogé par les policiers du SIRP de Versailles, l'adolescent avait d'abord inventé de toutes pièces l'histoire de son enlèvement par deux hommes portant des casques, qui l'auraient séquestré dans un local situé sur la commune voisine de Guignacourt (Yvelines) et lui auraient infligé de graves violences, lui tranchant, pour finir, la main droite.

Ce sont des militaires qui, au cours d'une séance d'entraînement à la course à pied, avaient découvert la main du jeune garçon mercredi matin, près des étagères de la Mairie, sur la commune de Guignacourt. Plus tard, les policiers ont retrouvé sur les lieux la machette utilisée par l'adolescent pour se mutiler.

« Fin de deux évasions... Deux détenus, évadés respectivement l'un de la prison de Soissons, l'autre de l'hôpital de la Timone à Marseille, ont été repris dans la journée du jeudi 14 avril. Le premier, Jean-Pierre Turgehi, trente-huit ans, a été arrêté à Chalon-sur-Saône, à la sortie d'un restaurant. Depuis qu'il avait obtenu une permission de sortie pour «choisir la liberté», le 12 février, il avait parcouru 14 000 kilomètres à bord d'une voiture volée à Montauban, émis près de 150 chèques tirés de chèques volés et dont le montant représentait environ 200 000 francs. Il était emprisonné pour vol. Il sera en outre poursuivi pour évasion, escroqueries, falsification et usage de documents administratifs. L'autre évadé, Bernard Berger, vingt-sept ans, était écroué à Marseille depuis le mois de mars, inculpé de plusieurs vols avec violence. Toutefois, il avait tenté de s'évader les veilles à la prison des Baumettes, ce qui avait entraîné son hospitalisation à la Timone.

Communication

Mis en cause pour ses liens financiers avec le groupe Hersant

M. Michel Droit se met « en congé » de la CNCL

M. Michel Droit, soupçonné d'avoir conservé des liens financiers avec son ancien employeur, le groupe Hersant, a annoncé, le jeudi 14 avril, sa décision de se mettre « en congé » de la CNCL.

« Devant la campagne menée contre moi par certains journaux, à un moment politique choisi à dessein, j'ai décidé de me placer en congé de la CNCL afin de faciliter à celle-ci, aux abords de l'élection présidentielle, l'accomplissement de sa mission avec autant de sérénité que cela sera possible et de me permettre, durant une période donnée, de répondre en pleine liberté, ainsi que de toutes les façons appropriées, aux attaques diffamatoires dont j'ai été l'objet pour qu'apparaisse la vérité. »

« Avant la campagne menée contre moi par certains journaux, à un moment politique choisi à dessein, j'ai décidé de me placer en congé de la CNCL afin de faciliter à celle-ci, aux abords de l'élection présidentielle, l'accomplissement de sa mission avec autant de sérénité que cela sera possible et de me permettre, durant une période donnée, de répondre en pleine liberté, ainsi que de toutes les façons appropriées, aux attaques diffamatoires dont j'ai été l'objet pour qu'apparaisse la vérité. »

« Avant la campagne menée contre moi par certains journaux, à un moment politique choisi à dessein, j'ai décidé de me placer en congé de la CNCL afin de faciliter à celle-ci, aux abords de l'élection présidentielle, l'accomplissement de sa mission avec autant de sérénité que cela sera possible et de me permettre, durant une période donnée, de répondre en pleine liberté, ainsi que de toutes les façons appropriées, aux attaques diffamatoires dont j'ai été l'objet pour qu'apparaisse la vérité. »

Le ton est donc vif; les attaques violentes contre une presse accusée d'arrière-pensées politiques... La prestation de M. Droit, jeudi, au Journal 20 heures, était d'un autre genre. Elle était plus directe, plus crue.

« Je ne suis pas un homme d'Etat, dit-il. Je suis un homme de lettres. Je ne suis pas un homme d'Etat, dit-il. Je suis un homme de lettres. Je ne suis pas un homme d'Etat, dit-il. Je suis un homme de lettres. »

« Je ne suis pas un homme d'Etat, dit-il. Je suis un homme de lettres. Je ne suis pas un homme d'Etat, dit-il. Je suis un homme de lettres. Je ne suis pas un homme d'Etat, dit-il. Je suis un homme de lettres. »

« Je ne suis pas un homme d'Etat, dit-il. Je suis un homme de lettres. Je ne suis pas un homme d'Etat, dit-il. Je suis un homme de lettres. Je ne suis pas un homme d'Etat, dit-il. Je suis un homme de lettres. »

belle affaire! s'exclama M<sup>me</sup> Jean-Louise Bessis, l'avocat de Lazard-FM, Cite-FM et Radio-Julia. Ce serait une réparation satisfaisante pour les radios spolées. Tout juste un pas dans la reconnaissance de ce qu'elles n'étaient pas mythomane, elles qui, pendant neuf mois, se sont battues contre une armée de juristes du parquet ou de la CNCL.

« Si le quorum est réuni, les décisions de la CNCL seront inattaquables »

« La décision de M. Michel Droit est tout à fait personnelle et le place dans une situation courante, nous a déclaré, vendredi 15 avril, le président de la CNCL, M. Gabriel de Broglie. Et c'est d'ailleurs en application du droit commun que le tribunal de Paris a décidé de suspendre son traitement en application des règles générales de la comptabilité publique. M. Droit s'était expliqué à plusieurs reprises devant nous et nous n'avons pas de raison de mettre sa parole en doute. A ce jour, nous n'avons pas de raison de ne pas lui faire confiance. Nous n'avons rien de sur parole. C'est une question de loyauté entre nous. »

« Nous ne sommes pas une commission d'instruction et n'avons pas à nous prononcer à la place du procureur de la République et de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris actuellement saisis de cette affaire. Aujourd'hui, nous ne pouvons que prendre acte de la décision de M. Droit. Et notre souci de toujours respecter le quorum de huit membres requis par la loi, fait que nos décisions à venir seront inattaquables. »

« Nous ne sommes pas une commission d'instruction et n'avons pas à nous prononcer à la place du procureur de la République et de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris actuellement saisis de cette affaire. Aujourd'hui, nous ne pouvons que prendre acte de la décision de M. Droit. Et notre souci de toujours respecter le quorum de huit membres requis par la loi, fait que nos décisions à venir seront inattaquables. »

Pour tenir compte des réserves exprimées par M. Balladur

Le contrat de vente des « Echos » au groupe Pearson est modifié

Rebondissement inattendu dans le contrat de vente des Echos à la société éditrice de France Presse. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié.

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »

« Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. Le contrat de vente des Echos au groupe britannique a été modifié. »





سكزا من الاجل

Météorologie

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 15 avril à 0 heure et le dimanche 18 avril à 24 heures.

Les hautes pressions se décalent rapidement vers l'Europe de l'Est et l'URSS. Le courant perturbé chaud et orageux gagnera rapidement la majeure partie du pays.

Samedi : pluie et orages presque partout.

Le matin, sur la moitié ouest, le temps sera couvert et pluvieux. Sur la moitié est, le ciel sera très nuageux sauf sur la Côte d'Azur et la Corse. Températures très douces en début de matinée, 5 degrés sur le Nord-Est, 7 à 12 sur les autres régions de la Manche aux régions méridionales.

Dans l'après-midi, seul l'extrême Sud-Est et la Corse seront préservés et conserveront du beau temps. Quelques éclaircies réapparaîtront sur la Bretagne. Toutes les autres régions auront un ciel couvert et des pluies intermittentes. Ces pluies auront un caractère orageux des Pyrénées au Massif central et aux

régions de l'Est. Les températures maximales évolueront entre 15° et 20° du nord au sud. Il fera localement 22° sur le Sud-Est.

Dimanche : un nouveau passage pluvieux et orageux.

Le matin sur les régions au Nord-Ouest d'une ligne Bordeaux/Reims des brouillards et ensuite des éclaircies. Il fera 6° à 8°. Sur les autres régions, temps très nuageux avec des caudées et des orages locaux. Le soleil brillera sur la Côte d'Azur et la Corse.

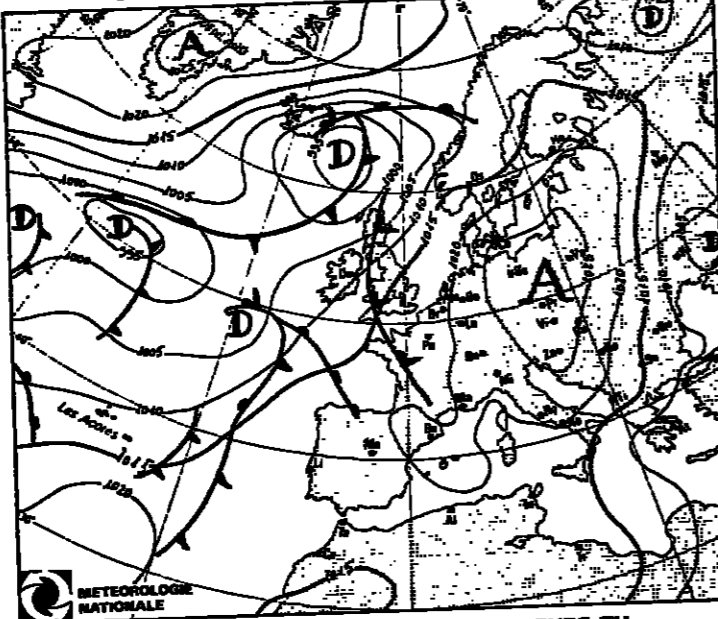
Les températures minimales seront entre 10° et 12°.

Dans l'après-midi le temps se couvrira à nouveau sur la moitié ouest et le Nord où il pleuvra par intermittence et quelques orages isolés éclateront.

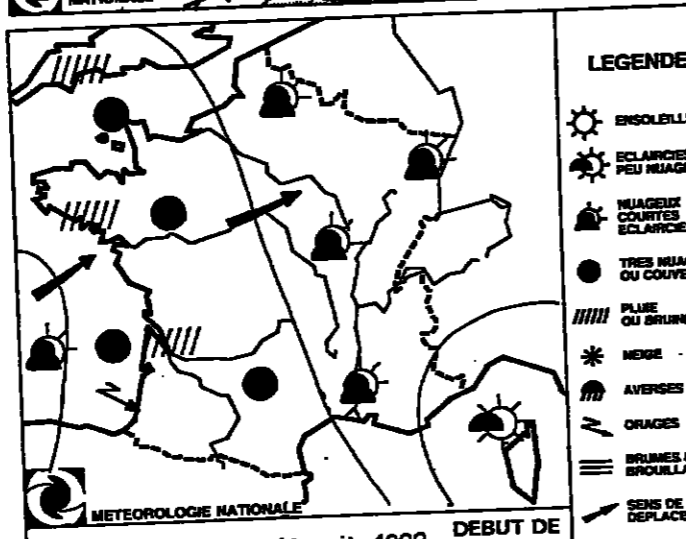
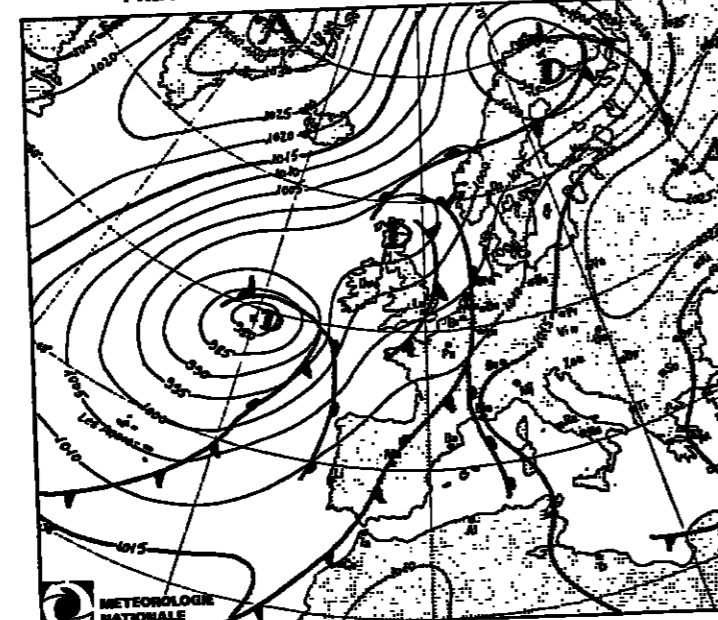
Retour des éclaircies au soir en Bretagne. De la Méditerranée aux régions de l'est et du nord-est, éclaircies et passages nuageux alternent.

Les températures maximales s'échelonneront entre 16° et 22° du nord au sud.

SITUATION LE 15 AVRIL 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 AVRIL A 0 HEURE TU



TEMPS PREVU LE sem. 16 avril 1988 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

le 14-4-1988 à 6 heures TU et le 15-4-1988 à 6 heures TU

Table with columns for location (FRANCE, ÉTRANGER), temperature (max, min), and weather conditions (A, B, C, D, N, O, P, T, \*).

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde CADRES

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

- Proximité Annecy - CHEF COMPTABLE GROUPE
ASSISTANTE DE RECHERCHE
DIRECTEUR D'EXPLOITATION
DIRECTEUR DE CENTRE DE PROFIT
Chambre de Commerce - DIRECTEUR DE LA FORMATION
ADJOINT DU DIRECTEUR COMMERCIAL

GROUPE EGOR 8, rue de Bani - 75008 PARIS

L'AGENDA

- Animation - Instruments de musique - Vacances - Loisirs - Bibliothèque - Stages - Associations

ASSOCIATIONS

- Un Forum exceptionnel ouvert à tous
Session et stages - ITALIEN - « A JOURD'HUI LES GRANDS DÉFIS » - VICTOIRE SUR LE TABAC

Le Monde IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

- appartements ventes - locations non meublées offertes - propriétés - appartements achats - maisons de campagne - pavillons - bureaux - locations

Le Monde « SPÉCIAL PARTICULIER » FORFAIT 5 LIGNES

2 parutions 700 F TTC

Vous êtes propriétaire d'une résidence secondaire, appartement, maison ou villa. Vous désirez louer votre bien pour les vacances, Le Monde vous propose d'insérer votre annonce le mercredi daté jeudi et le vendredi daté samedi de la même semaine.

Remplissez cette grille et renvoyez-la, accompagnée de votre règlement : chèques ou CCP libellé à l'ordre du Monde Publications, 75007 Paris, avant le lundi 16 heures précédant la première parution.

Le ligne se compose de 25 lettres minuscules, signes de ponctuation ou espaces.

POUR TOUTE INFORMATION téléphonez à notre service 45-55-91-82, postes 4126, 4141 ou 4137.

SOMMAIRE

L'annonce du déficit du commerce extérieur américain pour le mois de février a provoqué de vifs remous sur les différents marchés, à Wall Street, comme à Tokyo (lire ci-contre).

A Paris aussi la déception a été forte et les cours ont brusquement chuté jeudi (lire en dernière page).

M. Carlo De Benedetti n'a pas réussi à prendre la majorité de la Société générale de Belgique ni à faire nommer ses représentants au conseil d'administration (lire page 28).

Le TGV-Atlantique, plus confortable et plus rapide, est sorti d'usine (lire ci-dessous).

Les effectifs salariés seraient, selon l'INSEE, restés stables en 1987. Selon d'autres sources, ils avaient augmenté (lire page 28).

TRANSPORTS

Sortie d'usine du TGV Atlantique

Le confort à grande vitesse coûte 73 millions de francs

La première rame de TGV Atlantique a été assemblée le 14 avril à l'usine Alsthom de Belfort, en présence de M. Jean-Pierre Desgorges, PDG du constructeur ferroviaire, et de M. Philippe Rouvillois, président de la SNCF, qui exploitera ce matériel à partir de l'automne 1989 sur la future ligne à grande vitesse en construction entre Paris, Tours et Le Mans. Il s'agit d'une nouvelle génération de rames qui préfigure celles qui rouleront, en 1993, vers Londres, Bruxelles, Amsterdam et Cologne.

Le TGV Sud-Est avait été la grande œuvre des ingénieurs. Tout à la passion d'explorer la grande vitesse au-delà des 260 kilomètres à l'heure, ceux-ci avaient conçu un train très technique et, en définitive, assez peu confortable. Les voyageurs ont, certes, goûté la réduction à deux heures du trajet entre Paris et Lyon, mais ils ont été nombreux à se plaindre de l'absence de sièges, du bruit, de la diminution et des vibrations de 2 centimètres. Pour la première fois dans l'histoire de la SNCF, les sièges de seconde classe sont recouverts de tissu et non de skaï. Finie la monotonie ! En première classe, le voyageur a le choix entre des sièges individuels, des compartiments de quatre ou cinq personnes, équipés d'un circuit vidéo pour huit personnes. En seconde, la voiture aménagée en « couché » est complétée par des compartiments « famille » ou « groupes » et des espaces de jeux pour les enfants. Enfin, la voiture-bar est plus spacieuse et mieux équipée. Ajoutées à ces améliorations les deux ou trois téléphones publics qui permettront de communiquer, à partir de la fin de l'année, avec la France entière, et les sièges de première classe qui offriront à leurs occupants un réglage très fin de l'inclinaison.

Le TGV Atlantique sera confortable. Sa nouvelle sensation pneumatique procure les mêmes sensations que celles enregistrées dans une voiture Coroll roulant à 160 kilomètres à l'heure. Chaque siège de seconde classe est élargi de 1,5 centimètres et le confort de circulation de 2 centimètres. Pour la première fois dans l'histoire de la SNCF, les sièges de seconde classe sont recouverts de tissu et non de skaï. Finie la monotonie ! En première classe, le voyageur a le choix entre des sièges individuels, des compartiments de quatre ou cinq personnes, équipés d'un circuit vidéo pour huit personnes. En seconde, la voiture aménagée en « couché » est complétée par des compartiments « famille » ou « groupes » et des espaces de jeux pour les enfants. Enfin, la voiture-bar est plus spacieuse et mieux équipée. Ajoutées à ces améliorations les deux ou trois téléphones publics qui permettront de communiquer, à partir de la fin de l'année, avec la France entière, et les sièges de première classe qui offriront à leurs occupants un réglage très fin de l'inclinaison.

Le « look » n'a pas été oublié. A l'extérieur, le montage du gris, du blanc-argent et du bleu donne à la motrice une allure de jet très distinguée. Les portes sont peintes de couleurs différentes pour distinguer les voitures : saumon pour les premières, jaune pour le bar et bleu-vert pour les secondes. Le domaine des tons gris confère à l'espace intérieur une touche d'intimité et de calme.

Bien sûr, les ingénieurs n'ont pas oublié les performances techniques. Le TGV nouveau roulera plus vite (300 km/heure au lieu de 270 pour son aîné). Il franchira plus sec. Il sera moins lent et parcourra 30 % de voyageurs de plus (485 par rame). Il sera équipé d'ordinateurs pour surveiller le fonctionnement, faciliter la maintenance et informer les passagers.

La SNCF, qui a commandé quatre-vingt-quinze rames au prix unitaire de

Un sévère rappel aux réalités

L'illustration a été exemplaire. En quelques heures, le groupe des Sept a dû passer de la publication d'un communiqué élogieux sur les bénéfices de la concertation à l'épave du feu. La chute brutale de 13,8 milliards de dollars de la balance commerciale américaine, en février, les a contraints à une riposte tout aussi brutale par des interventions parfaitement orchestrées sur le marché des changes, le jeudi 14 avril.

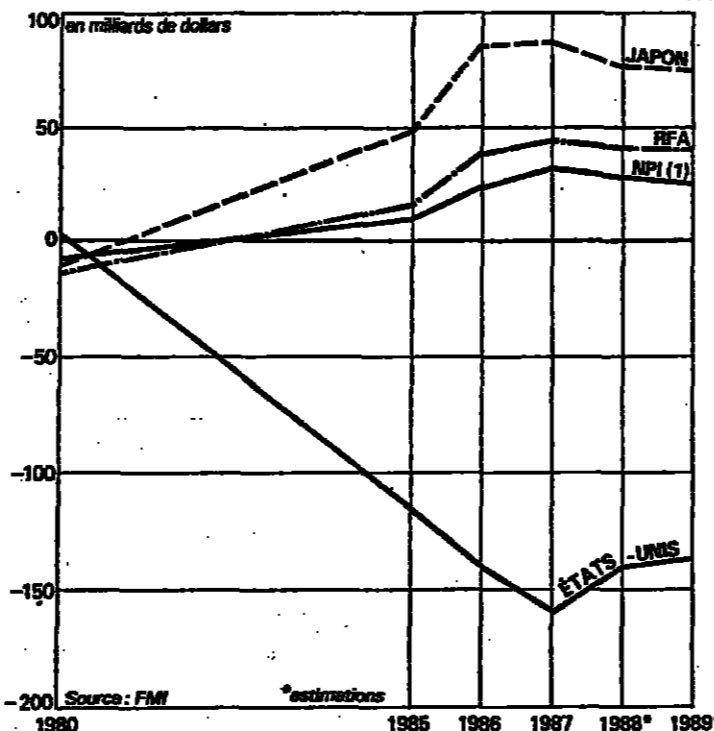
Profitant des lassitudes du calendrier qui les ramènent à Washington pour le comité interministériel du FMI au moment même où cet indice fétiche était publié, ministères des finances et gouvernements de banque centrale ont multiplié, sur tous les tons, les appels au bon sens : le déficit commercial américain s'aggrave certes, mais, tout comme les étudiants japonais et allemands. Bref, un revers momentané, pas significatif par définition, n'empêche pas la tendance de rester bonne.

Echoués par la vigueur de la contre-offensive des Sept, les spéculateurs pourraient réfléchir avant de tenter à nouveau leur détermination et... le matériel limité de réserves en devises dont disposent les limités d'achat. Leur réaction constitue malgré tout un sévère rappel à l'ordre pour les gouvernements des pays industrialisés, encore basés par le souvenir du krach boursier d'octobre : la situation économique et monétaire internationale, beaucoup plus fragile que les Sept ne veulent l'admettre officiellement, montre l'insuffisance des mesures arrêtées pour y remédier.

A leur façon, comme toujours excessive, les marchés ont en effet sauté par une attaque sur le dollar la confirmation de leurs craintes : toujours soutenu, la demande américaine annonce une correction des déséquilibres commerciaux mondiaux plus lente qu'on le espérait. La poussée de 7,4 % des importations, qui ont atteint 37,4 milliards de dollars en février, constitue une indication supplémentaire de ce phénomène, après la forte hausse de 0,8 % des ventes de détail de mars. Alors que les économistes scrutent les chiffres, en quête de signes d'essoufflement de la consommation et d'une ramonée de l'épargne, tombée à 3,7 % des revenus en 1987 contre 7,1 % en 1980, les Américains continuent de vivre au-dessus de leurs moyens, igno-

Profitant d'un dollar affaibli, voire sous-évalué, par rapport aux monnaies européennes, l'industrie américaine se remue. Une nécessité impérieuse pour combler l'écart illustré par un taux de couverture limité à 60%. Il a fallu attendre le troisième trimestre 1987 pour que les exportations soient près de deux fois plus importantes en valeur que les importations et permettent de stabiliser les déficits. Et déjà une inquiétude perce. A moins d'un rebond des investissements privés, l'industrie aura un mal croissant à répondre tout à la fois à la demande intérieure et aux commandes de l'étranger. Or les incertitudes sont trop nombreuses pour rassurer les investisseurs potentiels. Qui, aujourd'hui, pourrait prédire l'évolution de l'économie américaine à moyen

UNE LENTE CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES COMMERCIAUX



Source: FMI. \*estimations

nant les conseils de rigueur prodigués par les penseurs de Washington comme par les organismes multilatéraux. Cette boulimie de produits étrangers tient à de nombreux facteurs. L'implantation aux Etats-Unis de sociétés étrangères durant la période de forte hausse du dollar entre 1980 et 1985 a renforcé l'image de marque de leurs productions. Elle a alimenté, dans le cas des entreprises japonaises, un flux d'importations de pièces détachées. Il existe ainsi, en dehors des deux habitudes déplorables prises ces dernières années par les Américains, une forte inertie contre laquelle il sera difficile de lutter. Lorsqu'on sait que les biens de consommation et les biens d'équipement représentent les deux cinquièmes des importations américaines, on en mesure mieux les conséquences.

La puissance exportatrice des Etats-Unis, pourtant, se porte de mieux en mieux. Insuffisante à compenser celle des importations, l'augmentation des exportations, de 5,8 % en février, n'en donne qu'une très faible idée. En se basant sur les résultats, plus faibles, des deux premiers mois de l'année, on constate une hausse de 27,1 % des exportations par rapport à la période correspondante de 1987, alors que celle des importations s'inscrit à 15%. Et la plupart des économistes prédisent pour cette année encore une perte de 15 % en volume - hors facteurs monétaires et prix - des produits américains sur les marchés étrangers.

terme quand les meilleurs experts reconnaissent s'être trompés tous les six mois ? Contrainte de piloter à vue entre une politique du crédit laxiste, et par là même inflationniste, et un resserrement néfaste à la croissance, la Réserve fédérale n'a pas la tâche facile et alimente, à son corps défendant, les anticipations les plus folles. De quoi décourager l'investissement productif et renforcer la nervosité des marchés.

Et attendant la levée de l'hypothèque de l'élection présidentielle américaine, les autorités monétaires peurent, comme leurs homologues du groupe des Sept continuer à jouer de la carotte, en promettant, un lent aménagement des déséquilibres monétaires, et du bâton, en intervenant au bon moment pour casser la spéculation. Mais les Américains retiendront des chiffres de février l'aggravation du déficit avec le Japon, porté à 4,5 milliards, la stabilisation à un haut niveau des excédents enregistrés par les « quatre dragons » (1), 2,9 milliards, en l'avantage engrangé par les Européens et les Canadiens avec des soldes excédentaires respectivement de 1,66 et 1,4 milliard de dollars. Jusqu'à ce que les résultats commerciaux de mars apportent un éventuel démenti et offre, dans un mois, ce répit dont les Sept ont besoin pour gagner du temps dans leur course contre les indices.

FRANÇOISE CROUGNEAUX (1) Corée du Sud, Hongkong, Singapour et Taiwan.

Jeudi gris à Wall Street

NEW-YORK de notre correspondant

«Wow!» «Ouch!» «Och!» Les exclamations courantes de la vie new-yorkaise ne suffisaient pas pour exprimer l'énorme surprise de Wall Street : vingt minutes après l'ouverture de la Bourse de New-York, le jeudi 14 avril, l'indice des trente valeurs industrielles, le Dow Jones, avait perdu près de 40 points. A midi, M'gar redressement, mais à 14 heures, ce fut le plongeon, avec 52 points perdus. A 16 heures, le chiffre définitif a laissé tout le monde sans voix : près de 102 points (100 milliards de dollars ou 4,8 %) évaporés « sans raisons... » Il faut admettre que nous ne l'avions pas vu venir, soupire un broker, manifestement bouleversé par ce qu'il faut bien appeler un «jeudi gris» car, dans le classement des mauvaises journées depuis dix ans, celle-ci prend la cinquième place.

A 8 h 30, heure locale, le département du commerce avait publié les chiffres des échanges extérieurs pour le mois de février. Habitués à des statistiques de moins en moins alarmantes, les investisseurs s'inquiétaient moins du rendez-vous mensuel qu'il y a quelques mois encore, faisait trembler toute l'Amérique. Dix minutes plus tard, ce fut le branle-bas de combat, surtout sur le marché des changes, où la Réserve fédérale a dû racheter, dès 9 heures, plusieurs centaines de millions de dollars. «Sans l'intervention des Sept, le dollar aurait pris une sacrée trépan», jure Marc Chandler, l'analyste monétaire de la firme Dean Witter Reynolds.

Optimisme frileux

Frileux comme le printemps, les courtiers embobèrent le pas en vendant tout, titres courants ou à terme, bons du Trésor, matières premières...

Vers midi, les valeurs en baisse étaient seize fois plus nombreuses que les valeurs en hausse. Seule consolation : à 212 millions de transactions, le volume est resté modéré, ne

dépasse que légèrement la moyenne habituelle. C'est ce dernier chiffre qui rassure et fait dire à certains que la chute n'aura été qu'une correction. «Les investisseurs s'étaient auto-persuadés que le commerce extérieur allait s'améliorer», reconnaît Brian Fabbri de la firme de courtage Thompson, à Chicago. Pourtant, la majorité des analystes semble partager l'optimisme prudent (ou électoral) du gouvernement. Alan Ackerman, directeur de la firme Grantl (New-York), souligne que «l'économie américaine est en bon état» et que le Dow Jones dépasse actuellement de trois cents points son niveau de décembre dernier. «Car, les importations augmentent, mais les exportations également, puisqu'en douze mois, elles ont grimpé de 22 %.

«Davantage d'importations cela veut dire davantage d'activité économique, ce qui est, somme toute, bon signe», souligne tout de même l'analyste de Michael Evans. Certains analystes évoquent d'ailleurs un possible resserrement du crédit et soupçonnent la hausse du rendement des bons du Trésor à trente ans (8,89 %) d'annoncer un mouvement similaire sur le plan bancaire.

Pour la deuxième fois, la Bourse de New-York a utilisé jeudi son nouveau dispositif informatique, destiné à limiter le recours au «program trading» au cas où la variation de l'indice serait cinquante points par rapport à la valeur de clôture de la veille. A 14 heures, l'ordinateur central du Stock Exchange a cessé, pour la durée de la séance, d'effectuer les calculs et les transactions demandées par les firmes de courtage. Il faudra attendre quelques jours pour connaître l'effet précis de cette mesure. Il est à noter cependant que les courtiers étaient prêts à cette éventualité, puisqu'ils disposent de tableaux préparés à l'avance et passeraient ainsi commodément de transactions qui ressembleraient à s'y méprendre au «program trading». Une conséquence positive indubitable de cette mesure a été la limitation du nombre des transactions.

CHARLES LESCAUT.

Contre-offensive éclair de la Banque du Japon

TOKYO correspondance

La Banque du Japon a lancé une contre-offensive éclair, vendredi matin 15 avril, dès l'ouverture du marché des changes, et elle pouvait se féliciter dans la soirée d'avoir stabilisé le front sur la cote des 124 yens pour un dollar.

Après une trêve qui avait permis aux membres du groupe des Sept de saluer un peu vite le retour à une certaine stabilité, le mauvais résultat du commerce des Européens et les Canadiens avec des soldes excédentaires respectivement de 1,66 et 1,4 milliard de dollars. Jusqu'à ce que les résultats commerciaux de mars apportent un éventuel démenti et offre, dans un mois, ce répit dont les Sept ont besoin pour gagner du temps dans leur course contre les indices.

«La nuit a été courte», a déclaré le responsable des changes d'une grande banque européenne. Pendus au téléphone avec Londres et New York, les cambistes avaient vendu du dollar à tour de bras, jusqu'à très tard jeudi soir 14 avril et, dès l'ouverture vendredi, le billet vert perdait 2,20 yens pour se retrouver à 123,95.

La banque centrale nipponne, qui était déjà intervenue la veille sur le marché américain par l'intermédiaire de la Réserve fédérale de New-York, a sorti immédiatement son gros bâton, rachetant l'équivalent de 1 milliard de dollars dans la matinée, selon les estimations des cambistes.

«Elle a fait remonter le dollar à 124 yens, et cela a tenu comme du béton», a commenté alors un spécialiste japonais. Le marché s'est pratiquement endormi dans l'après-midi et le billet vert a clôturé à 124,13 yens.

Malgré une forte tentation de se débarrasser du billet vert, le marché a été impressionné par la présence de toutes les banques centrales lors des interventions de la veille en Europe et aux Etats-Unis. Les intervenants de Tokyo ont également tenu compte du ton très ferme adopté à Washington par le ministre des finances Kichii Miyazawa, qui

avait promis une action vigoureuse pour soutenir le billet vert.

La devise américaine a néanmoins très mauvaise mine, et le seuil des 120 yens sera certainement testé dans un avenir proche, estiment les spécialistes. Mais on ira prudemment, pour ne pas se faire taper sur les doigts par le maître d'école.

La rechte du billet vert, suivie par une grosse défaillance à Wall Street, a interrompu la marche triomphale du Kabuto-Cho. L'indice Nikkei, qui avait inscrit, jeudi, un nouveau record historique à 27 111,35, a cédé 217,78 yens. Mais il faut surtout y voir une nouvelle démonstration de la capacité de résistance de Tokyo. La baisse est nettement inférieure à 1 %, et elle reflète surtout des prises de bénéfice opportunes alors que les cours ont retrouvé un niveau élevé.

«La dernière fois que New-York avait chuté, il y avait eu ici un mouvement de panique des étrangers, qui ne s'est pas matérialisé cette fois-ci», constate un courtier étranger.

Pour 85 % des titres du Tokyo Stock Exchange, ceux des entreprises tournées avant tout vers un marché intérieur en pleine expansion, l'influence de l'Amérique et de son dollar malade s'est amoindrie. Restent les grands secteurs de l'exportation, comme les électriques, qui ont souffert vendredi. Il faudrait que le billet vert tombe au-dessous de 120 yens pour que l'on assiste à un délestage massif sur l'ensemble de la cote.

Ce qui inquiète le plus les spécialistes de Tokyo, ce sont les mauvais souvenirs des Américains. Chute en octobre, rechte en avril, c'est le scénario de 1929. On espère ici que Wall Street aura les nerfs assez solides pour oublier ce cauchemar et attendre patiemment la réduction du déficit commercial. Un travail qui demandera encore des années.

BERNARD HAMP.

BILLET

Les comptes de l'année 1987

Forte activité et déséquilibres persistants

On savait que 1987 avait été pour la France - comme pour beaucoup de pays industrialisés - une bonne année. Mais au fur et à mesure que sont publiées des statistiques de plus en plus affirmées et solides, on s'aperçoit que l'amélioration de la conjoncture a dépassé ce qu'on savait. On s'aperçoit aussi que les risques de déséquilibres des paiements extérieurs sont bien réels.

Il y a trois semaines, la direction de la prévision du ministère de l'économie et des finances publiait des résultats pour 1987 et des prévisions pour 1988-1989. La tonalité était modérément optimiste : la croissance économique avait atteint 2,1 % l'année dernière et les investissements produits des entreprises avaient été de 5,4 % en volume, ce qui n'était déjà pas si mal. Point inquiétant : la forte poussée des importations (+ 7,3 %), bien supérieure à celle des exportations (+ 1,6 %).

L'INSEE vient, lui, de publier les comptes de l'année 1987, basés sur des données statistiques solides et complètes qui vont rendre obsolètes les chiffres

d'il y a trois semaines. Que voit-on ? Que la croissance de la production nationale (mesurée en termes de PIB marchand) aura été de 2,2 % - au lieu des 2,1 % annoncés mais surtout que la croissance de l'investissement produit des entreprises du secteur commercial aura été de 7,7 % alors, qu'on l'aurait à 5,5 % il y a quelques semaines.

Dans l'industrie - qui représente le tiers des investissements produits - la croissance des dépenses d'équipement aura été à 7,1 % ; après + 3,2 % en 1986. Au total, l'investissement n'aura augmenté que de 4,9 % à cause du recul très important des dépenses d'équipements des grandes entreprises nationales (- 3,4 % en 1986, - 5 % en 1987).

L'autre fait marquant de l'année 1987 décrit par les comptes de l'INSEE est la très forte progression des importations : + 8,5 % par rapport à 1986, c'est encore plus que les prévisions du ministère des finances ne le disaient (+ 7,3 %). On conçoit qu'avec des exportations croissantes de 2,4 % seule-

ment, la balance commerciale se soit déséquilibrée.

Clôté de l'épargne

Côté «déséquilibre» encore, l'épargne des Français par rapport à leur revenu disponible a chuté jusqu'à un point extrêmement bas : 12 % en 1987, après 13,3 % en 1986 et 13,8 % en 1985. Si d'autre part, les déficits publics sont globalement réduits (Etat et Sécurité sociale) passent de 2,9 % du PIB en 1986 à 2,4 % en 1987, c'est à cause du redressement des comptes de la Sécurité sociale (- 16,2 milliards en 1986, + 6,7 milliards en 1987). Mais le déficit des comptes de l'Etat seul - donc du budget - se creuse de 9,5 milliards. Ce résultat montre que si l'on ne prend pas en compte l'argent des privatisations, la réduction du déficit budgétaire n'est pas acquise.

Impression générale de forte activité mais aussi de déséquilibres persistants, à l'intérieur comme vis-à-vis de l'étranger. AL V.

50 من الاجل



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Compte tenu de l'offre publique d'échange des actions de SEMA-METRA ouverte depuis le 11 avril 1988, le conseil d'administration de SEMA-METRA est amené à ne pas verser l'acompte sur dividende qu'il avait l'intention de distribuer avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 29 avril 1988.

Comme prévu, il sera proposé à cette assemblée la mise en distribution d'un dividende de 14 F auquel auront droit tous les actionnaires qu'ils aient ou non apporté leurs actions à l'offre publique d'échange.

## Crédit National

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du Crédit National sera convoquée pour le 18 mai 1988 à 9 h 30 au siège social, 45, rue Saint-Dominique, Paris 7<sup>e</sup>.

Les actionnaires nominatifs pourront se procurer les documents préparatoires à l'assemblée sur simple demande adressée au Crédit National.

Afin de justifier de leur qualité d'actionnaire, les propriétaires d'actions au porteur devront joindre à leur demande un certificat établi par l'intermédiaire du teneur de leur compte et constatant l'indisponibilité de leurs titres.

Tout actionnaire souhaitant voter par correspondance peut solliciter, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un formulaire de vote par correspondance, soit auprès de la société, soit auprès de l'intermédiaire précité.



## Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu  
75060 Paris Cedex 02

SITUATION DES SICAV AU 31 MARS 1988

ORIENTATION	SICAV ACTIONS				SICAV OBLIGATIONS			SICAV TRESORERIE	
	AGF ACTIONS	AGF INVEST	AGFMO	AGF 5000	AGF ECU	AGF INTERFONDS	AGF OBLIG	PHENIX PLACEMENT	AGF SECURITE
Nombre d'actions	1.694.790	1.196.754	5.038.631	6.059.211	1.028.855	2.311.975	489.485	1.872.532	12.124
Actif net par action (en francs)	967,13	95,12	541,25	499,59	1.088,40	417,93	1.100,96	258,89	10.657,57
Actif net total	1.629.403.836	113.837.227	2.727.574.288	2.845.336.441	1.119.946.907	966.246.572	538.886.889	484.772.880	129.212.421
Répartition de l'actif (en %):									
- Obligations françaises	18,54	22,00	25,24	25,56	43,11	43,28	85,20	78,75	1,44
- Obligations étrangères	0,80	4,37	0,28	-	28,93	35,27	-	-	-
- Actions françaises	27,57	23,61	60,11	63,85	1,59	9,71	9,07	-	-
- Actions étrangères	38,21	34,78	8,22	3,08	-	0,57	-	-	-
- Autres emplois	13,88	15,04	6,15	7,51	25,37	11,17	5,73	20,25	88,56
Dividende unitaire	26,57	22,16	13,00	13,00	68,16	23,26	43,37	20,64	15,587
Net/Avoir fiscal	4,14	au public	1,89	1,89	0,85	1,25	9,94	1,55	au public
Le 27.4.87		le 15.5.87							
Performance (*) depuis le 1.1.86	+ 8,14	+ 8,13	+ 220	+ 4,23	+ 4,86	+ 6,60	+ 5,51	+ 3,83	+ 1,83

(\*) Classement Paribas au 31.03.88 (dividende net réversé).

## Epéda-Bertrand Faure



### RÉSULTATS 1987

Le conseil d'administration du 13 avril 1988 a arrêté les comptes consolidés à fin 1987.

Résultats en millions de F	1986	1987	ÉVOLUTION
Chiffre d'affaires	3 481	6 258	+ 80 %
Résultat courant avant impôt	244,9	478,5	+ 95 %
Bénéfice net (part du groupe)	108,6	201,6	+ 85 %

Cette évolution intègre l'incidence de l'entrée dans le groupe de la société Luchaire et ses filiales, et de la société SOLEXHO. A structure identique, c'est-à-dire en supposant la part contributive de ces nouvelles sociétés incluse dans les résultats du groupe de l'exercice 1986, la progression serait de 15 % pour le chiffre d'affaires et de 54 % pour le résultat courant.

Cette très forte croissance s'inscrit dans une conjoncture favorable, notamment dans le secteur automobile mais elle concerne également les autres entreprises du groupe de développement pour renforcer les positions de leader d'EPÉDA-BERTRAND FAURE et les investissements industriels réalisés afin d'améliorer sa compétitivité sur ces trois marchés : biens, biens automobiles et bagages. L'activité et les résultats de LUCHAIRE ont été affectés par des charges exceptionnelles dans le secteur aérospatial et par le coût des restructurations des branches aéronautique et automobile, compensés partiellement par des cessions d'actif.

Le bénéfice par action (de 25 F de nominal) s'élève à 64,40 F au lieu de 43,80 F en 1986, soit une progression de 47 % pour un nombre d'actions lui-même en augmentation de 26 % à la suite de l'opération de LUCHAIRE.

En conséquence, le conseil d'administration propose à l'assemblée de porter le dividende net à 13 F, plus avoir fiscal de 6,30 F, contre 10 F (par action de 25 F de nominal), plus avoir fiscal de 5 F, en 1986.

Les comptes seront disponibles par consultation au siège de la société à partir du 28 avril 1988.



Compagnie La Hémin  
Société anonyme au capital de 513 694 700 F  
Siège social : 21, rue de la Ville-Pévilaine 75008 Paris  
Assemblée générale

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la compagnie La Hémin, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice de 1987 et sur la répartition du résultat (versement d'un dividende de 14 F par action), se tiendra le 28 avril 1988 à 15 h 30, salle du théâtre de la Madeleine, 19, rue de Solfèbe 75008 Paris.

Cette réunion sera suivie d'une assemblée générale extraordinaire ayant pour objet de se prononcer sur le changement de dénomination sociale en CLH-Compagnie La Hémin, et d'apporter aux statuts diverses modifications tendant notamment à mettre ceux-ci en harmonie avec les récentes dispositions modifiant le droit des sociétés.

Les actionnaires désirant assister à ces assemblées devront faire la demande d'une carte d'admission auprès de l'établissement dépositaire de leurs titres.

A défaut d'assister à ces assemblées, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des formules suivantes :

- donner une procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint,
- adresser une procuration à la société sans indication de mandataires,
- voter par correspondance.

Les formules de vote par correspondance et de pouvoir, et les documents les accompagnant, ont été adressés aux actionnaires inscrits sur comptes nominatifs purs ou administrés.

Les titulaires d'actions au porteur inscrites en compte doivent faire la demande de ces formules à la société ou à la banque Indosuez 96, boulevard Haussmann 75008 Paris, par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard six jours avant la tenue des réunions.

Dans ce cas, ils n'auront plus la possibilité de se faire représenter ou de participer directement à ces assemblées.

La Compagnie tient à la disposition de ses actionnaires les documents préparatoires de l'Assemblée tels qu'ils sont visés par les articles 133 et 135 du décret du 23 mars 1967 ; pour obtenir ceux-ci, la demande doit en être faite au siège social.

**Privatisations:**  
**le bilan**  
**du capitalisme**  
**populaire.**

**L'Expansion**

March 1988  
This announcement appears as a matter of record only



## RHÔNE-POULENC S.A.

US\$ 325,000,000  
Multi-Option Financing Facility

Arranged by  
BNP Capital Markets Limited

Co-Arranged by  
Barclays Bank S.A.

Lead Managed by  
Banque Nationale de Paris  
Banco Di Napoli - Paris Branch  
Citibank N.A.  
Crédit Industriel et Commercial De Paris  
Managed by  
Banque Française du Commerce Extérieur  
Crédit National

Banco Central Succursale de Paris  
BRED Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts  
Commerzbank A.G. Succursale de Paris  
Barclays Bank S.A.

Co-Managed by  
Amsterdam-Rotterdam Bank N.V. Paris Branch  
The Bank of Tokyo, Ltd.  
Banque Paribas  
Crédit Commercial De France  
Crédit du Nord  
Générale Bank

Bank America Capital Markets  
Banque Indosuez  
Banque Worms  
Crédit Lyonnais  
The Fuji Bank, Limited - Paris Branch -  
Istituto Bancario San Paolo di Torino, Succursale de Paris

Facility Agent  
Banque Nationale de Paris

**BNP** BNP Capital Markets Limited

سكزا من الاجل

سكرا من الاصل

Marchés financiers

Le bénéfice net du Crédit lyonnais a progressé de 22% en 1987

1987 a été une grande année pour le Crédit lyonnais... M. Jean-Maxime Lévy, président de la banque, toujours nationalisée, en présentant les performances de son établissement, jeudi 14 avril.

En France, a expliqué M. Lévy, que les performances commerciales du réseau de guichets du Crédit lyonnais ont été les meilleures parmi celles des grandes banques.

La forte progression du bénéfice net provient, d'une part, de ce haut niveau d'activité commerciale et, d'autre part, d'un moindre effort de provisionnement.

Pour 1988, M. Lévy escompte un résultat brut d'exploitation consolidé au minimum au niveau de 1987.

La Compagnie du Midi protège son capital

La Compagnie du Midi met en place la deuxième partie de son système de protection dont elle a présenté les grandes lignes à la mi-février.

Ces obligations pourront être converties à tout moment en actions Midi. Ensemble elles représenteraient près de 20% du capital.

D'autre part, le conseil a décidé l'attribution gratuite de titres à tous les actionnaires de la Compagnie, à raison d'une pour trente anciennes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ENTREPRISES

Le conseil d'administration de la SGE s'est réuni le 31 mars 1988, sous la présidence de M. Serge Michel.

Pour ce qui concerne ces derniers, seuls représentatifs des résultats économiques du groupe, il ont été classés avec un résultat bénéficiaire de 9,4 millions de francs.

Le conseil a, par ailleurs, particulièrement souligné le fait que, hors éléments exceptionnels, le résultat total du groupe est en amélioration de plus de 400 millions de francs sur l'exercice précédent.

La contribution des diverses unités opérationnelles se présente comme suit :

Table with 3 columns: En millions de francs, Activité HT, Résultat. Rows include SOGEA, Cocheury-Bourdin et Chaussé, Ensemble Tiso, Thinet et Co, Secteur immobilier, Réactions internes, Société mère et divers, TOTAL GROUPE.

Les frais financiers nets consolidés marquent une amélioration de plus de 120 millions de francs, suivant en cela les effets du désempolement progressif du groupe.

La société mère, qui porte l'essentiel de l'endettement externe du groupe, dégage une perte de 203,3 millions de francs (contre - 72,6 millions de francs en 1986).

Le conseil a, par ailleurs, coopté, en remplacement de MM. Marcel-Henri Marty, Raymond Soules et Xavier de Villepin, aux fonctions d'administrateurs, MM. Guy Dejonay, président-directeur général de la Compagnie générale des eaux, Jean-Marc Oury, directeur de la Compagnie générale des eaux, et Henri-Bruno de Roussard, chargé de mission auprès de la direction générale de la Compagnie générale des eaux.

CRÉDIT FONCIER ET IMMOBILIER

Le conseil d'administration du Crédit foncier et immobilier s'est réuni le 30 mars 1988 sous la présidence de M. Dominique Chailion pour arrêter les comptes de l'exercice 1987.

Après exercice des bons de souscription d'actions attachés aux obligations émises en 1984, les capitaux propres de la société sont passés de 1 535 MF à la fin de l'exercice précédent à 1 719 MF au 31 décembre 1987.

Le résultat d'exploitation, qui constitue l'activité réelle de la société, marque une forte progression de 11 789 MF à 100 600 MF, soit près de 23%.

Il sera proposé à l'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 9 juin 1988 de distribuer un dividende unitaire de 11 F (contre 10,50 F pour l'exercice précédent) auquel s'ajoutent l'impôt déjà payé au Trésor de 3,50 F, soit au total 14,50 F.

Une assemblée générale extraordinaire se réunira à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à laquelle il sera demandé de modifier la dénomination sociale et certains articles des statuts.

Il est indiqué d'autre part, que, en exécution de l'arrêt de la cour d'appel d'Amiens rendu le 7 mars 1988, la CGJI, filiale du Crédit foncier et immobilier qui avait construit l'immeuble « Le France » à Neuilly, a déjà effectivement reçu à ce jour de son adversaire une somme de 155 555 000 F qui s'ajoute au montant de 148 942 000 F déjà perçus précédemment.

NEW-YORK, 14 avril Coup de tabac

L'annonce jeudi d'un déficit commercial supérieur de 2 milliards de dollars au chiffre attendu a plongé Wall Street dans le plus complet désarroi.

L'activité s'est notablement accrue avec 211,81 millions de titres échangés, contre 183,1 millions la veille.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de 13 avril, Cours de 14 avril. Rows include AIG, AIG (ex-USA), AIG (ex-UK), etc.

LONDRES, 14 avril Déception

Le marché britannique a subi durement l'annonce de l'impression d'un déficit commercial de février, qui a surpris nombre d'investisseurs.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de 14 avril, Cours de 15 avril. Rows include AIG, AIG (ex-USA), AIG (ex-UK), etc.

FAITS ET RÉSULTATS

SAT et Siemens coopèrent pour le projet radio-téléphonique cellulaire européen. Le groupe ouest-allemand de construction électrique et électronique Siemens et la Société française de télécommunications (SAT), ont fondé un consortium pour coopérer dans les futurs systèmes numériques de radio-téléphonie cellulaire.

Siemens et TPM (groupe United Technologies) coopèrent dans les turbines à gaz. Siemens et la société américaine Turbo Power and Marine Systems Inc. (TPM, groupe United Technologies) ont conclu un accord de coopération dans le secteur des grandes turbines à gaz pour la production d'électricité.

PARIS, 14 avril A contre-pied

La publication du résultat du commerce extérieur américain pour février a été à contre-pied nombre d'investisseurs à la Bourse.

A la clôture de la séance, les investisseurs ont vu le rendement sur Wall Street et sur le chèque du dollar, le se souvenant que, il y a six mois pour jour, ce déficit commercial avait été l'un des catalyseurs de la crise d'octobre.

TOKYO, 15 avril Très résistant

La chute simultanée du dollar et de Wall Street, à l'annonce d'un déficit commercial fort accusé aux États-Unis pour février, a pesamment perturbé le marché de Tokyo vendredi.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de 14 avril, Cours de 15 avril. Rows include AIG, AIG (ex-USA), AIG (ex-UK), etc.

PARIS: Second marché (réaction)

Table with 4 columns: Valeurs, Cours préc., Cours cours, Valeurs, Cours préc., Cours cours. Rows include AGP, SA, AIG, AIG (ex-USA), etc.

Marché des options négociables le 14 avril 1988

Table with 4 columns: Valeurs, Prix exercice, Options d'achat, Options de vente. Rows include EF-Aquitaine, Lafarge-Capex, etc.

MATIF

Table with 4 columns: Cours, Juin 88, Sept. 88, Déc. 88. Rows include Dernier, Précédent, Options sur notional, etc.

INDICES

Table with 2 columns: CHANGES, BOURSES. Rows include Dollar, Paris, Londres, Tokyo, etc.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with 6 columns: Cours du jour, Un mois, Deux mois, Six mois. Rows include SE-U, Sca, Yen, etc.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with 6 columns: SE-U, DM, Sfr, etc. Rows include SE-U, DM, Sfr, etc.

Marchés financiers

BOURSE DU 14 AVRIL

Cours relevés à 17 h 30

Main table containing market data for 'Règlement mensuel' with columns for Valeurs, Cours, and various market indicators.

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

14/4

Table containing market data for 'Comptant' and 'SICAV' with columns for Valeurs, Cours, and various market indicators.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Table containing exchange rates and gold market data with columns for Cours, Cours des billets, and various market indicators.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Handwritten text at the bottom of the page.

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Le détournement du Boeing koweïtien. 3 La signature de l'accord sur le retrait soviétique d'Afghanistan. 4 Corée du Sud : démission de l'ancien président Chun Doo Hwan. 5 RFA : la préparation du congrès de Wiesbaden.	6 Le débat sur l'immigration et l'électorat du FN au centre de la campagne. 8 La lettre des Dignois au président. 10 Un sondage d'IPSOS sur les choix des Français. — Le journal d'un amateur, par Philippe Boucher.	23 La grande enquête nationale de l'ARC provoque de vives critiques. 24 La responsabilité de la bavure de la rue de Mogador évoquée : Gilles Burgos, le CRS encombrant. — Communication : M. Droit se met en congé de la CNCL.	20 D'Homère à Lewis Carroll. — La Belle Maguelone et Zélide. — Trois peintres à l'Hôtel de Ville de Paris. <b>SPORTS</b> 12 Football, basket-ball, hand-ball.	27 Le déficit du commerce extérieur américain. — Sortie d'usine du TGV Atlantique. 28 Les affectifs salariés en 1987. — Le plan Suez gèrera seul la Société générale de Belgique. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 26 Carnet ..... 25 Jeux ..... 18 Météorologie ..... 26 Campus ..... 25 Philistie ..... 26 Loto ..... 25 Radio-télévision ..... 22 Spectacles ..... 21	● <b>Détournement du Boeing koweïtien : le détournement ?</b> ..... ETR ● <b>Élection présidentielle : tous les sondages</b> ..... TLO ● <b>Jouez avec le Monde</b> ..... JEUX Actualité, International, Bourse, Abonnements, Campus, AFP, 3615 Taper LEMONDE

### L'ouverture du Huitième Salon du livre

#### Un débat... superficiel

« Que ces pavillons de foire sont bas de plafond ! », disaient jeudi soir 14 avril, à l'inauguration, porte de Versailles, du Huitième Salon du livre, tous les nostalgiques de la variété du Grand Palais, quoiqu'il en soit, étaient déçus des précédents salons.

Dans la journée, pourtant, les visiteurs déjà nombreux se félicitaient, pour la plupart, de voir succéder aux 15 000 m<sup>2</sup> surstrurés du Grand Palais, 28 000 m<sup>2</sup> qui offrent de meilleures conditions de visite. Le déménagement du Salon du livre à la porte de Versailles a aussi permis d'ouvrir cette manifestation à des éditeurs étrangers.

Ce sont les Britanniques qui, cette année, sont présents en grand nombre avec, en particulier, un vaste stand du British Council, fournissant toutes les informations qu'on peut souhaiter sur les livres anglais, et la manière de les lire en France.

Mais à partir de 20 heures, au cours de la soirée officielle d'inauguration, qui réunissait écrivains, journalistes du monde politique, intellectuel et médiatique, on parlait moins de ces nouveautés du Salon, des livres et de toutes les activités proposées aux visiteurs jusqu'à mercredi soir 20 avril le Monde du 15 avril que du nouveau « lieu », le parc des expositions de la porte de Versailles. Certains n'étaient pas loin de développer des théories sur l'exil, le pavillon qui abrite le Salon étant en bordure du boulevard périphérique... le défilé parisien était, on le voit à son comble.

D'autres s'interrogeaient, avec plus de raison, sur le changement « qualitatif » du salon, qui, rejoignant un parc des expositions, et doublant quasiment sa surface, devient plus « une foire », « ce qui modifiera nécessairement le contact que nous avons avec nos lecteurs », affirmait dans ses écrits. Ils ont peut-être raison, mais ces réflexions paraissent tout de même singulièrement prématurées. Attendons donc jeudi prochain pour tirer les conclusions de cette expérience.

Les seuls constats qui ne prétaient pas à confusion, parce qu'ils étaient de véritables « affirmations », jeudi 14 avril, qu'il est « plus fatigant de parcourir 28 000 mètres carrés que 15 000 » et que « le nombre des invités ayant dû être augmenté à la mesure de l'espace, on ne circulait pas mieux que les soirs d'inauguration au Grand Palais ». Et voilà qu'on retrouve le débat de « fonds » sur la fameuse variété dans le pavillon, « plus bas de plafond » l'inauguration du Salon du livre, tenait plus du sautoir collectif que de la célébration d'un événement ou de la promenade dans la plus grande librairie éphémère de France !

Jo. S.

### Le sort des otages français au Liban

#### Rumeurs d'espoir et menaces

L'ombre des otages se profile toujours sur la campagne électorale. Même si M. Le Pen est le seul candidat à user ouvertement de cette carte pour attaquer par avance M. Chirac, nul doute que l'affaire des otages est bien présente à l'esprit au moins du premier ministre et du président de la République.

Toutes les spéculations sur une libération d'un ou deux otages ont été relancées jeudi 14 avril par un coup de téléphone anonyme donné au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth. L'interlocuteur, se réclamant du Jihad islamique, a affirmé que deux otages français allaient être libérés dans les vingt-quatre heures. La plupart des précédentes libérations d'otages avaient bien été annoncées à l'avance, mais par un communiqué écrit en arabe auquel était jointe au moins la photo d'un otage. La communication téléphonique de jeudi doit donc être accueillie avec la plus extrême prudence, d'autant plus que les observateurs à Beyrouth n'ont remarqué vendredi matin aucune disposition spéciale dans les différents services d'ordre qui quadrillent la partie ouest (musulmane) de la capitale.

Ce devrait pourtant être le cas si les déclarations faites jeudi soir à Paris par M. Othman Adham, un homme d'affaires syrien très proche du président Assad, étaient totalement fondées. Selon M. Adham, deux otages français devraient être libérés au plus tard samedi, faute de quoi l'armée syrienne investirait la banlieue sud de Beyrouth, place forte chiite où les otages sont détenus. Là encore, il faut prendre avec prudence les propos de M. Adham, qui a toujours dans le passé cherché à grossir le rôle de la Syrie dans les libérations d'otages. Or on sait parfaitement que si Damas a les moyens de s'opposer à des libérations, elle ne peut pas elle seule en obtenir. Inviter la banlieue sud de Beyrouth reviendrait, d'autre part, à mettre en danger la vie des otages et à déclencher une crise ouverte entre Damas et Téhéran.

A Paris, les autorités concernées sont encore plus prudentes dans leurs commentaires depuis le début du détournement du Boeing des Koweït Airways, dont on a toutes les raisons de penser qu'il est l'œuvre d'extrémistes du Hezbollah, peu désireux de voir libérer des otages français tant que le Koweït ne relâchera pas les dix-sept terroristes chiites emprisonnés pour la vague d'attentats commis dans l'Emirat en 1983. Le Jihad islamique, photos d'otages à l'appui, n'a-t-il pas menacé, il y a quelques jours, d'assassiner ses prisonniers français et américains si une opération militaire était menée contre l'appareil détourné ?

Un léger espoir est cependant revenu dans l'entourage de M. Pasqua depuis que les Algériens ont accepté de jouer les médiateurs, et M. Marchiani, l'ambassadeur préféré du ministre de l'Intérieur, a repris son bâton de pèlerin. On confirme de plusieurs sources qu'un accord global a bien été « bonifié » avec Téhéran, mais on s'inquiète des impondérables et des conditions matérielles d'une libération de deux otages (personne ne croit que les trois puissent être récupérés avant les élections). L'acharnement que met M. Pasqua dans cette affaire soulève cependant de plus en plus d'interrogations dans l'entourage de M. Chirac, au fur et à mesure que l'on se rapproche de la date de l'élection présidentielle. Certains proches du premier ministre se demandent si sa cause ne sera pas desservie par les spéculations sur le prix payé que ne manquerait pas de soulever la libération de deux otages. M. Mitterrand, d'autre part, aurait beau jeu de rappeler qu'il n'est favorable à des négociations qu'en cas de libération de tous les otages.

J. A.

### Sur le vif

#### Retraite à dix-huit ans

J'ai cent ans moi, aujourd'hui, les enfants ! Hier soir, je sais pas ce qui m'a pris, j'ai fait le connerie de ma vie. J'ai joué aux autos tamponneuses entre les stands du Salon du livre, à la porte de Versailles, littéralement prise en gèle, pare-chocs contre pare-bous, dans les remous d'une foule tournoyante et déboussolée. Et sur qui je tombe — décidément, c'était pas mon jour — sur mon amie Jeanine.

Vous savez, Jeanine, celle qui a la grosse tête depuis que sa fille a sauté une classe. Elle le tire, cette gamine, elle le pousse, elle la hisse. Elle la voyait déjà s'étaler sur les affiches électorales au temps où nos politiciens montraient leurs grandes dents à des Petites Chaperons rouges cueillis à la sortie des écoles. Et puis, là, elle l'a reconvenue dans la show biz.

Elle ramait, pauvre naufragée, à la recherche du stand Nathan. Elle s'accroche à moi comme à une bouée, et elle me prend le tête :

— Dis donc, tu sais que Véro a un don. Je t'ai entendue chan-

ter dans la salle d'eau. C'est génial. Faut absolument que tu me la pistoines auprès de Jacques Martin pour l'École des fans.

— Elle est beaucoup trop vieille, arrête ! Dix-sept ans, tu te rends compte ! Tiens, essaie de tourner à gauche, Nathan c'est plus...

— Non, mais ce va pas ! Elle a seize ans et dix mois. L'âge d'Elsa, de Charlotte, de Vanessa, de toutes ces vampettes qui sucent leur stylo, leur pouce ou leur micro en couverture de Paris-Match, Tiers, Nathan, c'est là... Ah merde, alors !

— Quoi, qu'est-ce qu'il y a ?

— Tu vois bien, la photo là, Barbara, la nouvelle Sagan, la vedette du Salon. Regarde ce qui est écrit : elle a onze ans, colle-là !

— Ben oui, tu savais pas ? Normal, remarque, avec la retraite à dix-huit ans pour les rigoles du microfilm, ils ont compris, dans l'élection, ils ont compris, dans l'élection, ils ont compris leur bié en herbe.

CLAUDE SARBAUTE.

### A la suite d'incidents survenus jeudi soir à Nanterre

#### Grève à la RATP

La CGT a lancé un mot d'ordre de grève sur l'ensemble du réseau RATP, vendredi 15 avril, à la suite d'incidents qui se sont produits jeudi soir, au dépôt de Nanterre (Hauts-de-Seine). Le service était assuré dans la matinée à 96 % sur l'ensemble du réseau Paris-banlieue de la RATP. Au dépôt de Nanterre, 49 autobus étaient sortis sur les 100 prévus. Sur la ligne A du RER, entre Vincennes et Fontenay-sous-Bois et Vincennes et Val-de-Fontaine, la circulation a été interrompue peu après 7 heures, en raison de la rupture d'un caténaire. Le trafic a été également interrompu sur la ligne Nation-Porte Dauphine, en raison d'un suicide à la station Rome.

Jeudi soir, la police est intervenue dans le dépôt de bus de la RATP de Nanterre où des agents négociaient la levée de la révocation d'un délégué CGT, M. Alain Berdel, licencié après le constat de dix-huit « manquements à la discipline » et de « fautes professionnelles » en moins de trois ans.

### BOURSE DE PARIS

#### Matinée du 15 avril

#### Vive baisse initiale

Le marché a reculé vivement, vendredi 15 avril dès l'ouverture, dans le sillage de Wall Street, au lendemain de la publication du montant du déficit commercial américain. Dès l'ouverture, il perdait 2 %. Toutefois, en cours de matinée, il redressait cette perte, et l'indice revenait à - 1 %. A la hausse figuraient la SCOA (+ 7,5 %), Nord-Est (+ 3,8 %), Schneider (+ 3,6 %), Codétel (+ 2,3 %) et Ecco (+ 2 %).

Le numéro du « Monde » daté 15 avril 1988 a été tiré à 545 337 exemplaires

(Publicité)

### SOYEZ HOMME... DU MONDE

A l'élégance des manières, à la courtoisie et à la bonne éducation, ajoutez le raffinement vestimentaire. Savoir s'habiller, c'est aussi accepter le regard de l'autre.

A LA VOGUE, on vous montrera des costumes griffés réalisés dans un remarquable prêt-à-porter de luxe, des chemises, des cravates, et surtout des matières, des coupes et des coloris qui conviendront à votre look.

La gamme de prix permet de n'investir qu'un budget raisonnable, d'autant que les lecteurs du Monde ont droit aux réductions gratuites.

LA VOGUE, 38, bd des Italiens (près Opéra) et Centre commercial V&EY-IL.

### ISRAËL

#### M. Shamir est prêt à inviter M. Chevardnadze

Le président du conseil israélien, M. Itzhak Shamir, est prêt à inviter en Israël le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, s'il est sûr que son invitation sera acceptée, a annoncé, vendredi 15 avril, le porte-parole de M. Shamir.

Moscou a rompu ses relations avec Israël il y a vingt et un ans à la suite de la guerre de six jours, mais les responsables à Jérusalem se sont sentis encouragés par certains signes de rapprochement récents.

L'annonce, cette semaine, d'une prochaine visite de M. Chevardnadze au Proche-Orient a particulièrement excité leur curiosité.

« Si le président du conseil était sûr que M. Chevardnadze accepte une telle invitation, il l'inviterait à visiter Israël et à discuter des relations mutuelles et des problèmes communs », a dit le porte-parole de M. Shamir, M. Yossi Ahimor. — (Reuters.)

### Grands Jurys spéciaux RTL-Le Monde

« Le grand jury RTL-Le Monde » organise, avant le premier tour de l'élection présidentielle, une série d'émissions spéciales auxquelles il a convié tous les candidats à l'élection présidentielle.

Les « Grands Jurys » se dérouleront de la façon suivante sur l'antenne de RTL avec la participation habituelle de journalistes du Monde :

- Dimanche 17 avril à partir de 18 h 15 : M. Pierre Juquin (Régénérateurs), M<sup>me</sup> Arlette Laguiller (LO), M. Antoine Waechter (Verts) et M. Pierre Boussel (MPPF).
- Mardi 19 avril à 18 h 15 : M. André Lajoinie (PCF).
- Mercredi 20 avril à 18 h 15 : M. Jean-Marie Le Pen (FN).
- Vendredi 22 avril à 18 h 15 : M. Jacques Chirac (RPR).

Question posée par le président des Tignes Rodin :

### MODE : VOTRE POUVOIR D'ACHAT QUINTUPLÉ ?

Si vous préférez 5 vêtements à un seul, la solution, c'est votre habilité et ses tissus.

Exemple : pour le prix d'une unique robe à 1 000 F, vous pouvez facilement choisir 5 très beaux vêtements.

Et la qualité en plus - choix abondant d'imprimés, cotons, linages, toiles, polyester, lins, etc.

Commencez sans risque, avec un joli tissu, vous vi savez pour 100 F, 200 F, ou moins !

## RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

### MEME CE QUI VA SANS DIRE VA MIEUX EN LE DISANT... ET

LE PRÊT-À-PORTER MASCULIN SIGNE DES GRANDS COUTURIERS

à des prix É-TON-NANTS (de - 25 à - 35 %)

LE VOUS LE GARANTIS c'est STEPHANE MEN'S de luxe

2 MAGASINS à RÉVOLUTIONNAIRES à PARIS A VOTRE SERVICE

Ouverts (en fond de cœur) de midi à 19 h 30, du mardi au samedi

Champs-Élysées : 5, rue de Washington - Métro George-V  
Rive gauche : 90, bd St-Sauveur - Métro Odéon  
A Strasbourg : 13, faubourg National (12<sup>e</sup> étage)  
Pour la franchise : France et étranger, Tél. 32-89-01-11

(Publicité)

### Merveilleux Tissus soldés 39,50 F le m en 270.

Antipoussière, feu. A coller ou tendre sans points.

300 000 m<sup>2</sup> en stock

## chez Artirec

8, impasse Saint-Sébastien, 11<sup>e</sup>  
M<sup>o</sup> Saint-Sébastien-Froissart ou Richard-Lenoir

Superbes Moquettes 59,50 F/m<sup>2</sup> anti-staïnes, usure, feu, salissures.  
Chintz 1<sup>er</sup> choix anti-salissures soldé 39,50 F le m en 140.  
Beaux sois plastiques soldés 19,50 F/m<sup>2</sup>, etc., etc., etc.

Artirec-sois : 4, bd de la Bastille, 12<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Quai de la Râpée (43 40 72 72). Autres dépôts : 94 Kremlin-Bicêtre : M<sup>o</sup> Pie d'Italie (46 58 81 12), 94 St-Maur : (48 93 19 97), 97 Plaisir : N12 (30 55 55 15).

A B C D F G H

## RENAULT ÉTOILE

### CETTE SEMAINE, UNE SÉLECTION DE 30 SUPERCINQ A

# 38000 F MAXIMUM

Sur une sélection de 30 SUPERCINQ marquées d'un point rouge

Sur présentation de cette annonce la carte grise vous est offerte

11, av. de la Grande-Armée, 75016 Paris, tél. 43 00 10 00  
11, av. de la Grande-Armée, 75016 Paris, tél. 43 00 10 00  
21, av. de la Grande-Armée, 75016 Paris, tél. 43 00 10 00

## Le Monde sur minitel

### PRESIDENTIELLE :

Tous les sondages pour comprendre

36.15 TAPEZ LEMONDE  
IPSOS 36.16 TAPEZ LMINFO